



Argentine : et maintenant ?

Avec cinq mois d'avance sur le terme prévu par la Constitution, le président radical Raúl Alfonsín transmet, à Buenos-Aires, l'écharpe bleu et blanc des présidents argentins à son successeur démocratiquement élu, Carlos Menem.

Et maintenant ? C'est évidemment l'interrogation angoissée de trente-deux millions d'Argentins, mais aussi de quelques quatre cents millions de Latino-Américains plongés, depuis le début des années 80, dans une crise peut-être moins profonde, mais d'apparence tout aussi inextricable. Banquiers et dirigeants d'institutions financières internationales (créditeurs de quelque 60 milliards de dollars), investisseurs étrangers potentiels et chancelleries du monde entier ne peuvent pas, non plus, se désintéresser de ce que fera M. Carlos Menem.

Le nouveau chef d'Etat, durant sa campagne électorale, était resté remarquablement vague sur son programme. L'ayant seulement à ses sympathisants le slogan « Suivez-moi ! », il avait promis une « révolution productrice » des plus floues. Mais il a été plus explicite depuis lors, laissant comprendre qu'il s'apprête à faire ce à quoi il s'était farouchement opposé tant qu'il était de l'autre côté de la barrière. La nomination, en particulier, de M. Miguel Rêg, ancien dirigeant de la principale multinationale argentine, Bunge y Born, comme ministre de l'économie suggère que M. Menem s'est laissé convaincre (après tant d'autres de ses pairs latino-américains) du caractère inéluctable d'une politique économique d'inspiration néo-libérale — fût-ce avec quelques « correctifs sociaux » qu'impose l'appartenance au Justicialismo.

Encore faudra-t-il que le nouveau président, dont le parti avait appuyé treize grèves générales contre la politique d'austérité de M. Alfonsín, parvienne à faire entendre raison à la puissante centrale syndicale CGT (d'obédience péroniste) afin de pouvoir mettre en œuvre quel que programme de redressement que ce soit. Il est vrai que si quelqu'un en Argentine peut y parvenir, c'est bien M. Menem. A défaut de quoi, l'émeute populaire, la répression et le retour des prétorians seraient des plus probables.

La « question militaire », précisément, est un autre aspect épineux de l'avenir. A quatre reprises en un peu plus de deux années, des mutineries ont éclaté, isolées certes, mais à l'évidence suivies avec sympathie par le reste des forces armées. L'objectif était toujours le même : obtenir du pouvoir la reconnaissance que la « sale guerre » menée à la fin des années 70 contre la « subversion » était une action patriotique. M. Alfonsín avait cédé peu à peu du terrain ; tout indique que M. Menem finira par donner entière satisfaction aux militaires.

Tel est le prix que paiera le péronisme pour être enfin considéré comme un partenaire de confiance par le plus redoutable des « pouvoirs de fait », comme on dit en Argentine.

(Lire nos informations page 3.)

M 0146 - 07100 - 6,00 F



3790146006000 07100

Le concert de la Bastille et l'attitude du PCF

Le Bicentenaire s'ouvre sous le signe d'une contestation de gauche

A la veille des festivités du Bicentenaire, marquant la semaine du 10 au 15 juillet, et auxquelles assisteront plus de trente chefs d'Etat, le pouvoir est l'objet de tirs croisés. A gauche, les protestataires, hostiles au sommet des sept pays les plus riches, ont organisé

samedi une manifestation et un concert à la Bastille. Cette contestation a été largement relayée par le PCF et par la CGT, cette dernière annonçant une grève à la RATP le 14 juillet. A droite, l'opposition ironise sur ce que M. Juppé a appelé la « mégalomanie » de M. Mitterrand.



Querelles de fastes

par Jean-Marie Colombani

François Mitterrand commet « une erreur historique » ! C'est Renard, le chanteur, qui le dit. Il oppose les « fastes » réservés aux « maîtres du monde » à la célébration du Bicentenaire, qui ne fait guère de place, s'indigne-t-il, aux « sans-culottes, sans pain, sans travail » et autres « sans jute ».

C'est, hélas, une habitude en France : les débats, sinon la vérité, sortent plus facilement de la bouche des « saltimbanques » que des rangs des partis. Une fois de plus, la « société civile » fait la leçon à une société politique devenue muette. Il est vrai que les civils en question — Renard, mais surtout René Dumont et Gilles

Perrault — n'ont jamais été politiquement neutres : l'un fut « ton-tonnamique », l'autre est toujours « tiers-mondiste » (dans l'acception traditionnelle du terme) le dernier a été « compagnon de route » du PCF. Il n'empêche : ils ont raison sur un point, essentiel.

Le Bicentenaire n'est pas celui des va-nus-pieds. Il est la commémoration de la révolution bourgeoise de 1789, dont le but était d'installer une monarchie constitutionnelle. Deux cents ans plus tard, nous avons une France bourgeoise, gérée par un monarque constitutionnel.

Ce dernier est aujourd'hui dans une position d'autant plus éminente qu'autour de lui, le paysage

politique est parcellisé, émietté, le Parlement et les partis durablement affaiblis ; largement par le jeu des institutions elles-mêmes.

Le président est donc, inévitablement, la cible ultime de toute contestation d'envergure. La polémique qui mène aujourd'hui les événements de la « folle semaine » de juillet, comme disent les journaux, mérite toutefois une appréciation plus nuancée : elle est à la fois contradictoire, et logique.

La contradiction réside dans le décalage qui existe entre, d'une part, le « summum » symbolique de l'influence diplomatique de la France que constituent la succession et la conjonction d'événements variés (visite de M. Gorbatchev, début de la présidence française de la Communauté, sommet des Sept, venue de plus d'une trentaine de chefs d'Etat à l'occasion du Bicentenaire) et, d'autre part, la querelle maoïste et presque paroxysmale qui se développe.

(Lire la suite page 8.)

Suréquipement et endettement

EDF envisage l'arrêt de ses commandes nucléaires

EDF, encombré de surcapacités et endetté de 230 milliards de francs, envisage pour la première fois d'arrêter son programme d'équipement nucléaire. Le gouvernement doit trancher dans les prochaines semaines entre deux hypothèses : report d'un an, pour la quatrième fois, de la prochaine commande de réacteur, ou abandon pour une durée indéterminée de tout projet.

Gelé depuis plus de deux ans, le programme nucléaire français va-t-il être arrêté pendant plusieurs années ? Pour la première fois, l'hypothèse est clairement envisagée chez EDF, où le coût du suréquipement pèse de plus en plus. Les pouvoirs publics, à qui appartient la décision, sont mis au pied du mur : l'abandon du programme même limité dans le temps risque de remettre en cause l'ensemble de la filière et, à terme, la prédominance française dans ce secteur. Mais sa poursuite coûtera plus de 1 milliard, empêchant EDF de réduire comme prévu son endettement et ses tarifs. Ven-

dredi 7 juillet, au cours du conseil d'administration d'EDF, chargé comme tous les ans d'établir les programmes d'équipements à venir, la direction a évoqué les deux hypothèses. EDF peut encore, pour la quatrième fois, repousser d'un an la commande du prochain réacteur, prévu à Civaux, dans la Vienne, qui coûtera 10 milliards de francs. Elle prolongerait ainsi le « gel » du programme, effectif depuis plus de deux ans — la dernière commande remonte à janvier 1987.

VÉRONIQUE MAURIS.
(Lire la suite page 15.)

Un entretien avec le président du Mexique

Les déclarations au « Monde » de M. Salinas de Gortari

PAGE 4

Les procès de Cuba

Condamnations à mort et zones d'ombre

PAGE 4

Femmes du Japon

En marge de l'affaire Uno la revanche des citoyennes « soumises »

PAGE 3

Premier film de fiction à la Géode

Une œuvre de Pierre Etaix

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 18

La nomination des PDG des sociétés nationales

Il n'y a plus de « chasse aux sorcières »

Le « Journal officiel » du 8 juillet publie les décrets portant nomination d'une dizaine de dirigeants d'entreprises nationales. Depuis le début de juin, le président de la République avait à renouveler une cinquantaine de PDG dont le mandat arrivait à échéance. La « continuité » l'a emporté.

Le temps de la chasse aux sorcières à la tête des entreprises publiques serait-il révolu ? Candidat-président, M. François Mitterrand l'avait promis. Il écrivait dans sa Lettre à tous les Français : « Maintenant que nous allons vivre d'alternance en alternance, éliminons les mauvaises mœurs de la chasse aux sorcières. » Il a éliminé.

A l'occasion du renouvellement, ces derniers jours, d'une cinquantaine de dirigeants d'entreprises et d'organismes nationaux, le président de la République a en effet démontre qu'il entendait respecter cet engagement. Contrairement à

1982, ou même à 1986, il y a eu, cette fois-ci, peu de têtes coupées. « La valse des présidents [des entreprises publiques] est une expression périmée », peut déclarer, sans être démenti, le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux (le Monde du 6 juin). La « continuité » au sommet des sociétés publiques souhaitée par le premier ministre, M. Michel Rocard, a été assurée. « Continuité ou immobilisme ? », se demandent quelques socialistes, qui regrettent que certaines questions — comme celle sur la durée des mandats — aient été évacuées du débat.

La lecture des communiqués des conseils des ministres du mois de juin (et de celui du 5 juillet) le confirme : pour les présidents d'entreprises et d'organismes publics dont le mandat arrivait à échéance en ce début d'été, M. Mitterrand, le véritable décideur en ce domaine, a choisi la continuité. Sur les quarante-trois postes concernés, il y a eu une trentaine de reconductions. Rien à voir avec la valse de 1982,

ni même avec celle, déjà plus lente, de 1986.

Certes, dès leur retour au pouvoir, en 1988, les socialistes, qui avaient, comme M. Mitterrand, dénoncé l'Etat-RPR, avaient, il faut le rappeler, procédé à un premier « nettoyage » au sommet. Trois hommes très marqués politiquement — MM. Jacques Friedmann, Jean Dromer et Jean-Maxime Lévêque — en avaient fait les frais. Ils devaient être rapidement remplacés par des hommes plus sûrs a priori : M. Bernard Attali à la présidence d'Air France, M. Jean Peyrelevade à l'UAP et M. Jean-Yves Haberer au Crédit lyonnais.

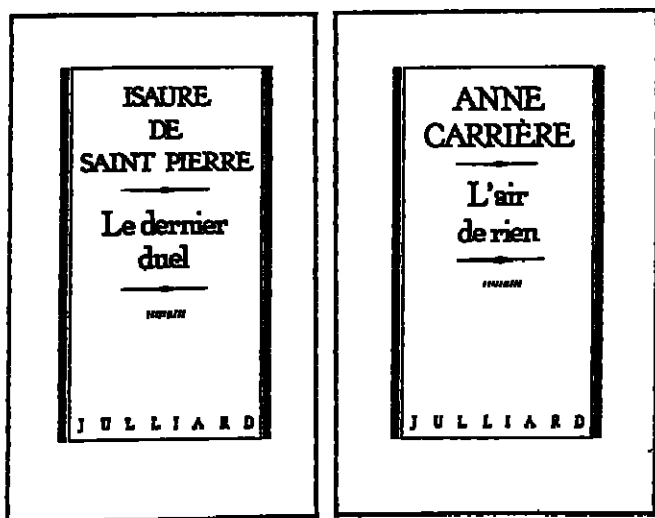
ERIK IZRALEWICZ.
(Lire la suite page 15.)

CHRONOLOGIE

Juin 1989 dans le monde

Page 11

cet été, Julliard



Dates

Il y a quinze ans, le débarquement des troupes turques

L'opération Attila à Chypre

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Robert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Fontaine (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, président,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wotta.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE
5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications n° 57 457
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-01.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 35-15 - Tapes LEMONDE
ou 35-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
BP 567 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tel	FRANCE	BOULIEX	SURE	AUTRES PAYS en francs
3	365 F	399 F	394 F	780 F
6	720 F	762 F	772 F	1 480 F
9	1 030 F	1 089 F	1 084 F	2 040 F
12	1 380 F	1 380 F	1 380 F	2 620 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse :
nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

FIVE Mile Point Beach, côte septentrionale de Chypre à quelques kilomètres du petit port touristique de Kyrenia. Dans le plus pur style mussolinien, un gigantesque monument célébrant le débarquement des troupes turques le 20 juillet 1974 au matin.

Les prodromes de cette intervention militaire, seul et unique changement de frontière en Europe depuis 1945, datent de 1955. L'île d'Aphrodite, peuplée à 80 % de Grecs et à 20 % de Turcs, fut une possession ottomane jusqu'en 1878. La Sublime Porte la cède alors à l'empire britannique. La majorité grecque souhaite l'Enosis (rattachement à la mère patrie hellène) et se lance dans la lutte armée contre la puissance tutélaire le 1^{er} avril 1955. « Diviser pour régner » : les Anglais s'appuient alors sur la minorité chypriote turque et sur Ankara pour contraindre l'irréductible grec. Tant et si bien qu'en juin 1958 les deux communautés se viennent aux mains pour la première fois de leur histoire. Dans la foulée, Londres, Athènes et Ankara signent les accords de Zurich le 11 février 1959. L'indépendance de l'île est effective le 16 août 1960.

Contre mauvaise fortune bon cœur, l'archevêque-ethnarque Makarios III accepte l'indépendance plutôt que l'Enosis. Le nouveau président hérite d'une Constitution léguée par les Britanniques, rendant quasiment impossible la gestion des affaires. Mais en décembre 1963, lorsque l'archevêque tente d'amender le texte, les Chypriotes turcs organisés dans le TMT (Organisation de la résistance turque) se révoltent.

Le quartier turc de Nicosie s'enferme derrière sa « ligne verte » et les incidents se multiplient au point d'amener l'ONU à envoyer un contingent de casques bleus. Vingt-cinq ans après, ils sont toujours là. Ainsi, au printemps 1964, les deux communautés sont de facto séparées, car les Turcs se sont regroupés dans une vingtaine d'enclaves interdites aux Grecs.

Le 21 avril 1967, le coup d'Etat des colonels grecs va sonner le glas de l'intégrité territoriale de l'île. Conservateur bon teint, Makarios, fils spirituel de Byzance, est devenu le chantre des non-alignés et s'est rapproché de Moscou par volonté tactique. Pour les Américains et la junte d'Athènes, il est désormais l'homme à abattre. C'est ce que va tenter de faire une organisation chypriote grecque ultranationaliste, l'EOKA-B, commandée par un ancien suppléant des nazis en Grèce.

« Un centre de complot »

Le 6 juin 1974, le torchon brûle entre Nicosie et Athènes. L'archevêque accuse les 650 officiers grecs qui encadrent la garde nationale chypriote d'être « un centre de complot et de subversion anticonstitutionnelle ». Le 5 juillet, l'ethnarque, dans une missive communautaire, demande au général Ghizikis, nouveau patron de la junte athénienne, de rappeler ses officiers. Le jour même, Haravgi, le quotidien du puissant parti communiste chypriote (AKEL) annonce qu'un putsch aura lieu à Chypre d'ici au 20 juillet. L'information est juste. Le 15 au matin, la garde nationale chypriote et le contingent grec attaquent le palais présidentiel, l'archevêché, les postes de la police auxiliaire (garde prélectorale de Makarios) et font la chasse aux militants de gauche. Makarios, sentant peut-être venir le coup, s'échappe à l'extrême et se réfugie à Paphos, fief de ses partisans.

Le 16 au matin l'ethnarque annonce à son peuple, sur les ondes de Radio Chypre libre émettant depuis Paphos, qu'il est toujours en vie, alors que la guerre civile fait rage à l'intérieur de la communauté chypriote grecque. Pendant trois jours, des combats acharnés opposent les militants socialistes et « makariotistes » aux putschistes d'extrême droite qui finiront par l'emporter au prix d'au moins 300 morts.

Le putsch de Nicosie est une occasion rêvée pour Ankara. Depuis 1955, elle combat les idées d'Enosis et d'indépendance, préférant le Taksim : rattachement du nord de l'île à la Turquie et du sud à la Grèce. Stratégie en accord avec l'OTAN et le fameux plan Acheson qui prévoyait la même solution, faisant ainsi disparaître un Etat indépendant et non aligné au profit de deux régions intégrées à des pays membres de l'OTAN.

Mais lorsqu'en août 1964 la Turquie s'apprête à concrétiser un tel plan, elle se fait verbalement tancer par le président Johnson. Cette fois, le premier ministre social-démocrate Bülent Ecevit ne va pas rater une telle occasion. D'autant que, pour contrecarrer son adversaire conservateur Süleyman Demirel, il s'est appuyé sur le Parti du salut national, formation islamiste dirigée par Necmettin Erbakan devenu vice-premier ministre. Or, ce der-

nier est un partisan avéré du Taksim et pousse de toutes ses forces à une intervention militaire.

Dès le premier jour du coup d'Etat à Nicosie, le contingent turc de l'île (650 hommes) est mis en état d'alerte et les 10 000 *Türk Mujahidler* (milice d'autodéfense chypriote turque qui combat aussi les militants de gauche de sa propre communauté) se mobilisent.

Chars, avions, napalm

Le 17 juillet, de fortes concentrations de troupes turques sont signalées dans les



ports d'Iskenderun et de Mersin. D'ailleurs quelques navires britanniques, américains, soviétiques et israéliens commencent à croiser dans les parages. Le 18, le premier ministre britannique Harold Wilson rejette une intervention anglo-turque. Ankara va alors se lancer seul dans l'aventure.

Le 19 juillet 1974 dans l'après-midi, une trentaine de péniches de débarquement et quatre destroyers embarquent 10 000 hommes et quittent le port turc de Mersin juste en face de Chypre. Dans la nuit, les premiers Skyhawks A. 4 frappés du Croissant bombardent l'aéroport de Nicosie. L'opération Attila vient de commencer. Le samedi 20 à 4 h 30 du matin, le débarquement à Five Mile Point Beach (Pendéfilia). Les 7 000 premiers fantassins occupent une tête de pont à l'aide de 40 chars, soutenus par une centaine d'hélicoptères, d'avions et des canons de 105 mm.

Les hôtels de Kyrenia et de Famagouste sont le cible des aviateurs turcs malgré la présence des touristes étrangers. L'asile d'aliénés et le collège arménien Melkonian de Nicosie sont détruits. Les parachutistes sautent sur la plus grosse enclave turque de l'île reliant le nord de Nicosie à Kyrenia. Les montagnes du Troodos et de Pendéactylus s'enflamment sous les bombes au napalm.

Pour justifier son acte, Bülent Ecevit déclare : « Nous n'allons pas à Chypre pour y faire la guerre, mais pour y apporter la paix, non seulement aux Turcs mais aussi aux Grecs. » Il est relayé par le leader de la communauté chypriote turque, Rauf Denktaş : « Ceci n'est pas une invasion mais une action de police turque au nom des droits et de la liberté des Grecs chypriotes récemment usurpés par l'armée grecque. »

La ficelle est un peu grosse, mais, dans les trois premiers jours, l'opinion publique internationale suit. En revanche, à Paris, le gouvernement — qui assure aussi à l'époque la présidence de la CEE — n'est pas dupé. Louis de Guiringaud, ambassadeur à l'ONU, annonce : « Le capital de confiance que mon pays accorde au gouvernement d'Ankara touché par le coup d'Etat du 15 juillet dans les intérêts qu'il détient à Chypre serait compromis si des ordres stricts n'étaient pas donnés aux forces armées turques et respectées par elles, de façon que toute violence cesse de leur part. »

Pendant deux jours les combats sont très durs. Supérieurs en nombre et en puissance de feu, les Turcs consolident leur tête de pont entre Kyrenia et Nicosie. La garde nationale chypriote grecque, plus occupée à soutenir le président putschiste, Nikos Sampson (réfugié politique en France depuis 1978), oppose une résistance héroïque mais parcelle et désordonnée. Elle tente aussi de réduire les enclaves turques sur les arrières, non sans

quelques bavures. Quant au soutien de la Grèce, il est quasi nul. Le contingent grec de l'île reçoit l'ordre de ne pas bouger et, si Athènes mobilise dès le 20 juillet, les hommes découvrent que l'intendance est inexistante et que les armureries sont vides.

Les colonels ont tout revendu aux pays arabes voisins, réalisant d'énormes profits personnels. Enfin, aviateurs et marins qui ont appareillé pour Chypre sans attendre les ordres sont sommés de faire demi-tour immédiatement. Bref, la junte perd pied et abandonne Chypre à son sort. Pour certains observateurs, cet abandon est dicté par Washington.

Aucun représentant chypriote n'a été convoqué. Finalement les garants arrivent à geler les zones et à reconnaître deux administrations séparées. Le prochain rendez-vous est pris pour le 8 août à Genève en vue de trouver un accord politique. Ce laps de temps va permettre aux Turcs d'agrandir leur zone de plus de 100 km².

La deuxième conférence de Genève s'ouvre sous de sombres auspices. Les Britanniques proposent la création de cinq cantons turcophones, ce que refuse Athènes. Le lendemain, Richard Nixon démissionne, laissant à Henry Kissinger le soin de gérer la crise. Ankara ne se sent plus bridée comme en 1964, refuse tout compromis, tente d'exterminer le partage de l'île et ne cesse de fortifier sa tête de pont où s'entassent désormais 40 000 fantassins et 300 chars.

Pillages

Le 13 août, le voile se déchire. La politique expansionniste turque apparaît au grand jour. M. Asiltürk, ministre de l'Intérieur, déclare : « L'armée turque est assez forte pour occuper l'île. Nous ne voulons que ce qui est notre droit et nous sommes déterminés à l'avoir. » Le 14 août à 3 heures du matin, James Callaghan, inquiet, avoue que les Turcs ne veulent rien savoir. Deux heures plus tard l'opération Attila 2 débute. L'Elysée réagit aussitôt par un message aussi bref que cinglant : « La France désapprouve formellement la reprise des opérations militaires déclenchées par la Turquie à Chypre. »

Paris obtient même une condamnation officielle de l'ONU. Les diplomates turcs sont furieux, mais sur le terrain les forces d'invasion bousculent la garde nationale chypriote et foncent à tombereau ouvert sur Morfou et Famagouste. Pillages, viols, massacres, exécutions sommaires sont sciemment pratiqués par l'armée turque afin de terroriser les Chypriotes grecs et de les faire fuir vers le sud, changeant irrémédiablement la répartition géographique de la population.

Le 24 août, Attila 2 est terminée. Les 38 % du nord de l'île sont entre les mains de la Turquie — ce qui représente 70 % du PNB. 4 000 Chypriotes grecs sont morts, 2 000 disparus et 180 000 (sur une communauté de 600 000 âmes), traumatisés, s'installent au sud dans des abris de fortune. L'armée turque a perdu environ 500 hommes et une bonne vingtaine d'avions à cause de la pugnacité d'une poignée de militants socialistes formés par les Palestiniens ainsi que de quelques petites unités de la garde nationale qui ne se sont pas débandées.

Sous le fallacieux prétexte de restaurer la démocratie renversée par les colonels, Ankara a profité du contexte local et international pour réaliser un rêve vieux de vingt ans : occuper le tiers de l'île d'Aphrodite. Ainsi, contrairement aux déclarations de la fin juillet, la Turquie n'a pas retiré ses troupes une fois le calme revenu. 36 000 hommes y sont toujours stationnés, garde prélectorale d'une « République turque du nord de Chypre » reconnue uniquement par Ankara.

CHRISTOPHE CHACLET.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

JUILLET-AOÛT 1989

LE DROIT DES ENFANTS

A quelques mois du vote par l'ONU d'une convention sur les droits des enfants, Monde Dossiers et documents fait le point sur ce problème de société.

- Le projet de convention : 50 articles pour défendre les droits essentiels des enfants.
- Le sort des enfants dans un monde de conflits : enfants soldats, enfants victimes, enfants emprisonnés, torturés.
- Les effets de la surpopulation et de la misère : l'absence de soins et d'hygiène. La prostitution, le commerce des enfants.
- Des droits bafoués dans les pays développés : les mauvais traitements. Les accidents domestiques. L'intolérance.

Avec des adresses, des orientations bibliographiques
et le panorama des droits de l'enfant en Europe.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكزان الاصل

CHINE

Pékin « proteste énergiquement » contre la diffusion en France d'une déclaration de deux dissidents

L'ambassadeur de France à Pékin, M. Charles Malo, a été convoqué, vendredi 7 juillet, au ministère chinois des affaires étrangères pour y entendre une « énergique protestation » à la suite de l'intervention à l'Antenne 2 et de la diffusion dans la presse française d'une déclaration de deux dirigeants en fuite de l'opposition, MM. Yan Jiaqi et Wuor Kaxi, « *criminels faisant l'objet d'un avis de recherche* » de la police de Pékin (le Monde du 5 juillet). En lisant les deux activistes chinois se livrer sur son

territoire à des activités « visant à renverser le gouvernement de la République populaire », la France a commis « une violation flagrante des lois internationales » et « une grave ingérence » dans les affaires chinoises. Elle doit prendre des mesures efficaces immédiates pour interdire aux deux opposants son territoire et mettre fin à « ses actions erronées visant à s'immiscer dans les affaires intérieures de la Chine ».

Le Quotidien du peuple a longuement dénoncé le même jour les leaders étudiants,

qualifiés de « traîtres au peuple chinois » pour avoir accepté des fonds provenant des Etats-Unis, de France et de Hongkong, et s'être fait établir, « par le biais de sources étrangères », une quarantaine de passeports afin de fuir la répression. Le délégué chinois aux Nations unies a demandé la diffusion au sein de l'organisation d'une lettre rejetant comme « sans fondements et incorrects » les commentaires occidentaux sur la répression en Chine.

La France est devenue un lieu de rencontre de penseurs et d'artistes. On en a vu de nombreux, mais plus tard, le monde entier fête cette année glorieuse : cela prouve que les idéaux et objectifs de la Révolution française étaient impérissables. Son esprit n'est pas mort. Le peuple chinois célèbre ce bicentenaire dans la main avec le peuple français et lui adresse ses meilleurs vœux de bonne fête.

FRANÇOIS DEROIN.

● Nouvelle expulsion d'un journaliste de la Voix de l'Amérique. — Un second journaliste de la Voix de l'Amérique, M. Mark Hopkins, a été prié, samedi 8 juillet, de quitter la Chine dans les trois jours. Il est accusé d'avoir fait de la propagande antichinoise et d'avoir violé les termes de son visa de tourisme. — (AP).

PÉKIN

de notre correspondant

L'heure est à crier « haro » sur le secrétaire général déchu Zhao Ziyang pour ceux qui veulent survivre politiquement et professionnellement. Le département de la propagande du PCC a organisé une réunion d'artistes et d'écrivains où l'on s'en est donné à cœur joie pour dénoncer l'influence pernicieuse de M. Zhao sur le développement du « libéralisme bourgeois », idéologie des manifestations sont « particulièrement graves dans les cercles littéraires et artistiques ». L'un des participants a estimé qu'il n'était « pas étrange » que certains créateurs, ayant « boycotté la lutte contre le libéralisme bourgeois », aient par la suite « soutenu activement, incité et pris part à la conspi-

JAPON : en marge de l'affaire Uno

Le réveil des femmes nippones

Tandis que la presse se déchaine contre le premier ministre Uno, compromis dans un scandale de mensures qui lui a attiré l'hostilité d'une large partie de l'électorat féminin, Tokyo a annoncé que l'empereur Akihito avait acquiescé les droits de succession sur l'héritage laïcal par son père Hirohito, estimé à 4,3 milliards de francs.

TOKYO

de notre correspondant

Les femmes feront-elles mouvoir la possible aux libéraux démocrates ? Ces Japonaises, qui passent en Occident pour « soumises », leur donnent en tout cas bien du fil à retordre. Au point que, tout juste un mois après sa nomination au poste de premier ministre, M. Uno paraît déjà « hors jeu » et potentiellement démissionnaire. Les résultats des élections municipales de Tokyo, dimanche 2 juillet, ont montré incontestablement que, dans un pays où l'effacement des femmes passe pour une tradition enracinée, un premier ministre qui leur manque de respect ne peut se maintenir au pouvoir. Le scandale causé par sa liaison avec une ex-gaïsha semble avoir mobilisé l'électorat féminin, mais aussi tenu son image au sein même du parti conservateur : « Si M. Uno ne sait même pas gérer ses affaires sentimentales, on peut se demander s'il peut gouverner », nous a dit, cynique, un éminent commentateur politique.

Non seulement, dimanche dernier, la participation des femmes a été supérieure à celle des hommes, mais encore ce sont les candidates, dont dix-sept sur trente-trois ont été élues, qui ont recueilli le plus grand nombre de suffrages. Il y a dix jours, une candidate socialiste l'emportait lors d'élections sénatoriales partielles, dans le bastion du conservatisme qu'est la préfecture de Niigata. Le même jour, une autre femme, M^{me} Nakamichi, qui a travaillé dans une maison de geishas, apparaissait pour la première fois à la télévision pour raconter par le menu les turpitudes de M. Uno et les avances qu'il lui aurait fait subir au cours d'une brève liaison entre 1985 et 1986, rémunérée 12 000 F par mois.

Il n'en fallait pas moins à M^{me} Doi, présidente du PSJ, qui a toujours cherché à faire de son parti un pôle d'attraction de l'électorat féminin, généralement conservateur ou flottant, pour saisir la balle au bond. Son « opération Madonna » pour les élections de Tokyo a pleinement réussi : douze candidates socialistes ont été élues, pour la plupart des ménagères sans appui institutionnel.

Entre-temps, la presse hebdomadaire interviewait deux autres maîtresses de M. Uno, tandis que de nouvelles révélations sur une liaison avec une quatrième, âgée de dix-sept ans, seraient imminentes. Les liaisons de M. Uno font, d'une manière générale, les titres de la presse féminine. Certaines hebdomadaires donnent la parole à l'épouse du premier ministre, qui défend son mari avec une candeur qui ne manque pas de courage. L'ex-gaïsha, en

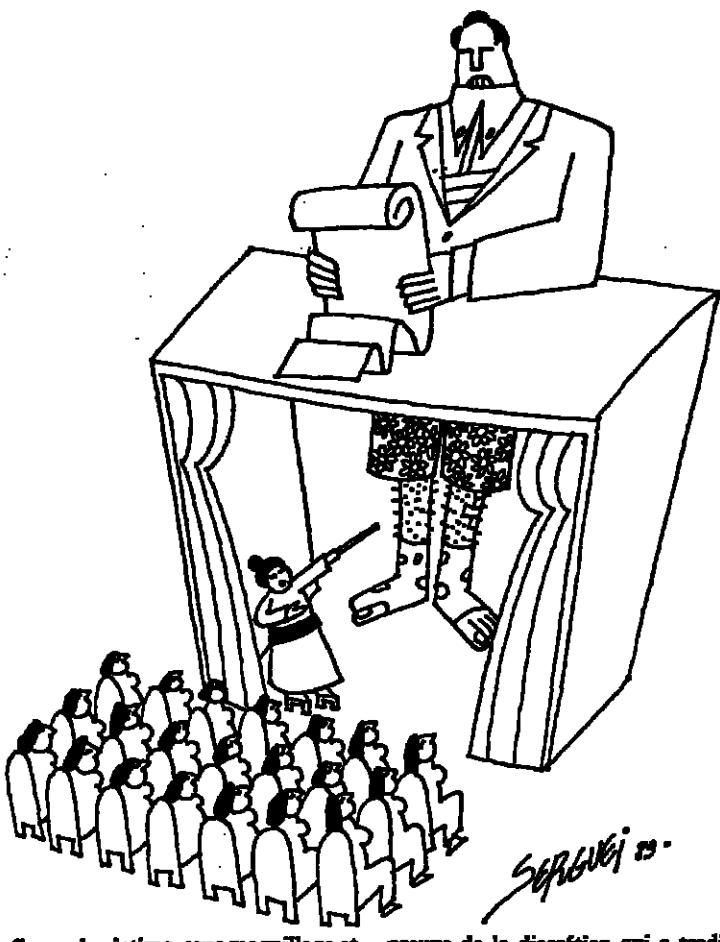


figure de victime, sans maquillage et les cheveux courts, donne, quant à elle, des détails supplémentaires sur la manière dont se déroulaient ses brèves rencontres avec le futur premier ministre. Elle explique que c'est par un surcroît de conscience, en estimant que la manière dont il l'avait traitée n'en faisait pas un homme digne d'être premier ministre, qu'elle a failli à la règle du silence du demi-monde. La grande presse suit, en revanche, les péripéties des amours de M. Uno plus contraintes et forcées que voraces de détails.

Si ce scandale — qui n'est devenu tel que parce que la presse américaine s'en est emparée — a tout d'abord fait sourire dans un pays où ce genre d'affaires fait partie des mœurs et jusqu'à présent n'avait jamais eu de conséquence politique (occidentalisés, le Japon ne l'était pas au point d'avoir importé la pudibonderie américaine en matière de sexe et de politique), il n'en semble pas moins avoir été le détonateur d'une prise de conscience de l'électorat féminin. Plusieurs facteurs y ont contribué.

Avoir une maîtresse, ou plusieurs, n'est pas en soi cause d'opprobre : ainsi l'ancien premier ministre Tanaka a-t-il reconnu tous les enfants qu'il a eus de cinq relations extra-conjugales sans provoquer de scandale. Dans le cas de M. Uno, ce qui a, semble-t-il, choqué, c'est qu'il n'ait pas respecté les règles du demi-monde et les égards dus à une maîtresse. De son côté, cette dernière, qui n'était pas une véritable geïsha mais une employée temporaire d'une maison de geïshas du quartier de Kagurazaka à Tokyo, n'a pas fait

preuve de la discrétion qui a traditionnellement cours dans le monde qu'elle côtoyait. Au contraire, elle a joué les femmes indignées.

M^{me} Nakamichi n'est pas pour autant devenue une héroïne victime de la dépravation des hommes. Beaucoup de femmes — notamment dans le demi-monde — l'ont critiquée pour avoir révélé, vraisemblablement moyennant finances, sa liaison avec M. Uno. Les cinquante mouvements féministes (quelque vingt millions de membres) qui luttent pour les droits de la femme et contre la prostitution se sont, en tout cas, emparés de l'affaire, la presse à scandale y a vu une excellente occasion de faire monter les tirages et, les journaux américains lui donnant de l'importance, le scandale a commencé à grossir.

Le climat de frustration prévalant dans l'opinion publique à la suite du quasi non-lieu dans le scandale politico-bourgeois Recruit, qui n'a fait qu'accroître l'hyper-sensibilité des Japonais à leur image à l'étranger, se prêtait à une telle exploitation. De manière symptomatique, lorsque, au Parlement, une députée socialiste interpella le premier ministre sur cette affaire, elle brandissait un exemplaire du Washington Post et critiquait M. Uno pour « embarrasser le Japon sur la scène internationale ».

Quelle qu'ait été l'exploitation de cette affaire par les médias, elle n'en a pas moins contribué à sensibiliser l'électorat féminin. Moins, pour beaucoup, par un surcroît de moralisme que parce que ce scandale est apparu comme une nouvelle expression de l'arrogance du pouvoir des libéraux-démocrates. « Il faut tout de même leur donner une leçon »,

nous a dit une commerçante qui a voté socialiste, même si le PSJ n'est guère convaincant.

Les femmes, qui, dans la vie quotidienne, sont directement touchées par la nouvelle TVA, estiment que le parti conservateur a trompé les électeurs en introduisant cette taxe après avoir promis qu'il ne le ferait pas. Sans doute les Japonaises votent-elles généralement comme leur mari. Mais elles n'en sont pas moins actives dans les mouvements de citoyens, instaurant des solidarités de consommateurs ou de résidents qui ne sont souvent que des pôles de convergence de particularismes mais contribuent cependant à une prise de conscience politique et à faire fonctionner une sorte de « démocratie directe ».

Leur influence dans la vie locale s'est considérablement accrue. Ce sont elles, par exemple, qui obligent le gouvernement à renoncer à un projet de construction d'immeubles pour les militaires américains à Zushi (banlieue de Tokyo), qui mettent en cause l'égilibre écologique. Ce sont également les femmes qui animent souvent des mouvements antinucléaires. Localement, la hiérarchie homme-femme se renverse.

Les Japonaises (soit la moitié de l'électorat), et notamment les jeunes, semblent aujourd'hui ne plus seulement chercher à se faire entendre localement. M. Uno, qu'un desinstituteur de l'Asahi représentait récemment arrivant au sommet de Paris pour être couronné par M^{me} Thatcher et se rendant rongé par Notre-Dame pour s'y confesser, pourrait bien être la victime d'un mécontentement des Japonaises qui dépasse la simple claque appliquée du revers de la manche d'un kimono dans la tradition du théâtre kabuki.

PHILIPPE PONS.

ARGENTINE : M. Carlos Menem accède à la présidence

Après les grands combats et les échecs de M. Raul Alfonsín

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Le « règne » du président Raul Alfonsín aura été celui des grands combats et des grands échecs. En 1983, la dictature militaire qui, en 1976, avait renversé Isabel, la veuve de Peron, venait de perdre la guerre des Malouines — sa dernière carte pour essayer de regagner un peu de prestige à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Les militaires laissaient une Argentine en ruine — économiquement et, bien sûr, moralement, après la féroce répression de la « sale guerre » qui était finalement venue à bout de la gé-

nie, mais à quel prix... Les élections organisées démocratiquement opposaient le candidat péroniste, M. Italo Luder, au radical Raul Alfonsín. Les péronistes n'avaient jamais perdu : ils partaient grands favoris. Or, à la surprise générale, c'est l'avocat radical de Chacabuco, une petite ville de la province de Buenos-Aires, qui l'emporta, par 52 % des suffrages. Peu connu du public, Raul Alfonsín a bénéficié d'un délai de grâce pendant lequel il tentera de mettre en place ses grands projets. Le plus cher à son cœur, mais son seul succès (si l'on met à part le vote de la loi autorisant le divorce) aura été de transmettre, pour la première fois depuis 1928, le mandat présidentiel à un successeur démocratiquement élu.

Tous ses autres projets ont échoué : la réforme de la Constitution (visant à rendre le système moins présidentiel et en introduisant un poste de premier ministre) ; le transfert de la capitale vers le sud ; le fin du monopole syndical ; la revitalisation de l'enseignement et de la santé publique ; et surtout la mise à l'écart de l'armée de la vie politique.

M. Alfonsín était certainement meilleur idéologue qu'administrateur. Son mandat a été essentiellement marqué par une lutte acharnée contre le déclin de l'économie. En 1985, convaincu qu'elle ne se redresserait pas par la douceur, il déclarait la « guerre économique » à coups de sacrifices et d'austérité, des mots qui n'ont jamais plu aux Argentins, habitués à l'opulence offerte par un pays qui, après la seconde guerre mondiale, était le huitième du monde pour sa richesse.

Et pourtant, l'homme de la rue s'y pliera sans rechigner. C'était encore, il est vrai, la lune de miel avec un président représentant tout l'espoir d'une démocratie enfin possible. C'est ainsi que le « plan austral » — du nom de la nouvelle monnaie qui remplacera le traditionnel peso — réussira à freiner momentanément ce mal endémique sud-américain : l'inflation.

Mais il restait à M. Alfonsín à assainir et approfondir l'économie argentine et à se débarrasser de la CGT (Confédération générale du travail), la centrale syndicale unique créée par le général Peron et conçue comme un instrument du pouvoir « justicialiste » pour contrôler le mouvement ouvrier. Le maintien de ce monopole représentait de fait un obstacle insurmontable aux réformes proposées par M. Alfonsín ; la CGT s'opposait notamment à la deuxième mesure fixée pour en finir avec la crise : la réduction des effectifs pléthoriques de l'administration centrale et du secteur nationalisé.

C'est là que le vent a tourné. Le Sénat, à majorité péroniste, a refusé de voter la réforme des lois syndicales.

Les militaires, vaincus aux Malouines et discrédités par la confirmation de leurs responsabilités dans la disparition de dix mille personnes pendant la période de répression, s'étaient jusque-là tenus tranquilles. Mais ils étaient à l'affût. M. Alfonsín pensait qu'en les punissant et en leur limitant les vivres il les ferait définitivement rentrer dans leurs casernes. Mais ces « humiliations » — particulièrement le procès aux membres de juntas successives, et son énorme retentissement international — ont fait monter la colère des militaires.

En avril 1987 éclatait la première rébellion visant à revendiquer la tête haute « la guerre contre la subversion » et à réclamer l'annulation des militaires accusés d'atrocités. Cette « insurrection de Plénes » a donné au chef de l'Etat l'occasion de constater, pour la dernière fois, la dévotion d'une population pourtant peu habituée à l'héroïsme. En ces heures-là, elle était prête à mourir pour défendre « sa » démocratie. Ils étaient cinq cent mille à répondre sur la place de Mai à l'appel du président.

Joyeuses Pâques!

Mais M. Alfonsín a préféré le compromis « pour éviter le bain de sang », expliqua-t-il, il est allé discuter avec les militaires. Rares sont les Argentins qui lui ont pardonné son « Joyeuses Pâques, rentrez chez vous, la maison est en ordre ». Car on a appris, plus tard, l'étendue des concessions et particulièrement celle de la loi dite du « point final », exemptant de poursuites une bonne partie des militaires susceptibles d'être jugés pour leur conduite sous la dictature.

Les citoyens avaient bien compris que le chantage des prétorians ne s'arrêterait pas là. En effet, l'année suivante, une nouvelle rébellion aura pour conséquence une amnistie plus large encore. Il ne restera plus alors qu'une vingtaine de généraux et de colonels susceptibles d'être inquiétés.

Quelques mois plus tard, les péronistes, soudain resuscités, gagnèrent les législatives. Ils remportèrent 17 des 22 sièges de gouverneurs, dont le plus important, celui de la province de Buenos-Aires. Le glas avait sonné pour M. Alfonsín. A partir de ce moment-là, il laissera de côté pratiquement tous ses grands projets pour se consacrer presque exclusivement à reconquérir un pouvoir qui lui échappe.

Il lui faudra bien, pourtant, tenter de contrôler une crise économique qui le prend de vitesse. Mais toutes ses tentatives dans ce sens se solderont par des échecs comme celui d'un nouveau plan anti-inflation, baptisé avec optimisme « primavera » (printemps, en plein cœur de l'hiver).

Il a dû se résigner à avancer la date des élections au mois de mai — sept mois avant le terme constitutionnel de son mandat. Sa démarche est à l'origine du désastre que vit actuellement l'Argentine : une inflation totalement incontrôlable sème la faim et le désespoir dans la population, dont une frange en a été réduite, en mai, au pillage.

CATHERINE DERIVERY.

QUAI VOLTAIRE
Roger Stéphane
TOUT
EST BIEN

Un témoin lucide et impitoyable. Tél 7 jours

Le dernier des humanistes. Tél 7 jours

Si vous ne devez lire qu'un livre de souvenirs cet été, (...) emportez celui-ci. Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde

Un livre qu'on ne peut pas commencer sans le terminer. Jacques Chancel/Radioscope

Amériques

Un entretien avec le président du Mexique

« Les Mexicains veulent des changements, pas de bouleversements » nous déclare M. Carlos Salinas De Gortari

« A quelques jours de votre voyage en France et en Espagne, l'Europe de 1993 constitue-t-elle pour vous une peur ou un espoir ?

— L'Europe peut présenter un risque si elle se reforme sur elle-même. Mais il s'agit aussi d'une grande occasion en raison de la puissance économique que détiendra l'Europe unie. Ce puissant processus peut nous apporter beaucoup.

— Avec les Etats-Unis, le Mexique a toujours eu des relations passionnelles. Comment évoluent-elles aujourd'hui ?

— Ce sont des relations très compliquées. Nous avons avec les Etats-Unis une des frontières les plus longues du monde, et nos systèmes économiques et politiques sont très différents. Les affrontements ont été très durs dans le passé. Nous devons faire respecter nos différences et mettre en valeur nos points communs. Un marché commun est inévitable. Mais nous souhaitons la conclusion d'un traité commercial avec les Etats-Unis pour donner des ouvertures à nos exportations.

— Les négociations concernant la dette mexicaine ont été couronnées de succès au FMI, à la Banque mondiale et au Club de Paris, mais se sont révélées beaucoup plus difficiles avec les banques commerciales.

— Nous avons défini à ce sujet une stratégie de fermes négociations excluant la confrontation. Au contraire de la méthode retenue jusqu'ici, nous souhaitons obtenir un plan de croissance et non pas un programme de réajustement. Nous avons fixé le taux de croissance nécessaire au pays, et, en conséquence, la part destinée au paiement de la dette. Nous avons obtenu l'accord du FMI, de la Banque mondiale et, en ce qui concerne le Club de Paris, l'un des traitements les plus favorables, avec un refinancement de 90 % de nos intérêts. Nous avons donc une position plus forte aujourd'hui vis-à-vis des banques privées, même si l'est agi de l'équipe la plus difficile.

— Beaucoup de pays d'Amérique latine pensent qu'en ce domaine le Mexique fait cavalier seul.

— Il y a un intense dialogue entre tous les pays d'Amérique latine. Mais chacun d'eux nous mène effectivement seul en négociation. Les situations sont différentes.

— Comment voyez-vous la situation en Amérique centrale ?

— La solution appartient aux Etats-Unis et aux Mexicains eux-mêmes. Il est urgent pour ces pays de renouer avec le développement, et cela ne

Le président mexicain Carlos Salinas De Gortari, qui a pris ses fonctions le 1^{er} décembre, sera présent à Paris pour les fêtes du Bicentenaire du 12 au 14 juillet.

En dans des conditions difficiles au mois de juillet 1988, avec seulement un peu plus de 50 % des voix, le président mexicain a poursuivi un processus de modernisation du pays, multipliant d'audacieuses initiatives. En matière économique, il est fermement décidé à prolonger la politique d'ouverture lancée par son prédécesseur, M. Miguel de la Madrid, après la grave crise financière d'août 1982. Ce néolibéralisme, contrevenant gravement au credo nationaliste hérité de la révolution de 1910-1927, a contribué à susciter au sein même du parti officiel, le PRI, une sévère dissidence, le PRD, dirigé par M. Cuauhtémoc Cárdenas. Politiquement, la question principale devant donc : jusqu'où le PRI peut-il mener « l'ouverture » qu'il prône et que M. Salinas reprend à son compte ?

Dans l'entretien qu'il nous a accordé à Mexico, le président répond à ces questions.

sera pas possible au travers d'une confrontation. Nous suivons avec une grande attention ce qui se passe dans l'économie. D'abord, nous avons une frontière commune avec le Guatemala ; d'autre part, nos Etats du sud sont les moins développés ; enfin, l'Amérique centrale connaît la plus forte croissance démographique de son histoire. S'il n'y a pas de développement de la région à court terme, la pression de l'immigration dans nos Etats du sud et, au travers du Mexique, jusqu'aux Etats-Unis sera très forte.

— Quelle est votre position sur l'affaire de Panama ?

— Nous devons respecter l'autodétermination du peuple panaméen et les traités sur le canal (1). C'est une situation difficile ; nous avons été clairs en rappelant notre ferme appui aux principes qui doivent permettre la défense des peuples et non protéger de prétendus « hommes forts ».

— Les premières déclarations de la chancellerie mexicaine concernant le général Noriega ont surpris. Le communiqué affirmait que la situation dans le pays était aggravée par l'attitude personnelle du général Noriega.

— Cette déclaration n'a rien d'étrange et s'inscrit dans la tradition mexicaine. Le Mexique a déjà, dans le passé, émis des noms : dans le cas du Chili, du Nicaragua de Somoza ou de l'Espagne sous Franco.

— Vous avez signé le 18 juin un nouveau « pacte pour la stabilité et la croissance économique ». Que représente-t-il ?

— Il s'agit de consolider le contrôle de l'inflation — 18 % par an, le taux le plus bas depuis dix ans, — maintenir la stabilité des changes et,

surtout, développer la concentration des différents secteurs productifs et sociaux. Cela prouve qu'au Mexique les institutions et les organisations sociales fonctionnent. Nous allons maintenant, c'est le point central, une stricte discipline en ce qui concerne les finances publiques.

— Pourquoi ne parlez-vous pas de réforme agraire ?

— Je parle de modernisation. Le terme de réforme agraire est associé à la répartition de terres. C'était envisageable dans un pays de 15 millions d'habitants. Il y en a aujourd'hui 85 millions. Il faut donc transformer la méthode de production et créer une agro-industrie.

— Comment voyez-vous le processus d'ouverture politique au Mexique ?

— C'est une avancée vers la démocratisation nette mais progressive. Les Mexicains veulent des changements, mais pas de bouleversements. Ils veulent des modifications dans l'ordre qui leur garantissent liberté, indépendance, respect des droits individuels et sociaux.

— Votre popularité s'est renforcée depuis la difficile élection du 7 juillet 1988, mais pas celle du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), au pouvoir depuis soixante ans.

— Le président travaille pour tous les Mexicains, indépendamment des partis auxquels ils appartiennent. Le PRI est, pour sa part, entré dans un processus de modernisation interne. Ce processus prend du temps.

— Pensez-vous qu'une alternance soit possible au Mexique ?

— Il faut poser la question aux électeurs. Mais il n'est pas raisonnable de vouloir plaquer des systèmes politiques d'autres pays sur un contexte culturel et historique différent.

— Croyez-vous qu'une opposition forte est nécessaire au Mexique ?

— Il existe une opposition. Elle doit elle aussi se moderniser pour présenter clairement à l'électorat l'option qu'elle défend.

— Depuis votre installation, vous poursuivez la lutte contre la corruption et la drogue. De nombreux et importants dirigeants ont été arrêtés.

— Nous devons appliquer la loi et faire respecter l'Etat de droit. Nous avons voulu montrer qu'aucun individu ne se trouve au-dessus de la loi, quelle que soit sa situation.

— Dans le cas particulier de l'ancien chef de la police Zorilla, inculpé comme instigateur de l'assassinat, il y a eu deux ans, de jumelle Manuel Banaola, pour lequel a-t-il fait attendre si longtemps ?

— Après que le juge spécial, nommé par le précédent gouvernement, ont bonifié son dossier, la justice a suivi son cours. Quand il nous a dit : « Je suis prêt », nous lui avons simplement dit de faire son travail.

— Denis Hautin-Guillaud.

(1) Traité signé en 1977 entre le président américain Jimmy Carter et le général Omar Torrijos (NDR).

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

possibilités indiquaient, seulement parce que les révolutions en difficulté ont tout à craindre d'un virtuel Bonaparte ? Raul Castro, frère et successeur désigné de Fidel, a fait allusion dans son discours d'adieu à tout en déclarant qu'il n'avait pas compté contre le pouvoir. Il a par ailleurs été fait largement usage, dans l'accusation, du goût immodéré du général pour l'humour — une qualité évidemment mal utilisable par un pouvoir qui lui-même n'en abuse pas. Mais est-il acceptable de faire entrer cela au nombre des arguments pour lesquels on condamne un homme à mort ?

JEAN-PIERRE CLERC.

Europe

URSS : alors que des heurts ont encore eu lieu à Stepanakert

Un membre du Comité Karabakh se félicite de l'évolution du pouvoir sur la question arménienne

L'un des leaders du mouvement nationaliste arménien, M. Levon Ter Petrossian, qui avait été déchu de son poste de ministre de la Défense en 1988, se trouve actuellement à Paris pour suivre un traitement médical. L'assignation à résidence surveillée auquel il était astreint, comme les dix autres membres du Comité Karabakh depuis leur retour à Erevan, a été levée par les autorités arméniennes pour l'occasion. Ses frais de traitement ont été pris en charge par le gouvernement français.

Au cours d'un entretien cette semaine à Paris, M. Ter Petrossian s'est montré résolument optimiste sur la situation actuelle en Arménie. Il a souligné que les autorités, sous la pression du mouvement nationaliste, avaient compris que leur intérêt était d'avoir un dialogue sérieux avec les nationalistes arméniens. Il en veut pour preuve les récentes décisions prises lors de la réunion du Soviet suprême d'Arménie, fin juin, à Erevan, notamment celle de légaliser le mouvement national arménien, dans lequel doit se dissoudre le mouvement créé l'année dernière autour du Comité Karabakh. Le mouvement tiendra un congrès constitutif à l'automne et présentera ses propres candidats l'année prochaine lors des élections en nouveau soviets d'Arménie. La reconnaissance officielle du mouvement, souligne le leader arménien, va lui permettre d'avoir ses propres locaux, son journal, ses représentants dans toutes les régions de la République.

Un grave incident entre les communautés arménienne et azérie du Haut-Karabakh a été révélé vendredi 7 juillet par l'agence soviétique Tass. Dans la nuit de jeudi à vendredi, des groupes des deux communautés se sont affrontés à coups de fusil de chasse et ont tenté d'incendier des maisons dans le village de Kirkidjan, dans les faubourgs de la capitale régionale Stepanakert. Les forces de l'ordre se sont interposées et l'agence n'a pas signalé de victimes. Cet incident illustre la tension qui persiste dans la région — englobée dans la République d'Azerbaïdjan, mais dont la majorité de la population est arménienne. Sa demande de rattachement à l'Arménie a provoqué l'année dernière de graves affrontements interethniques et suscité la naissance d'un puissant mouvement nationaliste en Arménie. Le Congrès des députés du peuple a décidé en juin l'envoi d'une commission, attendue prochainement sur place, pour tenter d'apporter des solutions.

Si le couvre-feu persiste officiellement à Erevan, le leader arménien estime qu'il n'est pas réellement appliqué et que son maintien est surtout destiné à éviter de paraître tenir à l'écart l'Azerbaïdjan, où la situation, dit-il, reste beaucoup plus tendue. Les dirigeants du Comité Karabakh restent officiellement inculpés et menacés de procès, mais les autorités, souligne-t-il, cherchent apparemment à faire traîner les choses pour ne pas perdre la face.

Selon M. Ter Petrossian, le secrétaire du Parti communiste arménien, M. Aroutounian, a parfaitement défendu les intérêts arméniens lors du Congrès des députés du peuple à Moscou. Il affirme que, pour le

moment, la direction du parti et le mouvement nationaliste ont des intérêts « concordants ». Il n'envisage pas dans l'immédiat d'autres actions, ni de former une opposition constituée au Parti communiste au sein du Soviet de la République. « Nous n'avons aucunement l'intention de prendre la place des dirigeants pour le moment », dit-il.

A propos du Haut-Karabakh, le responsable arménien relève que les autorités ont accepté la création d'une commission de députés du Soviet d'Arménie et de trois représentants du Comité Karabakh pour suivre la situation. Le Parlement arménien, ajoute-t-il, a lui aussi fait part de son inquiétude devant le fonctionnement du comité spécial mis en

place par Moscou pour gérer directement les affaires de la région, et souhaite la restauration du Soviet régional ainsi que du comité régional du parti, suspendus en janvier lorsque la décision avait été prise par Moscou de séparer provisoirement l'administration du Haut-Karabakh de celle de la République d'Azerbaïdjan. « Notre but était de faire de la question du Karabakh une question politique. Nous y sommes arrivés en un an. On a admis à Moscou que la question existe, qu'elle exige une solution. (...) C'est pourquoi, estime M. Ter Petrossian, nous pouvons maintenant nous intéresser aux autres questions dans une perspective plus large (...), celle du Karabakh n'est plus une question locale. Il y a actuellement de nombreux problèmes nationaux en URSS. Moscou est bien obligé de s'occuper de les résoudre. Le premier d'entre eux est celui du Karabakh. C'est le plus sûr. »

M. Ter Petrossian affirme que le mouvement arménien n'est pas pour l'abolissement de la Fédération soviétique. « Nous ne sommes pas pour une modification de la réalité historique. La Fédération soviétique, dans son essence, a des possibilités qui pourraient correspondre à nos intérêts nationaux. La détruire artificiellement n'est pas notre but. (...) Elle existe. Si Moscou fait preuve d'une certaine ouverture d'esprit, on peut la conserver. » H. de B.

Diplomatie

Pour des raisons de santé

M. Honecker quitte précipitamment le sommet du pacte de Varsovie

Le sommet du pacte de Varsovie s'est terminé samedi à Bucarest par l'adoption d'une déclaration — qui répond notamment aux propositions de désarmement avancées à la fin mai par le sommet de l'OTAN à Bruxelles — et d'une communication. Il s'est toutefois prolongé par une réunion à huis clos entre les seuls chefs de délégation, pour discuter de l'évolution du monde socialiste et des relations entre alliés. M. Honecker, chef du parti et de l'Etat est-allemand, n'a pas assisté à cette réunion : victime de ce que l'on présente comme une crise aiguë de la vésicale biliaire, il a regagné précipitamment Berlin-Est.

La cérémonie de clôture avait été précédée d'une rencontre d'environ une heure entre les dirigeants roumains et hongrois, MM. Ceausescu et Nyers. Elle avait été « un dialogue de sourds », selon une source hongroise.

M. Gorbatchev avait annoncé, vendredi 7 juillet, à l'issue de la première journée du sommet, que les pays de l'Est avaient pris, « en réponse aux propositions des pays de l'OTAN », des « décisions importantes qui ouvrent la voie au rapprochement des positions » entre les deux alliances rivales en Europe. Il s'agit, avait précisé le dirigeant soviétique, d'une « réponse sérieuse » qui « aidera à passer plus rapidement des paroles aux actes ».

Le sommet s'était ouvert vendredi matin à huis clos par une brève allocution de M. Ceausescu, chef du parti et de l'Etat roumain, et avait tenu deux séances. L'une présidée par M. Gorbatchev, l'autre par M. Milos Jakes, chef du PC tchécoslovaque. Le général soviétique Louchev, nouveau commandant en chef des forces armées unifiées du pacte, a présenté un rapport. L'agence Tass décrit le climat de la rencontre comme un climat « d'amitié, de coopération constructive et de camaraderie » et comme « amical et cordial » celui de la réception offerte le soir par M. Ceausescu.

Présentant la parole à cette occasion, M. Gorbatchev a invité les participants à « se mettre au pas du temps » en matière de politique étrangère et reconnu que les nouvelles conditions ont engendré « nombre de problèmes compliqués, exigeant des solutions hardies et peu ordinaires ». « Le progrès vers la paix n'a pas encore un caractère irréversible, la mentalité de confrontation est loin d'avoir été surmontée, sa base matérielle n'a pas encore été démontée », a dit encore le numéro un soviétique.

Ce dernier a eu par ailleurs deux rencontres bilatérales. Un entretien « amical » avec M. Nyers, président du parti hongrois, a permis « un échange d'informations sur les processus politiques et sociaux en cours dans les deux pays », les deux

interlocuteurs se disant disposés à « développer les contacts politiques et l'échange d'expériences », indique Tass. Avec le général Jaruzelski, il a été jugé nécessaire de « promouvoir une interaction soviéto-polonaise multilatérale très prometteuse ». Toujours selon l'agence soviétique, le chef du Parti ouvrier polonais avait exposé sa décision de « mettre en place une démocratie parlementaire socialiste fondée sur le pluralisme » et de procéder à « une intégration constructive de l'opposition dans le processus de concorde nationale ».

La « Pravda » critique la situation en Roumanie

Un porte-parole roumain a toutefois démenti une information selon laquelle Bucarest aurait saisi le sommet de la querelle qui l'oppose à la Hongrie sur le sort de la minorité hongroise. On s'attendait néanmoins à des difficultés. M. Ceausescu ayant récemment condamné le multipartisme devant son comité central et exprimé son « inquiétude » devant « les tendances qui se font jour dans certains pays ». Vendredi, l'organe du PC roumain *Scutela* mettait en garde contre « les tentatives de renouer aux principes fondamentaux de la théorie révolutionnaire ». Le même jour à Moscou, la *Pravda* brossait un tableau critique de la situation en Roumanie : « Les files d'attente, les pénuries, les énormes dépenses et de comptable au détriment de la population, voilà la réalité roumaine actuelle », écrivait le quotidien soviétique, ajoutant que « les meilleurs meubles, les meilleures chaussures, les meilleures voitures partent à l'étranger ». « Aucun parti, aucun leader, ne détient le monopole de la vérité, qui vient de la confrontation des opinions », écrivait encore la *Pravda*. — (AFP, Reuter, Tass.)

Parlement européen

Les démocrates-chrétiens laisseront la présidence à un socialiste

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Les démocrates-chrétiens du Parlement européen refusent l'adhésion à leur groupe des conservateurs britanniques qui étaient candidats. Ils ont accepté, en revanche, celle des députés de la droite espagnole (Partido popular). Le groupe démocrate-chrétien poursuivra dans la nouvelle Assemblée sa coopération avec le groupe socialiste, afin de parvenir à des majorités suffisantes lors des votes sur les propositions de la Commission européenne. Tels sont les principaux résultats des travaux du bureau politique du Parti populaire européen (le PPE rassemble les démocrates-chrétiens) qui s'est tenu vendredi 7 juillet à Bruxelles.

La nouvelle Assemblée sera soumise aux mêmes pressions que la précédente. L'entente entre démocrates-chrétiens et socialistes est nécessaire pour favoriser l'émergence de la majorité (260 voix sur 518) qu'exigent les procédures institutionnelles de l'Acte unique. « C'est une coopération technique qui a fait ses preuves lors de votes difficiles. (...) C'est la meilleure voie pour contribuer à la mise en place du marché unique et pour renforcer le rôle du Parlement européen », a commenté M. Egmont Klepach, le président du groupe.

Cette coopération portera également sur l'élection du président du Parlement lors de la session constitutive de la nouvelle Assemblée à la fin du mois : les démocrates-chrétiens ne présenteront pas de candidat, ouvrant ainsi la voie à la désignation d'un socialiste, probablement l'Espagnol Enrique Baron Crespo. Dans deux ans et demi, à la moitié de la législature, les socialistes se sont engagés à renvoyer l'ascenseur de façon à favoriser l'élection d'un démocrate-chrétien. M. Léo Tindemans, l'ancien ministre belge des affaires étrangères, qui

ne cachait pas ses ambitions pour la présidence, ne se réjouit pas particulièrement de cet accord. Il n'arrange pas non plus M. Valéry Giscard d'Estaing, qui convoitait également le perchoir strasbourgeois. Il semble en outre que l'ancien chef de l'Etat français ait été particulièrement déçu par le désigné à la tête du groupe libéral, certains de ses collègues lui préférant M. Willy De Clercq, ancien ministre belge des finances et ancien commissaire européen chargé des relations extérieures de 1985 à 1988.

C'est un refus poli, voire amical, que le PPE a opposé à la candidature des trente-deux conservateurs britanniques. « Nous n'avons pas voulu nous marier trop à droite », notait M. Adrian Zeller, un des Français qui ont choisi de siéger avec les démocrates.

La perspective d'un débat difficile à Bruxelles comme à Strasbourg sur le développement de la politique sociale dans la Communauté n'est pas apparue à la majorité des membres du PPE comme une occasion particulièrement propice pour fusionner avec les députés du parti de M^{me} Thatcher. Mais les points ne sont pas pour autant coupés. M. Klepach a annoncé que le PPE arrêterait une attitude définitive après plus ample examen, d'ici deux ans.

Les mêmes scrupules n'ont pas empêché les démocrates-chrétiens d'accueillir les quinze députés du Partido popular, un des avatars de l'alliance de M. Fraga, une formation se situant pourtant, elle aussi, tout à fait à droite. Cette compréhension a profondément heurté M. Xavier Arzallus, le représentant du PNV (le Parti nationaliste basque, un des partis fondateurs de l'Internationale chrétienne démocrate) qui, peu soucieux de siéger aux côtés d'anciens ministres du général Franco, a annoncé qu'il quittait le groupe PPE. Son collègue de l'UDC, le parti autonomiste catalan, pourrait agir de même.

PHILIPPE LEMAITRE.

BIBLIOGRAPHIE

Le phénomène Gorbatchev fait tourner les têtes

Combien d'ouvrages a déjà inspiré M. Mikhail Gorbatchev depuis ce jour à la fois proche et lointain de mars 1985 où il mit un terme à la dictature chevrotante ? Voici encore deux livres qui racontent, décrivent le phénomène. Un phénomène si fascinant que, comme tant d'autres, leurs auteurs renouent à n'être pas ou à ne pas paraître fascinés.

Le premier, M. Moïse Lewin, professeur à l'université de Pennsylvanie, s'est acquis une réputation justifiée par ses travaux sur le *Dernier combat de Lénine* ou sur la *Formation du système soviétique*. Dans la *Grande Mutation* (1), il donne le ton sur une page de couverture : « La plupart des spécialistes occidentaux de l'Union soviétique n'ont prévu ni la persévérance ni son exceptionnelle ampleur. Ils ne le pouvaient pas, englués qu'ils étaient dans leur modèle fermé, privilégiant les déterminismes idéologiques, excluant tout changement politique et toute dynamique sociale. »

Ce n'est pas si simple ! Tous ceux qui se laissent à l'assaut de ces prévisions sur l'évolution d'une société se trompent une fois ou l'autre, y compris ceux qui font superbement la leçon. Ils se trouvent dans la position du météorologue quand il annonce le temps de la saison prochaine mais qui ne distingue plus toujours science et cartomancie.

Laissons donc ces querelles vaines, parlons bonhomme, pour ne retenir du livre de M. Lewin que son intérêt incontestable. Il montre ce qui pendant des décennies a préparé

le phénomène Gorbatchev. Staline avait enfoncé sa dictature dans les « sables mouvants » d'une société agraire. Cette société constituait « un terrain particulièrement favorable à l'usurpation du pouvoir par le sommet de la pyramide : par un dictateur en haut, par de petits chefs despotiques en bas ».

Or, sous cette dictature, la société agraire s'est transformée en une société urbaine. Et à un rythme accéléré. La population des villes est passée de 18 % en 1926 à 70 % en 1985. Cette gigantesque mutation sociale, culturelle, devait provoquer une mutation politique. Le grand changement ne s'est pas produit par la seule volonté d'un homme devenu le numéro un en 1985. Ce dirigeant a surtout su capter, canaliser l'air du temps, profiter de tous les projets de réformes préparés plus ou moins secrètement sous Brejnev et encourager les pionniers. On s'est alors rendu compte qu'une société civile fonctionnait déjà « au cœur même du bastion de l'Etat ».

C'est cette thèse, illustrée par de multiples exemples, que développe M. Lewin. Il note aussi qu'il n'y a que quinze mille à vingt mille sociologues en URSS. Mais ces chercheurs qui, jadis, suscitaient la méfiance du pouvoir, sont devenus, sous Gorbatchev, une force sur la scène sociale et culturelle. Cette analyse montre que même si Gorbatchev devait être renversé, la persévérance serait irréversible.

La démonstration est solide, menée avec une rigueur universitaire. Parfois même, il faut attacher sa ceinture pour suivre le pilote. C'est un modèle de ce que l'on

appelle la « soviétologie ». Il y manque l'élément « kraménologique », que notre professeur semble tenir en piètre estime. Tout occupé par sa « grande mutation » sociale, il attache manifestement peu d'importance aux batailles d'hommes et de clans pour le pouvoir. Le lecteur qui n'aurait pour tout potage sur cette période soviétique que les notations de M. Lewin ne soupçonnerait guère les divergences entre MM. Gorbatchev et Ligatchev. Les quelques citations données de ce dernier révèlent un adepte — au style patant, il est vrai — de la parastrophie.

Un immense reportage

Le second ouvrage, *Les Nouveaux Russes*, de Claude-Marie Vadrot, est un immense reportage, moins savant, peut-être, mais plus vif et finalement plus complet que l'étude de M. Lewin.

L'auteur est un journaliste français qui a passé depuis vingt ans une bonne partie de son temps en URSS. Lui aussi remarque que ce qui fait son M. Gorbatchev était sans doute Brejnev. Un changement d'une telle ampleur ne peut se produire du jour au lendemain sans que des hommes, des femmes, l'aient préparé discrètement en attendant que l'insurmontable loi biologique permette enfin d'adapter le pouvoir aux transformations sociales.

Par la richesse des informations, la familiarité du narrateur avec son sujet, ces *Nouveaux Russes* constituent la suite mise à jour d'un classique, les *Russies*, de Hendrick Smith, chef du bureau du *New York Times*

à Moscou, au début des années 70 (Belfond, 1974).

Au terme de cette série de voyages, M. Vadrot se déclare « gorbatchévien convaincu. Pas honteux du tout ». Il reconnaît néanmoins qu'il avait même d'apporter un remède les réformes économiques ont provoqué de nouveaux maux. La vie matérielle est plus difficile qu'elle ne l'était dans les premières années du règne de Brejnev. « Gorbatchev, note l'auteur, a donné le signal d'une libération de la société civile, ce qui ne signifie pas qu'il a réussi la même chose pour la société économique et la société politique. »

M. Gorbatchev répond à des aspirations résumées dans le titre d'un livre célèbre pendant le premier dégel qui suivit la mort de Staline, le roman de Doudintsev, *L'homme ne vit pas seulement de pain*. Il faut lire à ce propos le grand chapitre consacré dans le livre de M. Vadrot à la naissance d'une presse libérée. Avec ses héros, comme le journaliste Chevtchenko, qui prit des risques jusqu'à en mourir pour tourner un reportage sur la catastrophe de Tchernobyl. Mais « l'homme vit aussi de pain », et les chances de survie politique de M. Gorbatchev paraissent faibles s'il était incapable de satisfaire, sans trop attendre, le consommateur soviétique.

BERNARD FÉRON.

« La Grande Mutation soviétique », de Moïse Lewin. Traduit de l'anglais par William Desmond. Ed. La Découverte, 205 p., 95 F, Paris, 1989.

« Les Nouveaux Russes », de Claude-Marie Vadrot. Ed. Le Seuil, Paris, coll. « L'histoire immédiate », 400 p., 120 F.

« Solidarité » Vendée-Pologne

Alors que Paris s'apprête à fêter en grande pompe le Bicentenaire de la Révolution, le primat de Pologne, le cardinal Giamp, et une importante délégation de Solidarité étaient attendus samedi 8 juillet au château du Puy-du-Fou, pour prendre part à une journée « Vendée-Pologne ». L'initiative de cette rencontre revient au président du conseil général de Vendée, M. Philippe de Villiers (UDF), créateur en 1977 de la fameuse « cinéscénario » du Puy-du-Fou, qui retrace l'histoire de la Vendée et de l'insurrection contre la Révolution.

Le programme prévoyait une grand-messe célébrée par le cardinal et animée par le chœur de Poitiers.

Vingt-deux partenaires français (régions, départements et villes) doivent à cette occasion signer avec les représentants du comité chargé de Solidarité une convention d'aide à la Pologne. Une somme d'environ 900 000 F, à laquelle s'ajoutera la recette de dimanche du spectacle du Puy-du-Fou, environ 500 000 F, sera remise au syndicat polonais. Trois élus renouvèlent, Michel Noir, maire RPR de Lyon, Charles Millon, président UDF de la région Rhône-Alpes, et Michel Barrier, président RPR du conseil général de Savoie, ont répondu à l'invitation de Philippe de Villiers, député renouvèlent lui aussi.

HONGRIE

Les obsèques de Janos Kadar auront lieu le 14 juillet

Janos Kadar, l'ancien numéro un hongrois, sera enterré le 14 juillet, après la visite du président américain George Bush, dans le panthéon du Mouvement de la classe ouvrière, au cimetière Imre-Mezzo à Budapest. La repose également László Rajik, ancien ministre de l'Intérieur et des affaires étrangères, exécuté en 1949 pour « complot ».

La dépouille du défunt sera exposée auparavant dans le bâtiment du siège du Parti socialiste ouvrier de Hongrie à Budapest.

Les autorités soviétiques ont adressé, vendredi 7 juillet, un message de condoléances aux responsables du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH), évoquant la contribution de Janos Kadar aux relations de « camaraderie » entre les partis communistes des deux pays.

L'agence Tass a également diffusé une dépêche datée de Bucarest, où a lieu le sommet des chefs d'Etat du pacte de Varsovie, annonçant une rencontre entre le numéro un soviétique, M. Mikhail Gorbatchev, et le nouveau président du PSOH, M. Remo Nyers, un des dirigeants de l'aile réformatrice du parti. — (AFP.)

AUTRICHE

Poursuites judiciaires contre l'ancien chancelier Sinowatz

Une instruction judiciaire a été officiellement ouverte, vendredi 7 juillet, à Vienne, contre l'ancien chancelier socialiste autrichien Fred Sinowatz et deux anciens ministres (des affaires étrangères et de l'intérieur), MM. Leopold Graz et Karl Blecha.

Tous trois sont impliqués dans le scandale des exportations illégales en Iran d'armes fabriquées par la firme Noricum, filiale du grand groupe nationalisé Voest. MM. Graz et Blecha avaient tous deux démissionné, le premier de la présidence du Parlement, le second du gouvernement, au début du printemps, en raison de leur implication dans un autre important scandale, l'affaire Lucona.

L'instruction a été déclenchée par la découverte d'une correspondance datant de 1985 entre le ministre des affaires étrangères et les ambassadeurs autrichiens

dans les pays du Golfe. Selon la presse autrichienne, l'un des documents mentionne une requête adressée par le prince héritier d'Arabie saoudite, lors d'une visite à Vienne en 1985, de ne pas livrer à l'Iran une commande de 120 canons.

L'ancien chancelier et ses deux anciens ministres ont toujours nié avoir été impliqués dans ces exportations qui contrevenaient au statut de neutralité autrichienne.

Toutes ces affaires ont gravement porté atteinte ces derniers mois au Parti socialiste. Arrivé au pouvoir il y a vingt ans, celui-ci est toujours au gouvernement. La constitution d'une grande coalition avec le Parti populaire (conservateur), sous la direction du chancelier Vranitzky, avait relancé les enquêtes en cours, qui avait pu auparavant être étouffées.

Politique

Les débats au sein du PS

Vers un congrès de positions plutôt que de mouvement

En dépit de propos de circonstance promettant un « grand » congrès — propos d'ailleurs formulés avec prudence lors de la réunion du comité directeur les 1^{er} et 2^{er} juillet, — celui que le Parti socialiste prépare pour mars 1990 s'annonce, aujourd'hui, comme un congrès « de positions » plutôt que « de mouvement ». Positions extérieures : soutenir le gouvernement tout en occupant le maximum d'espace à gauche, en ajoutant une touche de vent à sa palette. Positions intérieures : chacun s'efforce de préserver son pré carré pour l'avenir.

Dans cette phase tactique du jeu, où les dirigeants se soucient davantage de marquer leur terrain que de progresser, le débat idéologique, envisagé il y a un an et bien oublié, la collecte des signatures précède parfois la rédaction même des textes au bas desquels elles sont appelées à figurer. La publication des contributions étant prévue pour l'automne, on en est actuellement à un stade, celui des « pré » textes, qui est une improvisation par rapport à la procédure statutaire de préparation des congrès et qui correspond à une sorte de premier tour de table, au cours duquel sont sondées les inclinations de la classe dirigeante du parti : membres du gouvernement, parlementaires, premiers secrétaires fédéraux.

Ce round d'observation concerne, en fait, les mitterrandistes, les autres courants — mauroyistes, rocardiens, chevènementistes et popouliques — sachant à peu de chose près à quoi s'en tenir sur les appuis dont chacun d'eux dispose parmi les « gradés ». Et revanche, chez les membres de l'ancien cou-

rant « A », les choses sont moins claires. M. Lionel Jospin opère, depuis deux semaines, un retour sur la scène du parti. Le ministre de l'éducation nationale a provoqué, ce faisant, une certaine surprise chez ceux qui, y compris parmi certains de ses partisans, le croyaient neutralisé par ses responsabilités ministérielles. « Numéro deux » du gouvernement, tenu à la solidarité envers M. Rocard, absorbé par une tâche ingrate sans pouvoir encore se prévaloir d'un bilan dans la gestion de l'éducation nationale, M. Jospin était-il en mesure, au mieux, d'agir autrement qu'à couvert et par équilibre ou porte-parole interposé ?

M. Jospin défend son capital

Le résultat modeste obtenu par M. Laurent Fabius aux élections européennes a incité le président de l'Assemblée nationale à la contre-attaque. Or ses initiatives prévisibles et celles annoncées de son côté par M. Louis Mermaz étaient menaçantes pour M. Jospin, qui, premier secrétaire du parti pendant sept ans, risquait de se voir déposséder d'une partie du capital de confiance et de soutien acquis durant l'exercice de cette fonction. Même la perspective de rénovation représentée par M. Michel Delebarre, « dauphin » de M. Pierre Mauroy, est de nature à inquiéter le ministre de l'éducation nationale. Les mauroyistes n'allaient-ils pas empocher le bénéfice d'une alliance — avec M. Jospin — au sein de laquelle ils sont minoritaires ? Refusant de se laisser manger la laine sur le dos, M. Jospin est rentré dans le jeu.

En agissant ainsi, M. Jospin gère M. Mermaz, dont l'entreprise se

réduit à l'objectif — jusque-là implicite et difficile à assumer d'emblée — de se porter candidat à la place de premier secrétaire qu'occupe M. Mauroy. Il compte la tâche de M. Fabius, pour lequel il était plus facile de mettre en cause, lui aussi implicitement, M. Mauroy — un homme « daté » et qui ne fait pas partie de la famille mitterrandiste — que de relancer la guerre des héritiers présumés (et présumés) du président de la République. M. Fabius, toutefois, a vite trouvé la riposte en accusant M. Jospin, dès lors que ce dernier mène son entreprise en accord avec les mauroyistes et sans y associer ni le président de l'Assemblée, ni M. Michel Delebarre, d'avoir en vue, puisqu'il faudra bien faire une majorité, un accord avec M. Michel Rocard.

A cela, M. Jospin répond qu'il n'a jamais été question dans ses déclarations ni dans ses réflexions d'un renversement d'alliance ni d'un dépeçage d'axe, bref de ce que certains fabiusiens appellent un « congrès de Metz à l'envers » (1). En second lieu, il observe que M. Rocard est premier ministre, cela par la volonté de M. Mitterrand. C'est une donnée qu'il n'est au pouvoir de personne d'ignorer, et chacun doit apporter une réponse au problème qu'elle peut éventuellement lui poser.

Le gouvernement est une chose, le parti en est une autre (M. Jospin, depuis son conflit en 1985 avec M. Fabius, alors premier ministre, sait de quoi il parle). Au cours d'une conférence de presse, jeudi 6 juillet, à Evian, le ministre de l'éducation nationale a expliqué qu'il ne faut pas confondre le champ gouvernemental, qui impose à tous un certain devoir de soutien et de solidarité, et le débat interne au parti, dans lequel il y a des courants qui ont leur culture propre et qui ne se mélangent pas.

« Gérer » le problème Rocard

On peut être solidaire du gouvernement que dirige M. Rocard sans pour autant rechercher avec les rocardiens un accord pour diriger le parti. La majorité au sein de ce dernier, dans laquelle les uns et les autres hypothèquent, future — doit « gérer » le problème Rocard, comme M. Jospin l'avait fait, en son temps, après le congrès de Toulouse, qui, en octobre 1985, avait vu le premier ministre d'aujourd'hui et ses amis réunir près de 30 % des voix au sein du PS.

Le ministre de l'éducation nationale travaille, avec ses amis et ceux de M. Mauroy, à la rédaction d'un texte dans lequel les uns et les autres entendent fixer les orientations de leur démarche commune pour les mois à venir. M. Jospin a laissé entendre certaines de ces orientations devant des cadres du PS participant à un stage de formation, le 6 juillet, près d'Evian. Une réunion consacrée à l'élaboration du texte avait eu lieu, en effet, la veille à Paris, autour de MM. Jospin et Delebarre.

Le ministre de l'éducation nationale a souligné notamment que le

PS, « devenu un parti de pouvoir », doit prendre garde à ne pas être « perçu comme le parti d'un haut », le parti des privilèges, le parti qui prend la société comme elle est ». Le PS, a-t-il dit, doit rechercher un « chemin authentique » (autrement dit pas le « nouveau partage » que préconise M. Popper...), qui, face aux contraintes « nationales et internationales », permette de « faire évoluer la société » en y « faisant passer l'égalité des chances ».

Le texte ainsi en voie d'élaboration sera soumis aux responsables lors d'une réunion, le 21 juillet, à laquelle seront invités l'ensemble des parlementaires, membres du conseil d'administration, premiers secrétaires fédéraux appartenant au courant « A-B » (mitterrandistes et mauroyistes). Il ne sera pas dit que M. Jospin exclut quiconque de son entreprise de confirmation de la majorité dirigeante du parti.

M. Joxe réformateur

M. Mermaz prépare lui aussi son texte, qui se veut avant tout un appel au débat. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale peut compter sur certains appuis parmi les « conventionnels », compagnons de combat de M. Mitterrand, mais il ne les aura pas tous. En visant la place de M. Mauroy, et bien qu'il s'en soit ensuite défendu, M. Mermaz a paru se lancer dans les principes mêmes du jeu du déséquilibre. M. Pierre Joxe, d'accord avec M. Mermaz pour dénoncer l'ouverture d'une course à la succession de M. Mitterrand, semble surtout se soucier, pour le reste, de manifester l'existence de sa sensibilité au sein du parti, soit dans un débat idéologique qui a peu de chances de s'ouvrir, soit dans une réflexion sur la réforme du fonctionnement du PS.

Le ministre de l'intérieur a des idées précises, qu'il compte rendre publiques sous la forme d'une contribution à l'automne, sur ce que devrait être un PS dirigé par un secrétariat national restreint, sous l'autorité d'un bureau exécutif lui aussi réduit et dont feraient partie les principes mêmes du jeu du déséquilibre. M. Joxe estime qu'il serait utile de désigner un président du parti, non candidat à l'Élysée, qui incarnerait la personnalité du PS et, d'autre part, un secrétaire général, qui, lui, s'emploierait à temps plein à faire tourner la machine.

De deux choses l'une : ou bien le congrès se réduira, pour l'essentiel, à une réunion ou réunion des structures du parti, ce qui serait mieux que rien ; ou bien un automate et un hiver socialement animés imposent aux socialistes une épreuve de vérité. Chacun, pour le moment, se prépare à la première hypothèse, sans exclure la seconde.

PATRICK JARREAU.

(1) Le congrès de Metz, en avril 1979, avait vu la victoire des mitterrandistes — sous l'appui de M. Chevènement — sur MM. Rocard et Mauroy.

BIBLIOGRAPHIES

Variété du gaullisme

La mort du général de Gaulle a-t-elle sonné le glas du gaullisme ? Près de vingt ans après celle-ci, la réponse est évidemment négative si l'on en croit les gaullistes d'origine qui éditent maintenant leurs souvenirs et leurs méditations. C'est le cas, par exemple, pour M. Raymond Offroy, diplomate de carrière, rattaché à la France libre, député de Seine-Maritime pendant trois législatures de 1967 à 1978, et surtout gaulliste de gauche. Son anti-conformisme est résumé dans le titre de ses *Mémoires Passer outre*. Il montre bien le combat à contre-courant qu'il a dû mener contre le gaullisme officiel, mais qui n'a jamais entamé sa foi. Un peu désabusé quant au destin national du message de de Gaulle, il affirme en revanche que le gaullisme se manifeste toujours de l'Atlantique à l'Oural. Raymond Offroy a donc trouvé aujourd'hui une réincarnation de de Gaulle : c'est Gorbatchev. Tout au moins quant à ses intentions. Le livre de l'ancien ambassadeur montre ainsi que pour certains des compagnons du général le « génie » du gaullisme est devenu un élément permanent.

Un autre diplomate, M. Girard de Charbonnières décrit ainsi son « chemin vers de Gaulle ». Fonctionnaire du ministère des affaires étrangères de Vichy, c'est par les prisons espagnoles — comme beaucoup d'évadés de France — qu'il rejoint la France libre après 1942.

Anapourant, il avait tenté, mais en vain, de convaincre le comte de Paris de prendre la tête de la Résistance. C'est toute l'histoire de ce dernier complot monarchique et aussi de la vie dans le gouvernement de Vichy avec ses intrigues que le comte de Paris — en exil au Maroc — a refusé de s'engager dans l'action politique pour « demeurer à la disposition de tous » après la Libération. Dans le même temps, d'autres royalistes étaient proches du prétendant appelé à la « disposition de tous » : le comte lui-même dans une lettre du 1^{er} juillet 1941 confirmait ce choix sans ambiguïté.

ANDRÉ PASSERON.

★ Raymond Offroy : *Passer outre*. Editions France Empire, 268 pages, 110 F.

★ Mon chemin vers de Gaulle. Editions du Papyrus, 267 pages, 119 F.

LE MONDE diplomatique

Juillet 1989

LE CHOIX DE L'ÉCOLOGIE

L'écologie va bien au-delà de la question, certes essentielle, de l'environnement. Il est urgent de renforcer les bases d'une économie écologique, d'une écologie scientifique assurant un développement respectueux des écosystèmes naturels, écrit Jacques Robin dans le premier article d'une série sur l'un des débats majeurs de notre temps.

LE DÉSORDRE FINANCIER INTERNATIONAL

Alors que se réunissent à Paris les dirigeants des sept pays les plus riches, Frédéric Clairmonte décrit la fragilité d'un système reposant sur un équilibre de dettes. Vient à l'ordre du jour la déstabilisation, les inégalités, les concurrences injustes.

Également au sommaire :

● DÉVELOPPEMENT : Le printemps des associations Sud-Sud, par Gabriel Marc.

En vente chez votre marchand de journaux

M. Emmanuelli : « Je ne suis pas libéral-socialiste »

M. Henri Emmanuelli, dans une interview publiée dans le *Figaro* daté 8-9 juillet, explique qu'il n'est pas « libéral-socialiste ». « Le choix en faveur de l'investissement et donc de la lutte contre le chômage ne saurait en aucun cas justifier une aggravation des inégalités sociales sur fond de RMI », déclare-t-il après avoir observé que, « depuis 1984, le rapport global salaires-profits s'est fortement inversé au bénéfice des derniers » et que c'est là « un phénomène préoccupant qui poserait, s'il perdurait, de graves problèmes à l'identité socialiste ».

Tout en admettant la nécessité d'un passage « par une phase d'assainissement », le numéro deux du PS souhaite que les impératifs économiques de cet assainissement ne deviennent pas « prétexte du désinvestissement ». Évolutif les traitements entre les responsables du

courant majoritaire du PS, M. Emmanuelli déclare : « Soutiens ceux qui prendraient la responsabilité de faire écarter cet axe majoritaire prendraient du même coup le risque de créer la nécessité d'une autre majorité. Il ne faut pas confondre les causes et les effets. Il ne faut pas créer les conditions d'une conséquence que l'on prétend redouter. Je ne vois pas au nom de quelle divergence politique les acteurs du courant A [mitterrandiste] ne continueraient pas à vivre ensemble ».

Sur les rapports parti-gouvernement, l'ancien ministre se déclare partisan d'une autonomie du PS « assez grande » par rapport au gouvernement. Il observe que l'opinion « comprendrait mal que le PS ne soit pas solidaire de ce dernier ». « C'est là notre marge de manœuvre, elle est limitée, mais elle existe », assure le député des Landes.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

APRÈS les idées reçues, il y aurait, très voisines, les idées chics. En voici une, tirée d'une ébauche de dictionnaire illustrant un « tenon-voisinisme » : le terme dogmatisme ; « l'étape du dogmatisme » ; le terme choisi est celui de tolérance, ainsi définie : « Mère de toutes les sectes et de tous les prophétismes ; fonctionnaire aujourd'hui de manière très tolérante, le dogmatisme est une provocation en forme de paradoxes se réclamant d'une sensibilité de gauche, de Spinoza, du rationalisme ; il continue de préférer Marx à Tocqueville, les Marx Brothers à Séguy et leur concorde à Tapie. Il y a, on le pressent, du pamphlet dans l'air, genre qu'on ne saurait trop encourager en période de communion consensuelle et communicante qui, selon nos deux réclutants, Christophe Devoussoux et Richard Labévière, ne recouvre que « la confusion des choses ».

Dans cet essai contre la confusion ambiante, le commentaire de « les années Bouvard et Pécuchet » et leur monisme envahissant sur fond de tolérance et de droits de l'homme. Une tolérance qui, assurément, fonctionne sur le mode sectaire, justifie tous les renoncements et sert d'alibi à tous les retournements triomphants. « C'est, le plus souvent, parce que l'on s'est trompé que, désormais, on ne peut plus avoir tort. L'expérience de l'erreur reconnue, espérée, confère une espèce d'aura mystique de la vérité. Avoir été stalinien ou maoïste ne présente-t-il pas, aujourd'hui, la plus belle preuve d'attachement aux vertus de la

démocratie parlementaire ? S'être fourvoyé dans le passé est, actuellement, une des conditions sine qua non à l'obtention d'un certificat de lucidité ? Rien que pour avoir écrit cela, Christophe Devoussoux et Richard Labévière méritent la gratitude de tous les lecteurs, les modestes, les timides, les pas-certains-de-détenir-la-vérité qui, pour ne pas s'être

Ce bon vieux dogmatisme

précipités dans les errements du siècle, dans l'enfermement des préjugés dogmatiques, qui, parce qu'ils ont essayé de juger le monde avec mesure et sans le crier sur les toits, sont censés ne pas avoir compté et doivent subir les leçons de ceux qui, après les avoir si tardivement rejoints, prétendent les dépasser.

On aura d'autres occasions de se régaler en suivant le parcours de nos auteurs dans le paysage du monde « immédiate », sur les voies de « l'information perdue » qui, faute de trouver ailleurs ce qu'elle a du mal à comprendre autour d'elle, parle surtout d'elle-même et de « la communication ».

En marge de ce bavardage, l'individu, observant les auteurs, se réfugie dans un « univers à

et ludique », aux dépens de rapports sociaux plus approfondis, et « la communication politique » ne cherche pas à les dérangier, se contente de leur raconter anecdotes, look, spectacle et surévaluation des « moments sensibles » sont devenus ses principaux ingrédients. Au fond et la réflexion, la société de communication consomme des « informations » à l'usage de Devoussoux et Richard Labévière expliquent comment on en vient, par rejet des idéologies, à l'antimondisme et à l'antimondisme, au profit d'une autre idéologie, celle des droits de l'homme, à laquelle du reste d'une double hypocrisie. Celle qui renferme l'hyper-idéalisme des organisations non gouvernementales fondées (a priori seulement) sur l'apolitisme de l'homme universel. Et cela que les États démocratiques occidentaux utilisent comme une arme géopolitique ».

La discorde serait aride s'il ne s'appuyait pas sur nombre d'exemples et s'il ne mettait pas en scène — et en cause — autant d'acteurs de notre environnement médiatique. Au fond de ce jeu de massacre politique, le dogmatisme dont il est fait l'éloge est celui d'un retour à la raison : une raison qui se construit, sans cesse de se critiquer, qui est ouverte en assurant la chose. Ce dogmatisme-là consiste à réaffirmer un certain nombre de principes « garants d'une différence politique ». Il valait bien un peu d'insolence et de provocation.

★ *Eloge du dogmatisme*, de Christophe Devoussoux et Richard Labévière, L'Aire, 238 pages, 59 F.

M. Hoëffl : « Loyauté et fidélité » à M. Poher

M. Daniel Hoëffl, président du groupe de l'Union centriste au Sénat, auquel appartient le président du Sénat, a estimé jeudi 6 juillet que « tant que M. Alain Poher n'a pas fait connaître sa décision de demander le renouvellement ou non de son mandat de président, toute spéculation relative à des candidatures de tel ou tel sénateur [lui] paraît prématurée ». Faisant part de sa « loyauté » et de sa « fidélité » au président du Sénat, M. Hoëffl a ajouté que si ce dernier décide de se représenter « c'est qu'il estimera que c'est son devoir et qu'il a la certitude d'être réélu ». Le sénateur du Bas-Rhin, qui a reconnu toutefois qu'un certain nombre de sénateurs « se posent des questions » sur l'âge de M. Poher (quatre-vingt ans), souhaite que, le moment venu, les groupes de la majorité sénatoriale (favorable à l'opposition nationale) se rencontrent « pour essayer de dégager la vision la plus commune possible au regard de la situation ».

● AVIGNON : une rue Jean-Marie-Tjebou. — Le conseil municipal d'Avignon, que dirige depuis mars dernier M. Guy Ravier (PS), a décidé, par 40 voix contre 9 et 2 abstentions, vendredi 7 juillet, d'attribuer à une rue de la ville le nom de Jean-Marie Tjebou, assassiné le 4 mai dernier sur l'île d'Ouvéa. Les deux représentants du Front national se sont vivement opposés à l'idée de voir ainsi débaptiser la rue Port-Gigognan, et les élus UDF et RPR ont proposé que cette rue soit baptisée « rue des quatre gendarmes morts à Ouvéa ».

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue. VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le *Monde* vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (télé normale)
2 semaines	90 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	261 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	365 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-88-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

_____ RUE _____

LOCALITÉ _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT :

☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE N° de CB :

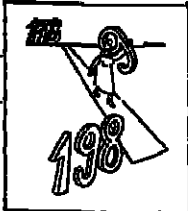
Date d'expiration : _____ Signature : _____

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

مكتبة الأنجلو

« La Marseillaise »



Agenda

A Paris

EXPOSITIONS

« Bleu, blanc, rouge, couleurs de la liberté ». — Par l'association Prestige et beauté de Paris, avec le concours des services de l'ambassade des États-Unis. Une centaine d'œuvres, peintures et sculptures ayant pour thème les trois couleurs nationales, une vingtaine sont dues à des artistes américains. Jusqu'au 15 juillet, du lundi au vendredi, de 11 h 30 à 18 h et le samedi, de 9 h 30 à 12 h. Musée du Louvre, salle de la rotonde, 71, rue de la Harpe, 75001 Paris. Tél. : 45-27-83-33.

« Traces de France ». — Exposition de peintures et sculptures nées de la commission franco-américaine d'échanges universitaires et culturels, les services culturels français à la Nouvelle-Orléans et la Historic New Orleans Collection. Jusqu'au 14 juillet, tous les jours de 10 h à 19 h. Grande salle de la chancellerie, 47, rue des Écoles, 75005 Paris. Tél. : 40-46-20-25.

« L'Université de Paris, la Sorbonne et la Révolution ». — Par la Fondation France-Liberté et la chancellerie des universités de Paris, avec le concours des Archives nationales. L'université de Paris sous l'Ancien Régime, sa structure corporative, sa place dans la société contemporaine, sa participation aux premières manifestations révolutionnaires ainsi que sa progressive disparition entre 1791 et 1793. Jusqu'au 14 juillet, tous les jours de 10 h à 19 h. Grande salle de la chancellerie, 47, rue des Écoles, 75005 Paris. Tél. : 40-46-20-25.

THEATRE

« Le verdict ou comment s'en débarrasser ? ». — Mise en scène de Jean-Claude Martin, une production d'Intelligence-Service. — Sam est un clochard âgé de 257 ans, la Révolution il l'a vu de ses yeux et ne se prive pas de la commenter en le retraçant, et particulièrement le procès du roi, événement majeur relaté dans ce spectacle plein d'humour. Une soirée de gala pas comme les autres, avec cocktail de bienvenue, la pièce, le transport en charrette à foie à l'hôtel Holiday Inn pour un dîner avec les comédiens. Chic ! Jusqu'au 9 septembre, 19 h 30. TLP Déjeant, 41, boulevard du Temple, 75003 Paris. Tél. : 46-34-22-94.

MUSIQUE

« Festival international d'opéra de Versailles ». — La Traviata de Verdi (mise en scène Jacques Karpo), et André Chénier, de Giorgio (mise en scène Raymond Roussel) seront joués en alternance, du 15 au 30 juillet, sur une scène flottante montée sur le plan d'eau des Tuileries, dans le parc du château de Versailles. Les interprètes, de réputation internationale (Plácido Domingo, Kiri Te Kanawa, Edita Gruberová...), chanteront sous la direction d'Antonio Guadano et de Julius Rudel. L'affiche comme le cadre du parc du château ont été conçus de concert de grande qualité. Du 15 au 30 juillet, à 21 h 30, parc du château, 78000 Versailles. Tél. : 47-59-47-42.

LIEU

« L'Assemblée nationale « portes ouvertes ». — Des salons à l'hémicycle, en passant par la bibliothèque (avec ses plafonds de Delacroix), la visite du Palais Bourbon entraîne le public à la rencontre des députés de la Constituante, chacun pouvant retrouver son représentant de 1789 grâce à des tables classées par canton ou commune. Tableaux, cartes, sculptures, vitrines de documents et montages vidéo font de cette visite un passage obligé dans le programme « Bicentenaire ». Jusqu'au 30 juillet et en septembre, tous les jours sauf le lundi, de 11 h à 21 h. Palais Bourbon, 33, quai d'Orsay, 75007 Paris. Tél. : 40-63-55-55. La station de métro la plus proche ne s'appelle plus Chambre-des-députés mais, depuis le 20 juin dernier, Assemblée-Nationale.

STERN
GRAVEUR
depuis 1840
Gravure de médailles pour événements et commémorations
le prestige de la gravure
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.41 - 45.08.46.45

Bicentenaire

Avant les célébrations officielles

Les protestataires ouvrent le bal...

Le Bicentenaire de ceux qui veulent « rendre la parole aux esclaves » devait débiter samedi 8 juillet à Paris. Sous le slogan « Ça suffit comme ci », une manifestation contre « le sommet des riches, la dette du tiers-monde, la faim, l'apartheid et les dernières colonies » était prévue à 14 h 30, samedi, entre la Bastille et l'Opéra. De là, le cortège devait rejoindre place de la Bastille pour un concert géant réunissant Renaud, Johnny Clegg, Mano Negra, les Négresses vertes et Malvoit. Ces manifestations, suivies le dimanche 9 juillet d'une série de débats organisés à la Mutualité, précèdent également un « contre-sommet » des sept pays les plus pauvres, les 15 et 16 juillet, toujours salle de la Mutualité, à Paris.

UNE conférence de presse avait réuni, vendredi 7 juillet, à la Bourse du travail à Paris, les principaux organisateurs du « contre-Bicentenaire », notamment l'écrivain-journaliste Gilles Perrault, initiateur du projet, le chanteur Renaud, Alain Krivine, leader de la Ligne communiste révolutionnaire, Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Évreux, l'ancien ministre communiste Jack Ralston, des députés Wolinski, Lomp et Sini, ainsi que des représentants des syndicats — notamment CFTD, CGT et SNES — et associations qui soutiennent ce projet. « L'appel a rencontré un écho que nous n'attendions pas », a déclaré Gilles Perrault en soulignant « le consensus historique et la fausse de goût » que constitue, selon lui, la tenue

« La maladresse historique de M. Mitterrand »

Pour sa part, Mgr Gaillot, l'évêque d'Évreux connu pour ses prises de position progressistes, marginal dans l'épiscopat français, a affirmé : « Il ne suffit pas de commémorer la Révolution, il faut la continuer. Notre pays, c'est la planète. Il reste une Bastille à prendre : celle de l'impérialisme économique. »

Le chanteur Renaud, tout en soulignant que ces différentes manifesta-

tions ne constituent pas « une manœuvre anti-Bicentenaire », a déclaré de son côté que « François Mitterrand a commis la plus maladroite des erreurs ». Il a répété que son appel, avant l'élection présidentielle, en faveur de la candidature de M. Mitterrand — « Toutes les voix pour Mitterrand » — ne supprime « ni servilité ni parti-pris ». Cependant, a-t-il ajouté, « le slogan [de la manifestation] ne sera pas Mitterrand-trahison, et ce n'est certainement pas une rupture avec ma famille qui est la gauche ».

Henri Délé, le président de SOS-Racisme, qui avait signé l'appel à manifester sans pour autant engager cette association, n'a pas participé à la conférence de presse aux côtés des organisateurs et notamment de Renaud. Celui-ci ayant accusé Délé « d'être à l'Élysée », Henri Délé, dans une lettre adressée au chanteur le 4 juillet, a déploré les « déclarations insultantes [faites par Renaud] contre SOS-Racisme et moi-même ».

Enfin, le Parti communiste avait appelé les militants à participer massivement à cette manifestation et à ce qu'il qualifie, dans son édition du samedi 8 juillet, qualifiant, en une, de « fête des damnés de la Terre ».



PESIN

Les comptes de Renaud

UNE manifestation et un concert géant ne s'improvisent pas en un jour... et demandent beaucoup d'argent. Le budget de la journée du 8 juillet n'aura pas été facile à boucler : en quelques semaines, les organisateurs ont dû débourser près de 1,5 million de francs. Les comptes de cette journée sont pourtant « simples, clairs et détaillés », selon le chanteur Renaud. La manifestation et le concert coûteront chacun plus de 700 000 francs. Soit, au total, près de 1,5 million de francs pour cette journée « anti-sommet » de la place de la Bastille. Un budget d'« amis » souligne Renaud : en temps normal, et sans bénévolat, le concert à lui seul, aurait coûté de 2 millions à 3 millions de francs.

Comment s'en sortir ? Les sans-culottes de « Ça suffit comme ci » ont commencé par s'adresser — en toute amitié — à la Mission du Bicentenaire. Sept représentants, avec bien sûr, à leur tête, Renaud et Gilles Perrault, ont donc rencontré le président de la mission, Jean-Hol Jannin, il y a un mois. Les discussions ont été « courtoises », mais la mission faisait un peu la grimace : les « anti-sommet », qui avaient décliné le logo officiel du Bicentenaire en donnant aux colombes tricolores de Folon des allures de bombardiers, n'ont cessé de dénoncer les « fastes outragés » du Bicentenaire... La réponse de la Mission n'a pas tardé. L'anti-sommet n'a pas reçu un sou.

La manifestation, à elle seule, coûte près de 700 000 francs : 170 000 francs de tracts et de quatre-pages, 100 000 francs de T-shirts, 60 000 francs de cartes postales et d'autocollants, 90 000 francs d'affiches, autant de badges, et 265 000 de publicité dans le Monde et Libération.

L'organisation, qui a pu trouver la septième de cette somme — 100 000 francs — grâce aux contributions de la cinquantaine d'associations signataires de l'appel, espérait réunir le reste — ou une partie du reste — en vendant son logo au cours de la manifestation. En attendant, Rotogravure, l'imprimerie de la Ligue communiste révolutionnaire, aura avancé une bonne partie de ces dépenses.

Le soutien des maisons de disques

Le concert du soir, qui devait réunir Renaud, Johnny Clegg, Mano Negra, les Négresses vertes et Malvoit, revenait, lui aussi, à

environ 700 000 francs. Les maisons de disques ont versé leur obole : Virgin, celle de Renaud et Mano Negra, et EMI-Pathé-Marconi, celle de Johnny Clegg, ont offert 250 000 francs. Elles couvrent donc à elles deux 35 % des dépenses. Sans logo, sans « sponsoring » officiel — et visible — et sans appétition sur la scène. Elles n'ont d'ailleurs, disent-elles, rien demandé. Et elles n'espèrent, disent-elles encore, pas grand-chose. Tout juste, sans doute, une citation dans les remerciements sur écran vidéo.

Les forains installés sur la place de la Bastille pendant la journée du samedi devaient contribuer, eux aussi, au financement du concert : tous ont payé une concession pour

installer leur buvette et vendre leurs sandwichs sur les lieux du rassemblement. L'organisation comptait ainsi réunir par ce biais 100 000 francs. Restait un trou de 350 000 francs, comblé en totalité par Renaud, qui tenait à ce concert et qui dispose, dit-il, « de moyens plus élevés que la moyenne ». Il y avait pourtant une solution : il y a une semaine, une « grande boisson gazeuse américaine » est venue offrir ses services aux responsables de l'appel. Ils en ont rien voulu, disent-ils. Cette firme proposait, en échange de quelques milliers, de couvrir le podium, consacré au pèlerinage du tiers-monde par les « nantis », d'affiches aux couleurs Coca...

ANNE CHEMIN

« Sommets » et démagogie

M. MITTERRAND n'a pas été « décidé » d'inviter à Paris les dirigeants des pays riches, contrairement à ce que laissent entendre certaines déclarations de Renaud. Le sommet des sept pays les plus industrialisés a lieu chaque année depuis 1975, alternativement dans chacun de ces pays, à la même époque de l'année (fin juin-début juillet).

Le premier, en 1975, à Rambouillet, était dû à l'initiative de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, devant les perturbations résultant d'une économie de plus en plus mondialisée du premier « choc » pétrolier, jugeait souhaitable une concertation directe entre dirigeants des pays leaders de cette économie. Il faut croire qu'une telle concertation n'était pas tout à fait inutile, puisque ces dirigeants s'institutionnalisèrent et se réunirent, dès lors, chaque année pour parler,

entre autres, des perturbations monétaires internationales, du déficit budgétaire américain ou des excédents commerciaux japonais, mais aussi des questions de développement et de l'endettement des pays les plus pauvres.

La dette du tiers-monde avait déjà été l'un des principaux sujets du sommet de Toronto, en 1988, et avait donné lieu, avant cette réunion, à une sorte de compétition entre pays développés dans les offres d'aidemont, ce qui n'est sans doute pas la plus maladroite des concurrentes. Cette question est inscrite à nouveau comme la priorité à l'ordre du jour du sommet de l'Arche de la Défense, avec celle de l'environnement et du problème du rapport entre développement et environnement.

On peut penser que ce qui vaut du mauvais goût qui a consisté à faire

coïncider cette conférence au sommet avec les cérémonies du Bicentenaire de la Révolution française, en oubliant d'ailleurs de rappeler qu'une trentaine de pays y sont conviés qui représentent aussi l'Afrique, l'Asie la plus pauvre et l'Amérique latine la plus endettée. On peut regretter la dérive médiatique des sommets des Sept, conçus, à l'origine, comme des conclaves austères et qui se perdent parfois dans le spectaculaire et la pompe ; une dérive que M. Mitterrand avait lui-même regrettée après les fastes de Versailles en 1982, mais que la date choisie, cette fois-ci, ne peut cependant qu'encourager.

On peut critiquer tout cela, mais il ne faut malgré tout pas confondre bons sentiments et démagogie.

C.T.

Querelles de fastes

(Suite de la première page.)

Il est quand même difficile de reprocher à un pouvoir, qu'on soupçonne dans le même temps de conduire le pays sur la voie du déclin, d'organiser la rencontre — qui a lieu chaque année à la même époque — des sept pays économiquement les plus puissants, lorsque vient (une fois tous les sept ans) le tour de Paris ?

Même lorsque (comme il est de bon ton de le dire) on affirme que les sommets des Sept ne servent à rien, il est mal venu de faire grief à M. Mitterrand d'avoir constamment utilisé cette instance pour convaincre ceux qui ont quelques clés en ce domaine de la nécessité d'aider davantage les pays les plus pauvres, notamment en s'attaquant au problème de la dette.

Enfin qui aurait eu le culot, étant à la tête d'un pays qui se croit « grand », de ne pas commémorer avec éclat la Révolution ?

Aux États-Unis et en Australie, pays qui ont généreusement célébré leurs propres bicentenaires, personne n'a eu le goût de subordonner l'organisation des festivités à des problèmes de stationnement. De ce point de vue, le poujadisme des beaux quartiers qui a surgi laisse sceptique : les embouteillages dans Paris ne sont pas nés avec les mesures de sécurité prises pour protéger M. Gorbatchev, chacun sait qu'ils résultent du nombre croissant

Magnificence

Mais la cristallisation dans l'opinion d'un mécontentement sur ces sujets tient aussi à M. Mitterrand lui-même, à un certain goût du pompeux et de la magnificence, qui s'était déjà manifesté au sommet des Sept à Versailles en 1982. Certaines exagérations ainsi que l'étalage des privilèges

de quelques milliers de « nomenklaturistes », placés aux premières loges des festivités, font le reste.

En outre, M. Mitterrand est passé maître dans l'art de prêcher une politique progressiste, côté « des gens », et côté cour de pratique une politique classique, à la tête d'une nation classique : il nourrit lui-même des frustrations, dont il est victime, et qui sont une contradiction propre à l'exercice du pouvoir par la gauche.

Enfin, M. Mitterrand est victime de l'histoire — la petite — qui n'est jamais avare d'ironie. Le voilà débordé sur sa gauche par d'anciens « groupes », alors même qu'il ne cesse d'encourager, via certains relais (dans et surtout hors du PS), une critique de gau-

che contre... M. Michel Rocard. En étant lui-même, depuis le lendemain des municipales, un opposant de gauche au gouvernement, il a certainement contribué à la relance d'un débat destiné soit à contrôler, soit à affaiblir le premier ministre, et qui, apparemment, s'est trompé de cible. Tel est pris qui croyait prendre.

Au-delà de cet aspect plaisant, mais presque anecdotique, il y a peut-être une leçon à retenir, en forme de jeu de mots : à la « fiesta » proposée par le chef de l'État, une partie de l'opinion, celle qui est censée le soutenir, préfère peut-être la « movida », le mouvement, cher aux socialistes... espagnols.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Une proclamation de M. George Bush. Le président des États-Unis, George Bush, lors d'une cérémonie organisée vendredi 7 juillet à la Maison Blanche en présence de M. Emmanuel de Magerite, ambassadeur de France, a signé une proclamation invitant les Américains à célébrer, le 14 juillet, le Bicentenaire de la Révolution française et de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. « Aujourd'hui, comme il y a 200 ans, la France et les États-Unis sont toujours partenaires dans la liberté », a déclaré M. Bush, avant d'évoquer les « liens étroits » entre

les deux déclarations des droits de l'homme, française et américaine.

Le président équatorien ne viendra pas à Paris. — M. Rodrigo Borja, chef de l'État équatorien, a fait savoir, vendredi 7 juillet, qu'il ne pourrait assister aux célébrations du Bicentenaire. Dans sa réponse à l'invitation qui lui avait été faite par M. François Mitterrand, M. Borja déclare qu'en raison d'engagements impossibles à remettre, il regrette de ne pouvoir être présent à un événement aussi important en compagnie des autres dirigeants mondiaux.

Agenda

Bourgogne Franche-Comté

EXPOSITIONS

« Michel Le Peletier de Saint-Fargeau, un grand seigneur au service de la Révolution ». — Député à la Convention, assassiné pour avoir voté la mort du roi, ce premier « martyr » de la Révolution reste à découvrir. Jusqu'au 30 octobre, tous les jours, sauf le mardi, de 13 h à 18 h 30. Musée d'art et d'histoire, maison du coche d'eau, 89000 Auxerre. Tél. : 86-51-09-74.

« La République au village ». — Les symboles républicains qui habitent les cantons communaux de Saône-et-Loire et prolongent, aujourd'hui encore, l'écho du phénomène révolutionnaire. Jusqu'au 3 décembre, tous les jours, de 14 h à 18 h. Ecomusée de Pierre-de-Bresse, 71270 Tâ. Tél. : 86-76-27-18. Groupes le matin sur réservation.

« Du pain, du sel, de l'ordre ! ». — La chuniole en 1788-1789 à travers vingt panneaux et cent trente œuvres prêtées par les différents musées de la région, illustrant les faits révolutionnaires et les corporations ayant rédigé les cahiers de doléances. Jusqu'au 30 septembre, tous les jours, sauf le lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30. Musée Ochier, palais Jean-de-Bourbon, 71250 Curry. Tél. : 86-59-06-97.

« Le vœu des événements ». — La Révolution à Belfort, ville carrefour qui eut à souffrir des entraves au commerce dues à la guerre, ville frontalière qui dut supporter en 1792 une forte levée en masse. Jusqu'au 3 septembre, tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Château de Belfort, 90000. Tél. : 84-28-62-98.

MUSIQUE

« Les musiques de la Révolution ». — Musiques et chants révolutionnaires, tous les mercredis soirs, de 21 h 30, du 19 juillet au 23 août. Château de Belfort, 90000. Tél. : 84-54-24-24 (marée).

THEATRE

« Le inventaire de la liberté ». — Spectacle-montage avec des extraits d'œuvres de Rousseau, Mirabeau, Lamartine ou Claudel évoquant les figures d'hommes célèbres ou d'événements de la Révolution à Pontarlier. Les 28, 29 juillet, les 2, 3, 4 et 5 août, à 21 h 30. Château de Joux, 25300 Pontarlier. Tél. : 81-39-29-38.

« L'année terrible ». — Spectacle évocateur, grâce à des textes de Saint-Just, Lazare-Carnot ou Georg Büchner la période où « la Révolution devora ses enfants ». Du 10 au 15 juillet, à 21 h. Théâtre municipal de Dijon, 21000. Tél. : 80-67-03-33 ; le 20 juillet, à 22 h, en plein air à Tournus, 71700. Tél. : 85-32-52-13.

SON ET LUMIERE

« Château de Saint-Fargeau ». — En huit ans, le spectacle de Saint-Fargeau est devenu, avec plus de cinq cent mille spectateurs, l'un des plus importants d'Europe. Six cents acteurs, sobants cavaliers, une tribune de six mille places... Cette année, une large place est faite à la Révolution avec l'évocation de l'ancien maître des lieux, le constitutionnel Le Peletier de Saint-Fargeau, qui fut assassiné après avoir voté la mort du roi. Jusqu'au 20 août, tous les vendredis et samedis, à 22 h 30 en juillet et 22 h en août. Château de Saint-Fargeau, 89170. Tél. : 86-74-06-67.

« Franche-Comté ». — La Révolution en Franche-Comté à travers des personnages historiques ou de fiction : deux cents acteurs, jeux d'eau et effets pyrotechniques. Du 7 juillet au 16 juillet, à 22 h place de la Gare d'eau 25000 Besançon ; les 21, 22, 23, 28, 29 et 30 juillet, à 22 h Les Thermes, 70300 Luxeuil-les-Bains ; les 4, 5, 8, 10, 11 et 12 août, 22 h. Château de Besançon, 39000. Tél. 84-82-04-89.

★ Minitel-Information. — La mission du Bicentenaire propose des informations sur minitel (taper 3615 puis 889) : six mille réalisations et manifestations répertoriées dans toute la France.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi

(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-92.

Page 4138

La tempête a fait de gros dégâts dans le Sud-Ouest

« Ce n'était pas de la pluie, c'étaient des blocs »

BORDEAUX de notre envoyée spéciale

Des chènes énormes couchés, racines en l'air, tels de vulgaires bulbes de tulipes géantes. Des pins des Landes cassés comme de simples allumettes, démunis de toutes leurs branches. D'autres forment de grandes arcs, leurs cimes touchant presque terre. Et des peupliers aussi, qui boivent la tasse dans le canal du Midi... « Ce n'était pas de la pluie, c'étaient des blocs », dit-on dans le Sud-Ouest, après les violentes orages qui ont balayé la région dans la nuit du jeudi 6 au vendredi 7 juillet (le Monde du 8 juillet).

Des Landes à la Dordogne, la boue de pluie et de grêle a laissé derrière elle une ligne de communes dévastées. Sur la carte, on peut facilement en suivre la trace : orientation sud-ouest, nord-est avec, par endroits, des zones qui s'écartent comme des épis. L'un d'eux a dévasté le plus grand cru de Sauternes de la propriété du château d'Yquem. La moitié du vignoble a péri sous les coups des grêles.

D'autres exploitants, plus obscurs, ont eu encore moins de chance. Comme cet agriculteur d'Allier. Mis à part quelques vaches que l'on peut apercevoir encore terrorisées au fond d'un pré, il a tout perdu en moins d'un quart d'heure : son exploitation se trouve au cœur de la région la plus touchée, à la limite des trois départements de la Gironde, du Lot-et-Garonne et de la Dordogne. Ses trois tracteurs gisent sous un amas de poutres et de tuiles éjectées. A côté, des sacs d'engrais éventrés attendant l'expert des assurances.

Aucune victime

Le matériel de traitement de la vigne est inutilisable. A quel servira-t-il d'ailleurs ? Les quelques arpentés - du bordelais, appellation contrôlée - qui faisaient la fierté et la fortune de leur propriétaire ont bien sûr, et dit-on, cette année, une vendange s'annonçait magnifique !

Vendredi soir, plusieurs communes étaient encore sans électricité. Des bouts de fil pendulaient entre les arbres. A Cudos, en Gironde, la sous-préfecture a perdu son seul groupe électrogène à une colonie de vacances installée dans les locaux du collège agricole, en partie détruit. Les enfants en ont été quittes pour une bonne peur.

Pertuis linge, métaux et orfres adhérent au solé décollent de l'impulsion des habitants face à l'infiltration de la pluie. « Hier, à la même heure, on patinait avec les bottes dans le salon. » Rares sont les maisons qui ont encore une cheminée debout. Dans le village de Bessède, l'usine de fabrication de carton a perdu son stock de matières premières.

Malgré l'ampleur du désastre, la tempête a épargné les vies humaines : sur une dizaine de cantons, elle n'a fait que trois blessés légers. Les exploitants agricoles - des propriétaires forestiers, qui vont devoir essayer de vendre leur bois à bas prix aux fermiers privés de récolte - ont recouru à tout leur fatras pour ne pas désespérer.

On ne dénombre plus les « séchoirs » démolis. De ces grands hangars de bois noir qui servent à faire sécher les feuilles de tabac, il ne reste, le plus souvent, qu'un amoncellement de matériaux divers. Ailleurs, les paves de maïs ont fait sauter des vieux papiers. Foudroyés par la pluie et le vent, qui dépassait les 150 kilomètres à l'heure, ils ne sont qu'une tige où quelques feuilles pendent tristement. C'est la nourriture du bétail qu'il va falloir, à présent, acheter aux carreaux.

Certains exploitants vont passer le reste de l'année à réparer les dégâts d'une récolte. Et cela sans la moindre rentrée d'argent. Faudra-t-il vendre ou emprunter ? Beaucoup de jeunes, déjà très endettés, sont au bord du désespoir. Leurs investissements de plusieurs années engloutis d'un seul coup, ils attendent au minimum de la part des assurances, et même encore de l'Etat.

JUDITH RUEFF.

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

McEnroe service compris

Un seul finaliste des championnats masculins de Wimbledon était connu vendredi 7 juillet : c'est Stefan Edberg, tenant du titre, déjà finaliste le mois dernier à Roland-Garros, qui a battu en trois manches (7-5, 7-6 (7-2), 7-6 (7-5)) John McEnroe, vainqueur en 1981, 1983 et 1984. En raison des mauvais temps, le match Ivan Lendl-Boris Becker a été reporté à samedi 8 juillet avant la finale dames Steffi Graf-Martina Navratilova.

LONDRES de notre envoyé spécial

L'entrechoc du cristal des jours de fête. C'est à une fête de tennis sur herbe qu'avaient été conviés vendredi après-midi les spectateurs du court central du All England Lawn Tennis Club à Wimbledon. Et la seule demi-finale qu'autorisait le temps rendit un choc entre Stefan Edberg et John McEnroe ce dimanche rare et riche des moments d'émotion, trois sets pétillants bouclés en trois heures.

Mais était-ce bien de l'émotion ? N'était-ce pas plutôt cette nostalgie qui colle à ces championnats comme le papier aux caramels ? Avant-hier, Comoros avait été rayé du calendrier. Hier Chris Evert. De quoi serait fait aujourd'hui pour John McEnroe, qui figure dans les mêmes chapitres de l'histoire du tennis ?

Seuls les bookmakers avaient été insensibles à sa victoire sur Mats Wilander. Ils avaient continué à offrir la cote la plus mauvaise (six contre un) à sa victoire finale. Mais McEnroe, dernier Anglo-Saxon au top, avait conquis le cœur du plus large public. Et ces supporters étaient inquiets depuis que l'Américain avait déclaré forfait dans le double. Elogation légère à l'épaule gauche, avait diagnostiqué le médecin du tournoi. Le kinésithérapeute de l'ATP (Association des joueurs professionnels) avait parlé de traitement au laser et aux ultrasons.

Wilander. Ils avaient continué à offrir la cote la plus mauvaise (six contre un) à sa victoire finale. Mais McEnroe, dernier Anglo-Saxon au top, avait conquis le cœur du plus large public. Et ces supporters étaient inquiets depuis que l'Américain avait déclaré forfait dans le double. Elogation légère à l'épaule gauche, avait diagnostiqué le médecin du tournoi. Le kinésithérapeute de l'ATP (Association des joueurs professionnels) avait parlé de traitement au laser et aux ultrasons.

Allait-il pouvoir engager ? Allait-il pouvoir utiliser sa meilleure arme ? En clair on craignait pour l'ancien enfant prodige, le gamin de dix-sept ans sorti des qualifications qui avait épuisé le monde entier en arrivant en demi-finale en 1977, qu'il ne fût cette année humilié par le champion en titre. Stefan Edberg n'avait-il pas annoncé la couleur en disant que le service serait la clé de ce match ?

Un centime de seconde

Choc des serveurs donc. Pour l'essentiel le Suédois avait vu juste. La partie, cette défaite de McEnroe, pourrait d'ailleurs se résumer à trois doubles fautes de l'Américain. La première au huitième jeu du premier set a permis au Suédois qui était mené 4-3 de revenir à 4-4 avant de conclure 7-5. La deuxième, dans le tie-break du deuxième set, a donné un point d'avance au Suédois qui allait servir à 2-1 pour l'imposer.

7-2. La dernière, dans le tie-break de la troisième manche, portait la marque à 3-1 en faveur d'Edberg qui terminait 7-5.

Une défaite en trois points ? En fait McEnroe n'a pas très bien servi dans l'ensemble : il a passé moins d'une première balle sur deux. Mais était-il pour autant gêné par une quelconque douleur ? Il n'aurait pas alors réussi une dizaine d'accès. Au reste Edberg n'a guère fait mieux. Autrement dit d'autres paramètres ont eu un rôle au moins aussi important dans ce match.

Le plus évident a été la volée. Autant sinon plus que le service, le jeu au filet a été déterminant. McEnroe, qui n'a jamais conquis du mérite de ses adversaires, a d'ailleurs tiré un coup de chapeau à Edberg pour ses proesses de vendredi. En revanche l'Américain a fait deux fautes qui lui ont fait perdre un deuxième service et le premier set. Il a commis bien d'autres bévues semblables par la suite alors qu'Edberg n'en a fait que deux, dans le tie-break du troisième set : il servait à 4-1 et ne menait plus que 4-3 après avoir fait chaque deux fois de suite la balle dans la bande du filet.

Mais d'un point de vue strictement technique cette partie n'aura été qu'un bon match de tennis sur gazon. Or il y avait d'autres enjeux que la médaille d'or du plus beau service ou de la meilleure volée. McEnroe était là pour tenter qu'il valait mieux que son rang actuel de huitième mondial, que sur une surface où il est parfaitement à l'aise il pouvait encore remporter une levée du grand chelem à trente ans. Et Edberg lui répondait qu'il avait fait

son temps, qu'il n'était plus le propriétaire foncier de ce pré vert.

Choc de générations pour finir. C'était un combat dans lequel le Suédois devait avoir le dernier mot. Sans la puissance d'un Boris Becker, sans l'habileté d'un Ivan Lendl, Stefan Edberg a joué du décalage, du contre-pied, en finisse, sur un ton qui ne supportait pas la réplique. Comme John McEnroe savait si bien le faire naguère. Comme il ne l'a plus tout à fait réussi depuis le début du tournoi. Ce n'était pas tout à fait par hasard qu'il avait concédé cinq sets lors des cinq tours précédents. Le magicien n'a plus tout à fait le tour de main. Il va un peu plus lentement. Oh ! un centième de seconde de retard dans les démarrages latéraux, un millième pour arriver au filet. Trois fois rien. Deux fois trop pour des adversaires qui peuvent désormais anticiper.

Cette faculté d'être sur les trajectoires les plus invraisemblables s'est émue chez l'Américain alors qu'elle est à son plein épanouissement chez le Suédois. McEnroe n'a pas voulu se rendre à l'évidence après le match. Il a dit se sentir toujours capable de remporter une quatrième fois le titre. Pourtant Edberg aurait dû lui enlever toute illusion. McEnroe n'avait pas joué à ce niveau depuis des années, depuis qu'Ivan Lendl l'avait battu en demi-finale de l'Open des Etats-Unis 1985. Mais cela n'a pas été suffisant. Un garçon qu'il avait dompté sept fois ne s'est pas laissé impressionner par sa réputation, son passé. Edberg a pris l'histoire à son compte. Et McEnroe n'en a fait plus partie.

ALAIN GRAUDET.

CYCLISME : le Tour de France

Les larmes de Pelier

Première victoire française dans le Tour : Joël Pelier a remporté, vendredi 7 juillet, la sixième étape Rennes-Poitiers-Futuroscope, au terme d'une héroïque échappée solitaire qui n'a pas modifié le classement général. L'Américain LeMond conserve la médaille jaune avec cinq secondes d'avance sur Fignon.

POITIERS de notre envoyé spécial

Joël Pelier a obtenu, au cœur du Poitou, la victoire que Philippe Bouvatier avait ratée l'an dernier dans les Pyrénées en raison d'une erreur de parcours. Rien n'est venu perturber sa merveilleuse trajectoire : ni la pluie, ni le vent qui soufflait de trois quarts face, et pas davantage la fatigue accumulée au long d'une échappée solitaire de 166 kilomètres. Le routier franco-comtois, découvert par Jean de Gribelky, s'est surpassé. Il a serré les dents pendant des heures et a même pleuré sur le vélo. Mais il a gagné, pour sa mère, présente à l'arrivée, pour son frère, handicapé moteur. Sa volonté et sa conviction lui ont permis de conserver un avantage légèrement supérieur à 1 min 30, alors qu'il comptait 17 minutes d'avance au 170 kilomètre.

Témoin de l'exploit : Bernard Hinault, qui occupe l'une des voitures officielles en qualité de conseiller technique de l'organisation. L'ancien champion a apprécié en connaissance. Il a chaleureusement encouragé son ancien adversaire, celui-là même qu'il avait si vertement réprimandé il y a quatre ans, dans des circonstances analogues.

An cours du Tour de France 1985, Pelier s'était en effet exposé à la colère du « Blaireau » pour avoir troublé l'ordre en déclenchant une attaque jugée inopportune par les gens du peloton, soucieux de bloquer la course. « Une faute de jeunesse », expliquait Bernard Hinault. « Je l'ai engagé afin de lui rendre service. Il n'avait aucune chance et allait carrément au suicide. Aujourd'hui, c'était différent. Il a su prendre des risques calculés, avec audace mais réalisme. La preuve : il a réussi. Et, sincèrement, je suis content pour lui. »

Un succès acquis dans ces conditions et de cette manière est important pour Joël Pelier. Un monta-

gard originaire de Moulins, le village de France qui bat chaque hiver les records du froid. Il a été élevé à la dure et sa vie n'a cessé d'être un combat. Depuis la saison passée, il s'est expatrié afin de pouvoir continuer à exercer son métier de coureur cycliste, et il a été incorporé à l'équipe BH, où il a retrouvé précisément un autre Français, Philippe Bouvatier... BH, non pas comme Bernard Hinault, mais comme Betsiegi-Hermans, un constructeur espagnol de Vittoria qui s'est lancé dans la compétition après avoir consacré l'essentiel de sa production au bi-cross.

JACQUES AUGENDRE.

Les classements 6^e étape

Rennes-Futuroscope (259 km)

1. Joël Pelier (Fra-BH) 259 km en 6 h 57 min 45 s (moyenne : 37,199 km/h); 2. Eddy Scher (P-B.) à 1 min 34; 3. Eric Vanderaerden (Bel.) à 1 min 36; 4. Adri Van der Poel (P-B.) à 1 min 36; 5. Rudy Dierckx (Bel.) à 1 min 36.

Classement général : 1. Greg LeMond (E-U-ADR) 25 h 57 min 38 s; 2. Laurent Fignon (Fra.) à 5 s; 3. Thierry Marie (Fra.) à 40 s; 4. Eric Bruckink (P-B.) à 1 min 51 s; 5. Sean Yates (G-B.) à 2 min 18 s.

REPÈRES

Crèches

Grève suspendue à Paris

La grève des personnels des crèches parisiennes, qui durait depuis un mois, a été suspendue, vendredi 7 juillet, à l'issue de trois séances de négociations entre la mairie de Paris et l'inter-syndicale CFDT, CFTE, FO, CGT et Autonormes.

Les mesures annoncées par M. Chirac, maire de Paris, seront applicables, par arrêté municipal, à la date du 1^{er} juillet. Les augmentations obtenues ont été estimées à 2 400 F annuels pour les auxiliaires puéricultrices; de 6 320 F pour les éducatrices; de 2 200 F pour les puéricultrices. M. Chirac a, par ailleurs, annoncé des recrutements supplémentaires, un effort de formation permanente et une nouvelle politique de promotion pour l'ensemble des personnels de crèche.

Le coût de ces mesures serait d'environ 36 millions de francs par an. Onze jours d'arrêt de travail devraient être retenus sur les salaires des grévistes. Si la reprise du travail a été votée, la CGT a annoncé que les actions revendicatives reprendraient à Paris et en province, notamment à Marseille, où la grève parisiennne s'est étendue.

Environnement

Mini-sommet à Fontainebleau

Les représentants des plus importantes organisations non gouvernementales (ONG) internationales de l'environnement se réuniront à Fontainebleau, du 11 au 13 juillet, pour travailler sur le thème de « la globalisation de l'économie et de la gestion de l'environnement ». Organisé par le Bureau européen de l'environnement, qui réunit l'ensemble des associations de protection de la Communauté - parmi lesquelles la WWF (Fonds mondial pour la nature), l'Union internationale pour la conservation de la nature, les Amis de la Terre... - ce séminaire devrait regrouper une cinquantaine d'experts venus

d'une trentaine de pays pour définir une série de propositions.

Celles-ci seront communiquées au sommet des sept pays les plus industrialisés qui se tiendra à Paris du 14 au 16 juillet, et durant lequel les problèmes de l'environnement devraient tenir une place prépondérante.

Espace

Une troisième lune pour Neptune

La récolte a commencé pour la sonde spatiale américaine Voyager 2, qui croise actuellement à quelque cinq milliards de kilomètres de la Terre en direction de Neptune. Rendez-vous prévu mercredi 5 juillet par la NASA, une photographie, transmise par la sonde le 22 juin, révélait déjà l'existence de larges bandes sombres autour de cette planète - témoignage peut-être d'un système gazeux formé sous l'effet de la circulation des vents. Deux jours plus tard, l'agence spatiale annonçait la découverte d'une nouvelle lune, temporairement nommée « 1989 N1 ».

D'un diamètre compris entre 200 et 600 kilomètres, il s'agit, avec Triton et Néréide, du troisième satellite connu de Neptune. La distance à laquelle se trouve la sonde de son but ultime (70 millions de kilomètres) ne permet pas encore de distinguer les détails de cette nouvelle lune, mais l'écarte devrait être de courte durée : lancé en 1977, Voyager 2 doit s'approcher le 25 août à 5 000 kilomètres de Neptune, après avoir troqué successivement Jupiter en 1979, Saturne en 1981 et Uranus en 1986. - (AFP.)

Météo

Ouverture des négociations

Les négociations entre la direction de la Météorologie nationale et les syndicats, en grève depuis un mois, s'ouvriront lundi 10 juillet à Paris. Des propositions sont « en cours d'élaboration ». Les personnels réclament notamment la révision de leur statut, « vieux de vingt-cinq ans », et une hausse des salaires.

Les premiers Jeux francophones s'ouvrent à Casablanca

CASABLANCA de notre envoyé spécial

C'est sur un gigantesque spectacle en plein air, où voisinent danses berbères, musiques arabes, Boléro de Ravel, que s'ouvrent à Casablanca, samedi 7 juillet, les premiers Jeux francophones sportifs et culturels. Ils se poursuivront dans la capitale économique du Maroc et également à Rabat, jusqu'au 22 juillet, où sportifs et artistes de trente-cinq pays sont attendus.

Ayant accueilli pratiquement chaque année depuis 1983 une manifestation sportive internationale (Jeux méditerranéens, Jeux panarabes, divers championnats et Coupes du monde ou d'Afrique, etc.), le Maroc est bien rodé pour recevoir le premier rassemblement de grande envergure des jeunes francophones, rencontre décidée lors du sommet tenu à Québec en 1987 par le groupe des quarante-cinq pays utilisant le français.

Les Jeux de Casablanca paraissent avoir été préparés avec d'autant plus de soin par les Marocains et leurs partenaires qu'ils coïncident avec quatre événements importants : les cérémonies nationales marquant le seizième anniversaire du roi Hassan II; la grande fête islamique dite « du mois », commémorant le sacrifice d'Abraham (plus de la moitié des francophones dans le monde sont musulmans); le Festival de la jeunesse du Maghreb arabe organisé à Fès, et, enfin, la Fête de la jeunesse marocaine.

Quatre disciplines sportives ont été retenues pour ces premiers Jeux : basket-ball, judo, football et athlétisme. La délégation française comprend près de deux cent cinquante personnes, dont plusieurs spécialistes de premier rang comme les sprinters Max Morinière, Bruno Marie-Rose et Laurence Billy (100 mètres), Daniel Sangouma, Gilles Quéau et Marie-Josée Pérec (200 mètres).

La partie culturelle des Jeux sera centrée sur les métiers d'art (tissage, bois, cuir), la sculpture, la peinture, la danse, et également des concours de réalisations vidéo. La casbah des Oudayas à Rabat, où le chef de file français Philippe de Broca vient de tourner une nouvelle version des Mille et une nuits, offrira l'ombre de ses vieux murs à bon nombre de ces manifestations artistiques.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

● ESCRIME : championnats du monde. - L'Allemand Alexander Koch a triomphé du Français Philippe Omé, 12 touches à 11, vendredi 7 juillet, en finale des championnats du monde de fleuret qui ont lieu à Denver (Etats-Unis). La deuxième place de Philippe Omé est une agréable surprise, après les dernières saisons particulièrement médiocres pour cette composante de l'escrime française.

Société

JUSTICE

2 300 000 francs de « réparations » pour une malade transfusée

Cette « spécificité cruelle » du sida

La vie n'a pas de prix. La justice a cependant tenté de répondre à la demande dérisoire de M^{me} Emilienne Courtellemont, soixante-deux ans, contaminée par le virus du sida lors d'une transfusion sanguine effectuée à partir d'un donneur séropositif. Vendredi 7 juillet, la 20^e chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Michel Aldebert, a confirmé le jugement du tribunal de grande instance de Fontainebleau du 16 décembre 1988 (le Monde du 21 mars 1989). M^{me} Courtellemont touchera 2 300 000 F « en réparation de son préjudice, strictement personnel, découlant de la contamination ».

Le 15 janvier 1985, sur une route de Seine-et-Marne, un camionneur belge, M. Francky Emma, refuse la priorité à la voiture dans laquelle

M^{me} Courtellemont est passagère. Blessée, elle doit subir une intervention dans un établissement privé, selon un mode opératoire qui nécessite des transfusions sanguines. L'un des concentrés globulaires provient de la prison de Fleury-Mérogis et concerne le don de sang d'un détenu connu pour être homosexuel et toxicomane. Aucun dépistage du virus n'a été effectué car cette mesure n'a été imposée que plus tard, par l'arrêt du 3 novembre 1986. Cette circonstance exonère la responsabilité des organismes ayant participé aux diverses opérations, depuis la collecte de sang jusqu'à la transfusion. Aussi la cour déclare-t-elle : « En l'espèce, le dommage de la victime a trouvé sa cause essentielle et directe dans la faute de Francky Emma, qui a rendu nécessaire les transfusions à l'origine des contaminations ».

Selon les juges, le conducteur belge, « par son imprudence et l'insouciance des règlements (...) est bien involontairement la cause de l'atteinte à l'intégrité physique présentée aujourd'hui par M^{me} Courtellemont ». M. Emma, son employeur — la société SEFA, — civilement responsable, et la compagnie belge d'assurance La Patriotique devront donc indemniser la victime. Toutefois, la cour précise : « Il appartient au tiers responsable, à savoir l'employeur, d'exercer sa responsabilité civilement responsable ou à l'assureur d'exercer sa responsabilité, s'il l'estimait fondée, devant une autre juridiction que la juridiction pénale pour obtenir le remboursement des sommes versées ».

Un caractère inéluctable

L'évaluation du préjudice plaçant les magistrats dans une situation sans précédent. « Sa spécificité cruelle et son exceptionnelle gravité justifient une indemnité exceptionnelle », observent les juges, en relevant : « Si M^{me} Courtellemont a actuellement l'apparence d'une personne jouissant d'une santé normale, elle est néanmoins entrée dans la phase de la maladie ».

Après avoir rappelé la nature particulière de l'affection, la cour constate : « Bien que les connaissances médicales évoluent de manière remarquable, il faut admettre que la médecine ne dispose aujourd'hui d'aucun moyen de traitement efficace de la maladie et on ne connaît aucune guérison du sida ». Ce caractère inéluctable conduit les juges à se pencher sur les souffrances morales endurées par M^{me} Courtellemont, notamment devant l'attitude de ses proches.

« Les impacts sociaux et psychologiques du sida, apparus brutalement dans notre temps, frappent profondément la conscience collective. Celle-ci se trouve confrontée à un phénomène qui suscite des réactions aussi irrationnelles que celles dictées par la peur, à tel point que les malades sont marginalisés ou exclus de la vie sociale, voire familiale », constate l'arrêt, en ajoutant : « M^{me} Courtellemont est encore victime, plusieurs années après les faits, de cette exclusion émanant de sa propre famille ».

Enfin la cour conclut : « Toutes ces souffrances, physiques et morales, dues aux contraintes médicales, aux réactions sociales, à l'incertitude et aux risques d'aggravation ainsi qu'aux perturbations de la vie affective, conjugale et familiale, doivent être prises en compte (...) dans l'appréciation de la réparation du dommage ».

A cette « réparation » du préjudice moral, la cour a ajouté une provision de 120 000 francs concernant le préjudice corporel, tout en nommant deux experts qui seront chargés d'en évaluer l'importance.

MAURICE PEYROT.

● Rectifié : M. Paul-Marie de La Gorce, nouveau président du comité d'études de la défense nationale, devient, à ce titre, directeur de la revue Défense nationale, et non pas, comme nous l'avons dit par erreur, rédacteur en chef (le Monde du 7 juillet). Le contre-amiral Jacques Hugon demeure rédacteur en chef de la revue.

A la dix-septième chambre correctionnelle de Paris

Le droit des experts à l'immunité verbale

Un expert judiciaire déposé à la barre peut tenir tout les propos qu'il veut et même donner son appréciation sur des faits étrangers à son art en critiquant les qualités professionnelles de l'avocat de la défense. C'est ce qui ressort du jugement rendu le 5 juillet par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Claude Grellier.

Il est vrai que le tribunal avait à se prononcer sur une attitude jusqu'alors peu fréquente, mais que sa décision risque d'encourager. Le 26 janvier 1988, la cour d'appel de Paris tenait de juger Christian David accusé du meurtre du commissaire Gallibert commis le 2 février 1986. L'expert-psychiatre, le docteur Pierre Tuffet, achève de commenter son rapport lorsqu'il fut manifestement agacé par des bruits de froissement de papiers provenant des bancs de la défense où se trouvaient M^{me} Henri Juramy, Sophie Bontai et Marie-Christine Billa. Peu après, M^{me} Juramy s'étonna que l'expert ait examiné trop brièvement son client en contestant le rapport.

La méthode est classique et M. Tuffet lui en faisait la remarque avant de lui lancer : « C'est une pantomime : vous défendez très mal votre client ! », et, s'adressant à l'accusé, il lui adressait cette recommandation : « M. David, je vais vous faire faire des économies. Je vous conseille de changer d'avocat ». L'incident fut si grave que la cour d'appel dut renvoyer le procès de David à une session ultérieure.

« A l'époque du duel, je l'aurais provoqué sur le pré à l'instar », explosa M^{me} Juramy, en annonçant qu'il engagerait des poursuites en diffamation. La dix-septième chambre correctionnelle de Paris fut donc chargée de régler le différend. Elle a débouté les avocats en déclarant : « Ce prévenu, agissant dans le cadre de sa mission doit bénéficier de l'immunité absolue qui ressort (...) de la justification qui s'attache à la parole prononcée par ceux qui, en raison de leurs fonctions, de l'ordre de la loi et du serment qu'ils ont prêté, ont le devoir d'exprimer, même en termes vifs, ce qu'ils jugent utile à l'accomplissement de leur mission ».

M. P.

POLICE

En visite dans le Val-d'Oise

M. Joxe insiste sur la prévention de la délinquance

Lors d'une visite effectuée jeudi 6 juillet dans le Val-d'Oise — un des vingt-quatre départements à mener, pour la cinquième année consécutive, une opération de prévention, « Eut-Jeune », M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a annoncé son intention de nommer un haut fonctionnaire de la police nationale pour coordonner l'action des agents SINCER et de ceux de la force publique contre l'insécurité dans les trains et les gares.

En présence notamment de M. Jacques Fournier, président de la SINCER, le ministre de l'Intérieur a déclaré : « Les transports sont des structures qui génèrent une délinquance propre ». Evoquant les « gares fantômes », il a ajouté : « Il est de notoriété publique qu'après 19 heures il n'y a plus de contrôles. Symboliquement, cela veut dire qu'il n'y a plus de règles ». Ces déclarations manifestent le souci de Pierre Joxe d'aboutir à une plus grande responsabilisation des transporteurs. « On ne peut rêver que la police va régler tous les problèmes, c'est un rêve fou ».

Malgré tout, la direction départementale des polices urbaines a recensé 128 interpellations — trois fois plus qu'en 1987 — en six mois de présence cette année, dans les gares et les trains, d'éléments de la police de l'air et des frontières, 21 pour dégradations de matériels, 21 pour vols avec violence et une après une tentative de vol.

Le ministre de l'Intérieur s'est également rendu à la base de loisirs de Cergy-Pontoise où lui ont été présentés une vingtaine de jeunes délinquants condamnés à de courtes peines et occupés à des tâches de service et d'entretien dans le cadre du plan Eut-Jeune. Le Centre de loisirs-jeunes (C.L.J.), implanté à la base depuis 1985 et destiné surtout aux jeunes délinquants, est encadré par huit moniteurs de la police nationale et deux animateurs de la direction départementale de la jeunesse et des sports. Quelques mille jeunes qui lui partent pas en vacances le fréquentent chaque année, s'initiant à diverses activités sportives comme la voile, la plongée, la moto, le tir à l'arc...

Les actions de prévention dans le département — menées à Argenteuil, à Herblay et à Cergy — sont

coordonnées par le commissaire de police d'Herblay, M^{me} Florence Grolleau. Une cellule technique départementale procède à la sélection des dossiers, soumis ensuite à une cellule opérationnelle présidée par le préfet, en association avec les organismes familiaux et d'animation de jeunesse.

En 1988, 144 actions ont été subventionnées par l'Etat dans 35 communes du Val-d'Oise et ont touché 20 000 jeunes « délinquants ». Au million de francs accordé par le gouvernement au département s'ajoutent désormais la subvention de 300 000 F que le conseil général a votée cette année. « Pour la collectivité, la délinquance coûte nettement moins cher que les actions de police. La relance de cette prévention est la clé du problème ».

JACQUELINE MELLON.

FAITS DIVERS

Un policier marseillais arrêté après un hold-up

Gardien de la paix à Marseille, Charles Santucci a été interpellé, jeudi soir 6 juillet, près de Toulon, alors qu'il venait de commettre un hold-up dans une station-service de Fréjus au volant d'une voiture volée. Le policier s'était fait remettre le contenu de la caisse de la station-service — 3 000 francs en liquide et quelques chèques — sous la menace de son arme de service.

Après avoir asséné un coup de crosse à la gérance, il prit la fuite au volant d'une R 5 dont un chauffeur routier releva le numéro d'immatriculation. Le véhicule était signalé volé depuis le 3 juillet. Vers 22 h 30, une mobilisation policière hétéroclite, comprenant la police municipale de Mandelieu, la brigade canine de Toulon et la gendarmerie d'Hyères avec son hélicoptère, conduisit à l'arrestation de ce « policier-braqueur », âgé de vingt-neuf ans, qui a été placé sous mandat de dépôt.

Au cours de son congrès à Toulouse

La Ligue de l'enseignement se prononce pour une « nouvelle laïcité »

Représentant plus d'un million d'adhérents groupés dans des associations scolaires et périscolaires, la Ligue de l'enseignement et de la Pédagogie permanente (LEPP) a réuni, les 6 et 7 juillet à Toulouse, son congrès triennal. Sur environ quatre cents délégués des fédérations départementales des œuvres laïques, 85 % ont ratifié une résolution définissant les conditions d'une « nouvelle laïcité pour l'an 2000 ». En marge de ce congrès se sont tenus les états généraux des cercles Condorcet (vingt-cinq environ dans toute la France) présidés par M. Claude Juffeu, qui a par ailleurs été élu au conseil d'administration de la Ligue de l'enseignement.

TOULOUSE de notre envoyé spécial

La Ligue de l'enseignement a tourné une page de son histoire. Et c'est à Toulouse, au cœur d'une terre historiquement radicale, que cette institution plus que centenaire (fondée en 1866 par Jean Macé) qui a puisé sa force et sa réputation dans toutes les épopées antichrétiennes de l'histoire moderne, a décidé de jeter les armes. Ou plus exactement de redéfinir, dans un sens positif, le contenu de la laïcité, à laquelle elle reste par dessus tout attachée.

Dans le secteur scolaire ou périscolaire où prospèrent ses presque quarante mille associations d'éducation, de culture, de sports et de loisirs, la Ligue a toujours en une tête d'avance sur les autres : hier, dans les combats contre les empiétements des institutions religieuses ; aujourd'hui, pour leur rendre la main. Dans le camp laïque, elle est même la seule, depuis son congrès de Lille il y a trois ans, à entretenir des relations régulières avec des délégués de l'épiscopat catholique et de la Fédération protestante de France. « Si la Ligue est anticléricale, elle n'est certainement pas antireligieuse », explique M. Jean-Louis Rollet, son secrétaire général.

Il s'est bien trouvé quelques boudes, très minoritaires, pour exiger de la direction qu'elle cesse ce dialogue jugé incongru. Mais la véritable surprise du congrès de Toulouse a été la démonstration d'unité de la Ligue autour de ses nouvelles orientations.

Cette « révolution culturelle » est en fait l'aboutissement d'un long travail collectif qui a duré plusieurs années dans un contexte parfois peu favorable : celui de la mauvaise humeur du camp laïque et de la montée de nouvelles formes d'intégrisme religieux, propres à décourager les meilleures volontés. Le cap a été maintenu coûte que coûte, qui consiste en gros à dire qu'aujourd'hui le néolibéralisme est plus nocif que le néocléricalisme, y compris dans l'institution scolaire, que « les sermons de carême sont moins dangereux que les cours de la Bourne » (M. Michel Morineau, secrétaire général adjoint), que « de nouveaux ennemis ont pris le pouvoir comme l'Argent et l'Image dont l'alliance a remplacé celle du Tyne et de l'Auel » (le même, en citant Régis Debray).

La Ligue de l'enseignement dénonce avec vigueur les manifestations nostalgiques et intégristes, mais reconstruit dans sa résolution finale, comme légittime et nécessaire, « l'existence d'un enseignement de l'histoire des religions sous la responsabilité des enseignants et sans en faire une discipline spécifique ». Elle insiste pour qu'un nouveau calendrier de la semaine scolaire, qu'elle appelle de ses vœux, « dégage du temps pour les options familiales et individuelles qui relèvent du domaine religieux ».

Réalisme

Mais c'est la reconnaissance sans précédent par la Ligue du « dualisme scolaire » (école publique, école privée, financées par des fonds publics) qui va la rendre un peu plus suspecte dans les milieux laïques. Cette reconnaissance n'a pourtant pas valeur d'approbation : « La Ligue réaffirme son attachement, note la résolution finale, à un service éducatif, national et public, dont la pluralité interne, préférable à tout pluralisme institutionnalisé, permet de concilier le respect de l'enfant et la responsabilité des familles ». Elle proteste contre les « dérogations » touchant à la formation et aux droits du personnel, à la carte scolaire, aux prérogatives des parents d'élèves, que ne justifie absolument pas le « caractère propre » de l'enseignement privé confessionnel.

Mais le réalisme a fini par l'emporter. « Soulever la chape », « enlever la hache » : autant de formules imagées, ressuscitées à Tou-

louse, pour signifier que l'école et la société françaises ont perdu assez de temps dans des querelles de structures et que la laïcité mérite mieux que cela.

« Il y a d'autres lignes de partage aujourd'hui qui devraient servir de repères et qui servent de repères à ceux qui croient en l'école », a affirmé M. Jean-Louis Rollet.

Pour ces rénovateurs de la laïcité, l'urgence à présent est la lutte contre l'école et les ségrégations scolaires, pour des rythmes de vie mieux équilibrés, pour « un espace télévisuel à l'abri des appétits financiers et publicitaires », contre l'envahissement des « autorités administratives indépendantes » (comité d'éthique ou Conseil supérieur de l'audiovisuel), qui, à leurs yeux, se substituent aux élus.

A la fin de ce congrès, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, est venu prononcer un discours d'encouragement, louant à son tour cette « nouvelle citoyenneté » que la Ligue de l'enseignement met désormais à la tête de son affiche.

« Vous êtes une force de proposition », a-t-il lancé à l'assistance. Mais le ministre n'a relevé aucune de celles qui avaient été exprimées tout au long de son congrès, par exemple sur le calendrier scolaire ou sur l'enseignement des religions... (1).

Pour l'avenir de la Ligue de l'enseignement, le risque n'est pas tant la concurrence au sein du camp laïque (M.M. Jean-Pierre Maille pour le CNAL et Guy Le Néouanic pour la FEN ont assisté au congrès de Toulouse) que la marginalisation de son rôle comme laboratoire d'idées.

HENRI TINGO.

(1) M. Lionel Jospin a annoncé de nouvelles créations d'emplois de mises à disposition, appuyées par son prédécesseur M. Mincery, dont la mesure avait touché plus de cinq cents postes de travail à la Ligue. Il s'est cependant refusé à tout engagement chiffré.

Le Carnet du Monde

Décès

— M^{me} Brami-Nizard. Sa femme. Et tous la famille. Et son docteur de faire part du décès de

M. Joseph BRAMI, survenu le 6 juillet 1989.

— Orn. Marseille.

M^{me} Jacqueline Laik, son épouse, M. Bernard Laik, son fils, M^{me} Michèle Laik, ses enfants, Jacques, Jérôme et Eric, ses petits-enfants, M^{me} Marinette Gnanou, sa sœur, M^{me} Maurice Laik, son frère, Les familles Gnanou, Gnanou, Smadja, Benichou, Karim, Serfati, parents et alliés, ont le douleur de faire part du décès de

M. Isaac LAIK, trépassé, survenu le jeudi 29 juin 1989, dans sa soixante-quatrième année, après une longue et cruelle maladie.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 30 juin. Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Recommandations

— M^{me} Gérard Dulige, Sa femme. Et tous la famille. Et son docteur de faire part du décès de

M. Gérard DULIGE, leur époux, père et parent, survenu le 5 juillet 1989, à l'âge de cinquante-trois ans, à Paris.

L'inhumation aura lieu le mardi 11 juillet, à 8 h 30, au monument érématore du cimetière du Père-Lachaise.

12, rue Jules-Herbert, 75220 Viroflay.

— M. Gérard Marx, M. et M^{me} Thierry Marx, M^{me} Jessica Marx, M^{me} Maxime Marx, M^{me} Mary Assouly, M. Albert Adida, M. et M^{me} Raynal, M^{me} Patricia Douchan, son mari, ses enfants, sa petite-fille, sa belle-mère, sa tante, son oncle, ses neveux et nièces.

Et les familles Adida, Ouhonon, Castel, Goldberg, Rochmann, Bornemann, Kling, ses cousins, cousines et alliés.

ont le douleur de faire part du décès de

M^{me} le docteur Nicole MARX, survenue brutalement le 7 juillet 1989.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Pantin, le lundi 10 juillet.

Réunion à la porte principale, à 9 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

27, rue Albert-Calmette, 75350 Jony-en-Joaze.

Recommandations

— M^{me} Irène Miszewski et ses enfants, M. et M^{me} Marc Finand, Les familles Tarkowski et Weber, adressent leurs vifs remerciements à tous ceux qui ont manifesté leur sympathie et leur soutien lors du décès de

M. Henri MISZEWSKI.

Anniversaires

— Pour le dix-huitième anniversaire de la disparition du

docteur Etienne GRANOTIER,

une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu.

— Il y a quatre ans

Frédéric JEARSAIN,

nous quitte.

— Il est un instant que redoubler d'effort un dévouement. Il avait dix-sept ans.

— Il y a onze ans mourait

Jean TEYSSANDIER,

ancien élève de l'école supérieure des P.T.T.

« Le présent s'efface par le passé, surtout pas les morts, surtout pas les actes. Inutile d'en rajouter. Impossible d'enlever. »

« Ce qui est écrit est écrit. »

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03.

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 10 h au siège du journal, 7, r. des Luthiers, 75427 Paris Cedex 08. Tél. MONPAR 650 572-F. Télég. 45-23-06-61.

Tarif de la ligne H.T. Toutes rubriques 83 F Abonnés et actionnaires 73 F Communications diverses 86 F Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

مكتبة الأنجلو

ÉTRANGER

1^{er} - BULGARIE - TURQUIE : Début de l'expulsion massive vers la Turquie des Bulgares d'origine turque qui refusent la politique d'assimilation forcée menée par Sofia. A la fin du mois, près de cent mille réfugiés sont accueillis en Turquie (30 et 31/7, 9, du 15 au 20, 22, 23, 25-26 et 27).

1^{er} - 10 - VATICAN : Jean-Paul II se rend pour la première fois dans les cinq pays scandinaves, où les chrétiens sont en majorité luthériens (1^{er} et du 3 au 12).

2 - JAPON : M. Noboru Takeshita, impliqué dans un scandale politico-financier, est remplacé à la tête du gouvernement par M. Sosuke Uno, qui était son ministre des affaires étrangères. Mais, dès le 4, M. Uno est à son tour mis en cause en raison de son infidélité conjugale (du 2 au 5, 8, 29 et 30).

3 - IRAN : Mort de l'imam Khomeini, guide de la révolution, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Des millions de fidèles participent, le 6, à ses obsèques près de Téhéran dans un climat d'hystérie collective. Dès le 4, M. Ali Khamenei, chef de l'Etat arrivant au terme de son deuxième mandat, est élu guide de la République islamique par l'Assemblée des experts. Les jours suivants, tous les dirigeants politiques affirment leur allégeance au successeur désigné de l'imam. Le 8, M. Khamenei Rafsanjani confirme sa candidature à l'élection présidentielle du 28 juillet alors qu'une réforme de la Constitution, approuvée en avril par Khomeini, est en cours pour renforcer les pouvoirs du chef de l'Etat (du 6 au 15, 18-19, 20 et 30).

3 - URSS : Des troubles ethniques éclatent en Ouzbékistan, d'abord à Fergana puis dans plusieurs autres villes : au moins cent meurtres, musulmans chiites qui ont été déportés de Géorgie sous Staline, sont victimes de pogroms de la part d'Ouzbeks, de confession sunnite. Le pouvoir, qui organise l'évacuation de milliers de Meukhs, met en cause des « exilés » islamistes et dénonce une tentative préméditée de déstabilisation. Le 17, alors qu'un calme précaire a été rétabli en Ouzbékistan, c'est en Kazakhstan, une autre des cinq républiques d'Asie centrale, qu'éclatent des émeutes nationalistes visant la minorité caucasienne : elles font officiellement quatre morts à Novy-Ozen avant de s'étendre à d'autres régions du Kazakhstan (du 6 au 17, du 20 au 24 et 27).

3 - URSS : A l'ouest des monts Oural, près de cinq cents passagers de deux trains sont tués après une violente explosion due à une fuite sur le gazoduc qui longe la voie transsibérienne (6 et 7).

4 - POLOGNE : Lors des premières élections partiellement libres organisées par le régime communiste, l'opposition remporte un très large succès dès le premier tour. Après le second tour, le 18, marqué par une très forte abstention (74 %, contre 37 % le 4), les candidats de Solidarité obtiennent 99 des 100 sièges du Sénat et les 161 sièges octroyés aux indépendants à la Diète. Pour les 299 autres sièges, réservés au POUF (communiste) et à ses partis satellites, les réformateurs l'emportent largement ; seuls deux des dix-sept membres du bureau politique parviennent à se faire élire (du 1^{er} au 20, 22, 23 et 29).

5-6 - FRANCE - TUNISIE : M. Mitterrand, en visite officielle en Tunisie, promet une augmentation de 30 % en trois ans des investissements français. Un accord est conclu sur la diffusion d'Antenne 2 (du 4 au 8).

6 - ETATS-UNIS : Paramount annonce une OPA pour acquérir Time. Ce dernier tente d'y échapper en proposant, le 16, de racheter Warner avec lequel il avait prévu de fusionner (8, 18-19, 21 et 27/VI, 2-3/VI).

6 - FRANCE - RFA : Un accord est conclu sur le rattachement à La Haye (Maastricht) des déchets nucléaires allemands. Paris et Bonn envisagent d'élargir leur coopération à la politique énergétique sous tous ses aspects et aux technologies de l'énergie (7).

7 - PETROLE : L'OPEP, réunie en conférence ordinaire à Vienne depuis le 5, augmente le plafond de production, qui était largement dépassé par neuf pays sur treize : il passe de 18,5 à 19,5 millions de barils par jour. Mais le Koweït annonce qu'il continuera à produire davantage que son quota (1^{er}, du 6 au 10 et 15).

9 - CEE : Les ministres de l'environnement des Douze parviennent à un accord sur des normes antipollution plus sévères pour les voitures de petite cylindrée à partir de 1992 (du 11 au 15).

12 - ETATS-UNIS : Le président Bush, rompant avec la politique de « désignation » prônée par M. Reagan, présente un plan de lutte contre la pollution de l'air (14 et 24).

12-15 - RFA-URSS : M. Gorbatchev, pour sa première visite officielle en RFA, reçoit un accueil très chaleureux. Une déclaration conjointe signée le 13 par MM. Gorbatchev et Kohl prévoit un « essor stable et durable » des relations entre les deux pays, qui se fixent comme objectif de « contribuer à surmonter la division de l'Europe » (du 11 au 17).

13-14 - ONU : La conférence internationale sur les réfugiés indochinois, réunie à Genève, adopte un

Juin 1989 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par EDOUARD MASUREL

plan d'action qui prévoie le rapatriement volontaire des boat people vietnamiens et laotiens mais envisage, à terme, le principe de leur rapatriement forcé, réclaté par les pays de premier accueil (13, 15, 16 et 30).

14-16 - FRANCE-POLOGNE : M. Mitterrand, pour sa première visite officielle en Pologne, annonce un important plan d'aide économique et se ménage pas son soutien aux dirigeants de Varsovie et à leur politique de réformes (du 15 au 19).

15 - FINANCES MONDIALES : L'annonce d'une nouvelle réduction du déficit commercial des Etats-Unis (3,26 milliards de dollars en avril contre 9,54 milliards en mars) est suivie par une envolée du dollar, qui atteint 2,04 dollars contre le mark, 151 yens et 6,92 francs avant de refluer un peu sous la pression des ventes bénéficiaires et des interventions des banques centrales. Cette baisse s'accompagne de la hausse des taux en Europe annoncée le 29 : l'initiative de la Bundesbank, qui relève le taux d'escompte allemand de 4,5 % à 5 %, est suivie dans plusieurs pays dont la France, où le taux d'intervention passe de 8,25 % à 8,75 % (7, du 11 au 19, 25-26 et 30/VI, 1^{er} et 2-3/VI).

15 - IRLANDE : Aux élections législatives anticipées, le Fianna Fail (nationaliste) de M. Charles Haughey, premier ministre depuis février 1987, n'obtient que 77 (-4) des 166 sièges du Parlement. Il est contraint de rechercher le soutien de l'un des deux partis du centre, le Fine Gael (55 sièges ; +4) ou les Démocrates progressistes (6 sièges ; -8). La gauche reste très minoritaire mais gagne 8 sièges (13, 18-19, 20 et 22/VI, 1^{er}/VII).

16 - CEE : L'Espagne annonce l'entrée à partir du 19 de la peseta dans le système monétaire européen (SME). Seuls la livre britannique, la dracme grecque et l'escudo portugais ne participent pas encore au mécanisme de change du SME (8, 9, 18-19, 20, 21 et 24).

18 - GRECE : Aux élections législatives, le PASOK (socialiste) de M. Andreas Papandréou, premier ministre depuis octobre 1981, n'obtient que 125 (-36) des 300 sièges du Parlement. Mais la Nouvelle Démocratie (conservatrice) de M. Constantinos Mitsotakis n'attire pas la majorité absolue avec 145 sièges (+19). Le Rassemblement de la gauche et du progrès, nouvelle coalition qui regroupe le PC et divers partis de gauche, remporte 28 sièges contre 18 obtenus par le PC en juin 1985 (17 et du 20 au 29).

18 - LUXEMBOURG : Aux élections législatives, les trois principaux partis perdent chacun trois sièges : les chrétiens-sociaux de M. Jacques Santer, premier ministre, obtiennent 22, 64 sièges ; les socialistes, membres de la coalition au pouvoir, 18 sièges, et les démocrates (libéraux) 11 sièges (16 et 20).

20-23 - IRAN - URSS : M. Khomeini Rafsanjani, président du Parlement iranien, est accueilli en URSS comme un chef d'Etat. Plusieurs accords bilatéraux sont conclus et l'identité de positions entre M. Gorbatchev et M. Rafsanjani est soulignée par l'agence Tass (10 et du 21 au 27).

22 - ANGOLA : Un accord de cessez-le-feu est conclu entre M. José Eduardo Dos Santos, président angolais, et M. Jonas Savimbi, chef des maquisards de l'UNITA, à l'issue de la réunion de dix-huit chefs d'Etat africains organisée par le président Mobutu à Gbadolite (Zaire). Le processus de réconciliation, qui a pour but de mettre fin à quinze ans de guerre civile, se poursuit avec l'ouverture, le 28, de négociations de paix (du 23 au 26 et 30).

23 - VENEZUELA : Caracas obtient du FMI un crédit de 4,6 milliards de dollars dont le quart doit être consacré à la réduction de la dette extérieure, d'un montant de 33 milliards de dollars (25-26).

24 - HONGRIE : Le comité central du PSOU, le parti communiste au pouvoir, décide un profond renouveau de ses instances dirigeantes. M. Karoly Grosz reste secrétaire général, mais il est coiffé par M. Rezo Nyers, nommé premier ministre, et qui se retrouve isolé, au sein d'une direction maintenant collégiale, face à trois réformateurs : M. Nyers, M. Miklos Nemeth, premier ministre, et M. Imre Pozsgay, chef de file des réformateurs. Le 13, des discussions autour d'une « table

ronde » se sont ouvertes avec l'opposition pour préparer les élections libres de 1990. Le 16, près de deux cent mille personnes ont participé à Budapest aux obèques solennelles d'Imre Nagy, premier ministre lors de l'insurrection de 1956, exécuté le 16 juin 1958 (13, du 17 au 20, 23, 24 et 27).

24 - ROUMANIE : Bucarest abandonne l'édification d'une barrière de barbelés le long de la frontière roumano-hongroise après un tollé international (22, 25-26 et 29).

26 - ETATS-UNIS : La Cour suprême autorise l'exécution de condamnés à mort âgés de seize à dix-huit ans au moment de leur crime ou handicapés mentaux (29).

27 - CEE : Le conseil européen, réuni les 26 et 27 à Madrid, affirme « sa détermination de réaliser progressivement l'union économique et monétaire », selon un calendrier qui reste indéfini. M^{rs} Thatcher, qui approuve le compromis adopté, maintient son hostilité aux transferts de souveraineté prévus par le projet d'union monétaire (14, 20, 21 et du 23/VI au 1^{er} et 4/VI).

28 - YUGOSLAVIE : Pour célébrer le dixième centenaire de la bataille de Kosovo, plus d'un million de Serbes participent, sur les lieux mêmes de la bataille, à une célébration du nationalisme serbe (27, 29 et 30).

29 - ISRAEL : Huit Palestiniens sont expulsés vers le Liban, ce qui porte à cinquante-trois le nombre des bannis en dix-huit mois de soulèvement dans les territoires occupés (du 2 au 6, 8, du 10 au 27 et 30/VI, 1^{er} et 2-3/VI).

30 - SOUDAN : Le gouvernement civil de M. Sadek El Mahdi, accusé d'avoir « échoué dans la gestion du pays », est renversé par un coup d'Etat militaire dirigé par le général Omar El Bachir. La Constitution est suspendue, le Parlement est dissous, les partis politiques et les syndicats sont interdits (20 et 21/VI, 1^{er} et 2-3/VI).

30 - URSS : L'Union des écrivains vote à l'unanimité en faveur de la publication en URSS de l'Archipel du Goulag d'Alexandre Soljenitsyne et demande que sa citoyenneté soviétique soit restituée au Prix Nobel de littérature (4/VI).

Le scrutin européen

Le 18, une abstention record (51,19 %) est enregistrée pour les élections européennes en France. La liste RPR-UDF de M. Giscard d'Estaing arrive en tête (28,87 % ; 26 sièges) devant nettement la liste socialiste de M. Fabius (23,61 % ; 22 sièges). Mais les trois grands partis ne rassemblent qu'un peu plus de la moitié des suffrages exprimés, soit un quart de l'électorat. La liste de M. Le Pen (FN) conserve ses 10 sièges avec 11,73 % des voix. La percée la plus remarquable est celle des Verts, qui, menés par M. Waechter, font leur entrée au Parlement européen (10,58 % ; 9 sièges). La liste du centre de M^{rs} Veil n'obtient que les résultats espérés (8,42 % ; 7 sièges). Le PC, mené par M. Herzog, perd 3 élus (7,71 % ; 7 sièges). En tête des neuf autres listes qui n'atteignent pas les 5 % requis pour être représentées, arrive une liste « pour la liberté de la chasse et de la pêche », qui obtient 4,13 %.

A l'étranger, le scrutin, qui a eu lieu le 15 juin en Grande-Bretagne, en Irlande, au Danemark et aux Pays-Bas, est aussi marqué par un fort taux d'abstention (41 % en moyenne). Trois groupes progressent nettement en sièges : les socialistes, les écologistes et l'extrême droite. Par pays, trois résultats sont particulièrement notables : en RFA, le succès du Parti républicain, qui obtient 7,1 % des suffrages et 6 sièges, le plus haut score d'une formation d'extrême droite depuis la guerre. En Grande-Bretagne, la défaite des conservateurs de M^{rs} Thatcher face aux travaillistes ; en Espagne, la maintien des socialistes de M. Gonzalez en dépit de l'agitation sociale (du 1^{er} au 27).

FRANCE

4 - Le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France est voté par le seul PS à l'Assemblée nationale après six jours de débats houleux ; le PC s'abstient ; le RPR, l'UDF et l'UDC votent contre et déposent une motion de censure. Dissuadée le 6, elle ne recueille que 264 des 289 voix nécessaires pour renverser le gouvernement, celles des 132 RPR, des 90 UDF, de 39 UDC sur 41 et de 3 non inscrits. Le Sénat rejette le projet le 21 en adoptant une question préalable (du 1^{er} au 6, 8, 17, 23 et 30).

6 - BSN devient le premier baccalauréat européen en rachetant cinq filiales européennes de RJR Nabisco, dont BSN. Deux de ces filiales, spécialisées dans les chips, sont revendues début juillet à PepsiCo (8 et 17/VI, 5/VI).

7 - Le projet de loi de nouvelle programmation militaire 1990-1993 est approuvé en conseil des ministres. Il prévoit des économies « obtenues en aménageant le calendrier de certains programmes » (du 7 au 10, 16, 22, 23 et 24).

7 - Le gouvernement bloque le vote du groupe cinématographique Pathé, par crainte d'une prise de contrôle par M. Gian-Carlo Piretti, homme d'affaires italien, propriétaire de Cannon aux Etats-Unis (9, 10, 14, 16, 17, 18-19 et 29/VI, 1^{er}/VII).

10 - Seuls les députés socialistes approuvent un premier lecture le projet de loi d'orientation sur l'éducation, le PC s'abstient ; le RPR, l'UDF et l'UDC votent contre (du 9 au 12, 14, 29 et 30/VI, 1^{er}/VII).

10 - L'Olympique de Marseille remporte le doublé Coupe-championnat de football en battant l'AS Monaco (4-3) en finale de la Coupe de France (2, 6 et 13).

11 - 69,29 % des inscrits participent aux élections provinciales en Nouvelle-Calédonie, qui ont lieu dans le calme. Le RPRC obtient 27 des 54 sièges du Congrès du territoire et le FLNKS 19, mais ce dernier dispose de la majorité absolue dans deux des trois assemblées provinciales, celles du Nord et des Hautes-Loues (4-5, 7, du 9 au 17 et 29).

11 - Aux Internationaux de tennis de Roland-Garros, l'Américain Michael Chang, en battant le Suédois Stefan Edberg, et l'Espagnole Arantxa Sanchez, s'imposent, le 10, face à l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf, devenue son deux, à dix-sept ans, la plus jeune gagnante du tournoi (du 30/V au 13/VI).

13 - M. Mitterrand signe un décret de grâces collectives à l'occasion du 14 juillet, qui doit permettre la libération échelonnée de 3 091 condamnés. Ces mesures sont jugées insuffisantes par les délégués, et des mouvements de protestation sont organisés dans plusieurs prisons (13 et du 15 au 21).

13 - Adoption définitive de la loi sur le « démantèlement » des sociétés privatisées, malgré l'opposition du Sénat qui a voté, le 9, une motion d'irrecevabilité (1^{er}, 7, 12 et 15).

13 - M. Chirac, exprimant devant des étudiants sa crainte d'une reprise des attentats, suggère qu'Anis Naccache, un terroriste libanais emprisonné en France, bénéficie d'une grâce présidentielle. Ces déclarations suscitent l'embarras à droite et des protestations à gauche (du 15 au 17, 22, 25-26 et 30).

14 - M. Mitterrand soutient en conseil des ministres que le bicentenaire de la Révolution doit être « une célébration grandiose de la République », alors que les traces impo- sées en juillet aux Parisiens ont suscité des critiques (2 et du 13 au 17).

16 - Un non-lieu général est rendu dans l'affaire des ventes illicites de munitions à l'Iran par la société Luchaire, qui avait suscité une vive polémique en novembre 1987. Des doutes sur l'indépendance de la justice sont exprimés au sein même de la magistrature (18-19, 21, 22, 27 et 29/VI, 1^{er} et 2-3/VI).

16 - La cour d'assises des Bouches-du-Rhône condamne à deux ans de prison avec sursis Jean-Pierre Aveline, un policier qui avait tué un jeune homme lors d'un contrôle, le 2 février 1988 à Marseille (du 16 au 19).

19 - Le gouvernement engage sa responsabilité à l'Assemblée nationale sur le projet de loi instituant une présidence commune pour A2 et FR 3. Les sénateurs rejettent, le 26, les deux articles de ce texte (13, 16, du 20 au 23, 27 et 29).

20 - Le conseil des ministres approuve deux projets de loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Un article prévoit une large amnistie dont pourraient bénéficier des milliers d'élus. Le tollé suscité par cet article conduit le gouvernement à renoncer à un examen de ces deux textes en urgence par le Parlement. Confirmant, le 28, le report de la discussion à l'automne, M. Rocard affirme qu'il souhaite que la justice même à terme les acquitte sur les « affaires » (du 4 au 9, du 14 au 17, du 21 au 24, 27, 29 et 30/VI, 1^{er}/VII).

20 - M. Mitterrand, célébrant à Versailles le bicentenaire du serment du Jeu de paume, déclare : « Je vois dans les refus des exclusions le vrai chantier qui nous attend » (22 et 24).

21 - M. Giscard d'Estaing présente, sur TF 1, la « réunion » du RPR et de l'UDF dans une « seule formation » avant la fin de 1989. Cette proposition est rejetée par M. Chirac, devant le conseil national du RPR, réuni le 22 à Paris (du 20 au 24 et 29).

22 - Le projet de réforme de la COB et des OPA est approuvé en deuxième lecture par les députés. Un amendement, adopté le 8 par le Sénat et accepté par le gouvernement, prévoit la suppression de l'autocritique du capital au sein d'un groupe de sociétés cotées en Bourse (du 9 au 12, 14 et 24).

22 - L'inculpation dans l'affaire de la SORMAB de quatre personnes dont M. Gérard Monette, dirigeant de deux sociétés chargées du financement du PS, suscite une vive émotion en pleine polémique sur l'immunité des députés liés au financement des partis. Ces nouvelles inculpations portent à trente-deux le nombre des prévenus dans cette affaire de finances factices, dont douze « politiques », cinq liés au PS et sept à l'UDF ou au RPR (24).

24 - Les « rénovateurs », réunis en convention à Lyon devant quatre mille personnes et en présence de M^{rs} Lécourt et M^{rs} Maignier, adoptent un « serment » qui appelle à la « constitution d'une grande formation politique commune, pluraliste et décentralisée, rassemblant l'ensemble de l'opposition » (8, 13, 14, 25-26 et 27).

25 - M. Pierre Mauroy, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », estime que « le gouvernement devrait aller un peu plus à gauche » et que la croissance doit pouvoir entraîner « un plus juste partage ». (23 et du 25/VI au 1^{er}/VII).

26 - Le ministre des finances quitte le Louvre pour s'installer dans ses nouveaux locaux du quartier de Bercy (25-26 et 29).

26 - En mai, le nombre des chômeurs a baissé de 0,7 %, les prix ont augmenté de 0,4 % et le déficit du commerce extérieur a atteint 6,63 milliards de francs (21, 22, 27 et 30).

27 - Les présidents des groupes RPR, UDF et UDC à l'Assemblée nationale décident la création d'un intergroupe de l'opposition. Le 28, les dirigeants du RPR, du CDS et de toutes les formations composant l'UDF, réunis à Paris, prévoient la réunion d'« Etats généraux de l'opposition » fin 1990 et l'organisation de « primaires à la française » pour la prochaine élection présidentielle (29 et 30).

29 - La loi sur les rapports entre propriétaires et locataires, qui permet à l'Etat de contrôler les loyers de loyer, est définitivement votée à l'Assemblée nationale, grâce aux voix du seul PS ; le PC s'abstient ; le RPR, l'UDF et l'UDC votent contre (8, 16 et 20/VI, 1^{er}, 2-3 et 4/VI).

29 - Adoption définitive de la loi sur la détention provisoire (18-19 et 25-26).

29 - Au procès de la branche jeunesse d'Action civique, trois des dix-neuf accusés, André Olivier, Max Frérot et Emile Ballandras, sont condamnés à la réclusion à perpétuité (3, 6, 7, 11-12, 16, 20, 23, 29 et 30/VI, 2-3 et 4/VI).

30 - La cour d'assises du Val-de-Marne acquitte Eric Laignel, un policier qui, le 31 juillet 1986, avait tué d'une balle dans le dos un jeune motard soupçonné d'être l'auteur de vols à l'arraché (30/VI et 2-3/VI).

13 - Mort à Paris du claviériste américain Scott Ross (15).

14 - Les ministres de la CEE décident de reporter le vote définitif de la directive approuvée le 13 avril sur la « télévision sans frontières » en raison de la polémique sur les quotas réservés à des productions européennes (10, 16 et 17).

15 - Jean-Denis Bredin est élu à l'Académie française au fauteuil de Marguerite Yourcenar (15 et 17).

17 - Plus de cinq cent mille personnes assistent à la fête « Paris 89 » organisée par la Ville de Paris pour le centenaire de la Tour Eiffel (18-19 et 20).

21 - Mort du compositeur Henri Sauguet (23 et 24).

22 - Le commandant Jacques-Yves Cousteau, reçu à l'Académie française par Bertrand Poirot-Delpech, prononce l'éloge du professeur Jean Delag (24 et 25-26).

26 - M. Chirac inaugure les nouveaux aménagements du Musée Carnavalet. Le Musée de l'histoire de Paris a doublé sa surface d'exposition (27/VI et 4/VI).

28 - Mort du cinéaste néerlandais Joris Ivens (30).

30 - Des droits de l'homme, oratoire de Marins Constant, est créé à Marseille dans la cour de la Vieille Charité (4/VI).

La répression en Chine

DANS la nuit du 2 au 3 juin, la population de Pékin descend à nouveau dans la rue pour s'opposer à des milliers de soldats qui tentent, à pied et sans armes, de se diriger vers la place Tiananmen. Les troupes sont contraintes de rebrousser chemin et, le 3, le soulèvement populaire, qui s'est alors pacifiquement, tourne à l'insurrection.

Dans la nuit du 3 au 4, l'armée intervient massivement, avec des chars et des mitrailleuses lourdes. La violence de la répression contre une foule désarmée suscite une vive réprobation dans le monde entier, sauf à Berlin-Est. Des milliers de personnes sont victimes de ce « nettoyage » de la capitale, mais les médias officiels ne parlent que de deux cents morts civils et de « dizaines » de soldats tués. D'autres affrontements sont signalés à Chengdu (Sichuan) et à Lanzhou (Gansu).

Les jours suivants, tandis que plusieurs villes de province sont paralysées par des grèves, tout comme Hongkong, Pékin est en proie au chaos, et des milliers d'étrangers évacuent la ville. Trois cent mille hommes sont concentrés dans la région de la capitale, et des rumeurs de combats entre unités militaires rivales circulent. Les pays occidentaux décident des sanctions limitées : gel des livraisons d'armes et des contacts à haut niveau avec la Chine. Les relations sont plus déclinées avec les Etats-Unis en raison de l'assile accordé par l'ambassade américaine au dissident chinois M. Fang Lizi et à sa famille.

A partir du 8, les dirigeants commencent à réapparaître en public : d'abord M. Li Peng, premier ministre, puis M. Deng Xiaoping, le 9, qui prononce un « important discours » devant les vétérans du parti et des dirigeants de l'armée. Dans ce dis-

cours, qui est largement diffusé dans le pays avant d'être intégralement publié, le 28, par la presse, M. Deng félicite les militaires d'avoir écrasé la « rébellion contre-révolutionnaire », mais appelle à la poursuite de la politique de réformes économiques et d'ouverture sur le monde extérieur.

A partir du 10, tandis que le calme revient à Pékin, qualifiée par l'armée, la « normalisation » se manifeste par une vague d'arrestations qui s'accompagne de campagnes télévisées pour intimider la population et favoriser la défection. Des mandats d'arrêt sont publiquement lancés, le 13, contre vingt et un dirigeants étudiants.

Le 15, trois personnes sont condamnées à mort à Shanghai et huit autres, le 17, à Pékin, pour leur participation à des émeutes. Malgré les protestations internationales et les appels à la clémence, à l'exception d'une femme, ces dix ouvriers sont tous exécutés dès le 21 et le 22. L'opinion publique et les gouvernements occidentaux expriment leur indignation, mais aucune rupture de relations n'est annoncée afin d'éviter le repli sur elle-même de la Chine.

Le 24, le comité central du PC entérine la destitution de M. Zhao Ziyang, secrétaire général du parti, et nomme pour le remplacer M. Jiang Zemin, qui était secrétaire du parti à Shanghai.

Le 28, tandis qu'on apprend que plusieurs dissidents sont parvenus à fuir à l'étranger, M. Jiang réaffirme que le régime sera « sans merci » à l'égard des « comploteurs ». La poursuite ne fait plus état de nouvelles arrestations, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en ait plus.

Officiellement, mille huit cents personnes seraient déjà emprisonnées (à partir du 4).



Une image trois fois supérieure au 70 mm.

« J'écris dans l'espace » à la Géode

Pierre Etaix réalise le premier film de fiction en Omnimax

« Je n'ai jamais connu un tournage aussi difficile », soupire Pierre Etaix. Tout le matériel est au stade du prototype, chaque plan pose un problème inédit et on travaille à l'aveuglette sans pouvoir juger du résultat. Malgré cela et à cause de tout cela, je suis ravi d'être le premier, d'avoir ce rare privilège. » Assis dans le petit restaurant des studios d'Épigny, le réalisateur de Yoyo oscille entre l'épuisement et l'émerveillement. Il vient d'achever le tournage de *J'écris dans l'espace*, le premier film de fiction réalisé en Omnimax, cette image trois fois supérieure au 70 mm, projetée dans l'hémisphère de la Géode.

Raconter une histoire avec un procédé destiné, jusqu'à présent, à filmer le décollage de la navette américaine ou d'autres documentaires aux effets spectaculaires, le pari est alléchant. Mais il se révèle, à l'épreuve, d'une étonnante complexité. La caméra pèse ses 45 kilos tout habillée, n'existe qu'en trois exemplaires et fait un bruit de mitrailleuse tel qu'il interdit toute prise de son directe. Le film de 85 mm de large défile horizontalement et a une fâcheuse tendance à se déformer sous l'effet du froid ou de l'humidité. L'objectif couvre 145 degrés et attrape dans son champ les projecteurs indésirables que l'éclairage n'a pas pu camoufler. Les inventeurs de l'Omnimax ont oublié de penser aux filtres, qu'il faut fabriquer artisanalement en fonction des besoins.

Aux incertitudes de la technique s'ajoutent celles du contrôle. Dans le viseur de la caméra, l'opérateur n'aperçoit qu'une vague forme ovale, la « petite », dans laquelle il est impossible de lire tous les détails du champ. Le seul laboratoire spécialisé est à Madrid, les truquages se font à Los Angeles. Le traitement est trop coûteux (25 000 francs pour une bobine de trois minutes) pour

tirer une copie de travail. On visionne donc les rushes en réduction sur un film de 35 mm en prêtant le ciel que tout ce qu'on a cru mettre à l'image se retrouve bien à l'écran.

« Nous ne savons pas où nous allons », grognait, après chaque prise de vue, l'opérateur vétéran Henri Alekan. « Pas tout à fait, tout de même », rassurait Pierre Etaix. Essayer les platras est loin de déplaire à l'ancien assistant de Jacques Tati.

Au cœur de l'image

Pour Pierre Etaix, l'enchantement du cinéma, comme celui du cirque, naît d'abord « de la sueur et de la réflexion ». Un humble travail d'artisan, en équipe restreinte, où l'on prend la peine et le temps de demander l'avis du machiniste, les conseils de l'éclairagiste, avant de crier « Moteur ! ». Et puis, on n'a pas tous les jours la chance de jouer aux pionniers du cinéma en transformant une attraction de fête foraine en langage artistique.

M. François Mitterrand devait assister, le 10 juillet, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, à l'avant-première de *J'écris dans l'espace*, premier film de fiction réalisé en procédé Omnimax par Pierre Etaix. Ce film commandé pour la Géode est présenté le même jour au Futuroscope de Poitiers et dans des salles Omnimax à Ottawa, Montréal, Washington, New-York et San-Diego.

« J'avais envie de tourner en Omnimax depuis deux ans », explique Pierre Etaix. Je suis convaincu que ce procédé va donner naissance à un nouveau cinéma, différent du film traditionnel. Le spectateur n'est plus devant l'image mais au cœur de l'image. Il lève la tête pour suivre l'envol d'un oiseau, la balaise pour regarder la suite de l'action dans un autre coin de l'écran. La sensation est aussi prodigieuse que celle qu'éprouvaient les spectateurs de l'entrée du train en gare de La Ciotat. Pour raconter une histoire en Omnimax, il faut maintenant aller au-delà de la sensation, passer à l'émotion. Toutes les règles du cinéma sont à réinventer. Sur un écran hémisphérique, le gros plan

des gags amoureux disséminés dans toute la profondeur du champ. Il rêve aussi de son projet : *Le Nom de Dieu*. « Les producteurs veulent encore devant l'Omnimax parce que ce type de film coûte très cher. Mais, s'il veut sortir de sa crise, le cinéma doit oublier ses problèmes économiques, cesser de faire des téléfilms. J'écris dans l'espace ne passera jamais à la télévision. C'est déjà un progrès. »

Une féerie philosophique

Comme le tournage, la production en Omnimax relève de la haute voltige. C'est Jean-Pierre Lepetit, l'heureux producteur de *Trois hommes et un couffin* qui a relevé le défi à partir d'une commande de la Cité des sciences de La Villette. Le sujet est imposé dans le cadre de la célébration du Bicentenaire de la révolution : l'histoire de Claude Chappe, l'inventeur du télégraphe. Les délais sont contraignants : livraison le 10 juillet pour une grande so-

rée à la Géode en présence de François Mitterrand.

Jean-François Lepetit cherche instinctivement des metteurs en scène de théâtre, tente de séduire Patrice Chéreau et Roman Polanski, rencontre par hasard Pierre Etaix et se laisse convaincre par sa vision du sujet. Le réalisateur, qui déteste le réalisme d'épique des films historiques, dynamise la biographie et, avec la complicité du scénariste Jean-Claude Carrière, la transforme en une fêre philosophique sur la communication.

Reste à trouver le financement. Ce n'est pas l'opération la plus facile : le budget atteint 35 millions de francs pour quarante minutes de film, l'équivalent d'une super production du type *Le Grand Bleu*. La Villette ne peut pas couvrir la totalité. La Mission du Bicentenaire se montre peu prodigue. L'Omnimax, n'étant pas agréé par le Centre national de la cinématographie, n'ouvre pas droit aux aides automatiques, et le ministère de la culture doit effectuer quelques acrobaties juridiques pour pouvoir accorder une petite aide directe.

Jean-François Lepetit est, au bout du compte, obligé d'investir 4 millions pour boucler le budget. Avec des perspectives de recettes encore aléatoires : « Il y a cinquante salles Omnimax à travers le monde. Elles achètent leurs documentaires au forfait et ont un pourcentage des recettes, comme au tout début du cinéma. On ne peut pas produire tant qu'il n'existe pas de véritable circuit commercial. Mais ce circuit ne verra pas le jour tant qu'il n'y aura pas d'œuvres pour l'alimenter. Il faut bien que quelqu'un commence à rompre le cercle en prenant des risques. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Un angle de 180 degrés

Depuis l'invention des frères Lumière, cinéastes et techniciens ont toujours tenté de faire éclater les dimensions de l'écran pour donner plus d'impact à l'image. Les procédés VistaVision, puis le 70 mm ont succédé au CinémaScope. Le CinémaScope a permis d'utiliser un écran circulaire, mais le recours à plusieurs projecteurs rendait son utilisation trop complexe. En imaginant un système à un seul projecteur, l'Australien Ron Jones a donné naissance aux procédés Omnimax et Imax.

Doté d'un objectif « fish eye », le projecteur Omnimax diffuse l'image à travers un angle optique de 180°, largement supérieur à celui de la vision binoculaire humaine (environ 120°). L'écran — en général un dôme hémisphérique comme à la Géode à la Villette — enveloppe donc le spectateur. Le projecteur doit utiliser une lampe de 15 kW, dix fois plus puissante que celle d'un projecteur traditionnel, et doit être constamment refroidi par eau. La pellicule défile horizontalement

dans le projecteur et chaque image mesure 6,9 x 4,8 cm. La pellicule défile au rythme de 24 images par seconde et 102 mètres de pellicule par minute. Il faut plus de 6 kilomètres de film pour une heure de projection. Les mécanismes à mouvements intermittents des projecteurs classiques ne peuvent pas entraîner une telle quantité de pellicule à un tel rythme. L'Omnimax les remplace donc par un mécanisme à « boudes défilantes », qui permet de déplacer le film par

vague pour le caler contre les griffes du projecteur.

La Géode est la plus grande salle Omnimax au monde avec un écran de 1 000 m² et douze haut-parleurs répartis dans l'espace, d'une puissance de 12 000 W. Il existe une trentaine d'autres salles du même type à travers le monde, notamment aux États-Unis, au Japon et au Mexique. Une trentaine d'autres salles utilisent le procédé Imax, qui projette l'image, sans objectif « fish eye », sur un immense écran plat légèrement incurvé.

J.-F. L.

Le 17^e Festival de cinéma de La Rochelle

La tradition réaliste française

Il y a quelque paradoxe à fonder une manifestation aussi importante que le Festival de La Rochelle sur un hommage franco-français, mais elle ne prend que plus de relief d'un contraste voulu entre la France et le reste du monde.

Jean-Loup Pasquet, toujours aux commandes du Festival de La Rochelle (du 29 juin au 9 juillet), malgré l'extrême rigueur de ses choix et une politique de qualité suivie sans faille, voit aujourd'hui ses efforts récompensés : des salles pleines (cinq au total) suivent, l'une, le Japonais Kobayashi, l'autre de la trilogie *la Condition de l'homme* et du long documentaire *Procès de Tokyo*, l'autre, le Finlandais Rami Meilberg et ses grands romans historiques comme *le Soldat inconnu* ou encore Jerry Schatzberg (*Showbus*). Angelopoulos, Tosioli, avec, chaque fois, un choix de leurs meilleurs films ; et puis cette présentation des pays baltes, *le Semence du diable* du Lituanien A. Puipa, qui fait pendant aux ouvertures réussies sur le documentaire de ces mêmes régions, il y a deux ans, à Nyon et à Berlin.

Et nous avons vu, ou revu, le classicisme français dans toute sa splendeur, avec Jean Grémillon, et rendu hommage, en présence de Bertrand Tavernier, son président, et de Ber-

nard Chardère, son directeur, à l'Institut Lumière de Lyon.

Jean Grémillon n'est plus à découvrir, sauf par les jeunes générations. Le temps, beaucoup de temps s'est écoulé depuis la mort du cinéaste, en 1959, et certaines de ses œuvres ont acquis une stature héroïque, il n'y a pas d'autre terme. D'abord *Remorques* (1939-1940), avec Jean Gabin, Madeleine Renaud, Michèle Morgan, décor d'Alexandre Tranchesi, scénario et dialogues de Jacques Prévert. Un Gabin prodigieux en patron de remorqueur, marié à une femme douce et inquiète (Madeleine Renaud), l'intrusion d'une autre femme plus jeune (Michèle Morgan). Toile de fond : la mer et des échos qui se détruisent malgré eux. On ne peut pas ne pas penser aux Renoir et aux Carné de la fin des années 30.

Tout à l'opposé, *Le ciel est à vous* (1944), avec Charles Vanel et Madeleine Renaud, réduit la tragédie aux dimensions d'une aventure domestique : le rêve fou d'un couple de Français moyens qui, avec quatre sous, se lance à la conquête de l'espace et cela aux heures les plus sombres de Vichy. Sujet impossible qui, par son contraste absolu de fond et de rythme avec *Remorques*, donne une idée parfaite du génie d'un cinéaste.

Quant à Chardère et à Tavernier, ils défendaient autre chose, la mémoire de Lyon, leur ville, encore peu sensibilisée à ses trésors, à sa gloire cachée : l'invention de l'art du vingtième siècle. Et, pour preuve, trois documents sur le travail des frères Lumière, ces vrais metteurs

en scène, comme l'affirmait déjà Henri Langlois. Nous le prouveront à tour de rôle deux versions de *la Sortie des usines Lumière*, l'une primée, l'autre hivernale, et un essai polonois, *Prendre film sur cette même invention*.

La soirée de gala, offerte à Lyon par La Rochelle, fut couronnée par la remise symbolique d'un chèque de 10 000 francs à l'Institut Lumière et la projection surprise de *Dans la nuit*, de et avec Charles Vanel, tourné en 1929, près de Lyon. L'arrivée du parlant brisa net la carrière de ce récit sombre, avec ses images impressionnantes de fête foraine et une extraordinaire note populacière. Un cinéaste nous a glissé entre les mains.

LOUIS MARCORRELLES.

● Mort de l'écrivain Frédéric Rey est mort à Paris le 29 juin, venant d'apprendre, à l'âge de soixante-deux ans. Son premier livre, *l'Énergie et le Voyou* (Flammarion, 1974), récit mi-réaliste, mi-érotique d'une amitié singulière, avait été remarqué pour sa justesse de ton et sa joyeuse férocité. Après *Un fils pour l'automne* (1976), *Eve octogénaria* (1977), *le Vieil homme* (1979), le *Compagnon des dames* (1981), il avait obtenu en 1985 le Grand Prix des lectures d'Elle pour son roman, *le Village ardois*, qui retrace la vie d'un village ardois à la fin du dix-neuvième siècle. Le dernier paru, *le Maître des sables et du vent* (1987), publié chez Flammarion, comme les six précédents, était une belle et forte parabole sur l'existence du pouvoir. *L'Homme Michel Ange*, qu'il venait d'achever, doit paraître prochainement aux éditions de Falaise.

ROCK

The Cure à Bercy

La joie de l'angoisse

Puissamment, longuement, brillamment, Robert Smith et son groupe célèbrent le mal de vivre. Pour adolescents et nostalgiques impénitents.

Avant même de voir Robert Smith sur scène, on sait déjà comment il sera habillé. Dans le public, des dizaines d'adolescents sont en noir, pantalons collants et pull informe, cheveux comme teints à l'encre de seiche et dispersés à la suite de l'explosion d'une petite charge au sommet du crâne et rouge à lèvres sanguinolents, filles et garçons. Sous l'incandescence, les trop gros (ne)s se cachent, les trop maigres font illusion. Le soir d'un concert de Cure, le deuil permanent qu'ils affichent ne peut plus cacher la joie qu'ils ont de retrouver l'arbitre de leur indifférence. A Bercy, le 16 juin dernier, pour l'un des premiers concerts de leur tournée marathon en France (comme Pink Floyd, Robert Smith et ses hommes ont commencé leur conquête du monde par leur Outre-Manche à eux ; heureusement, la comparaison s'arrête là, pour l'instant), les arènes étaient transformées en sauna, la tension, qui a disparu de la plupart des grands concerts rock, était retrouvée, cette euphorie qui menace sans cesse de se transformer en violence sans jamais franchir le pas.

Et pourtant Robert Smith, à voir, ce n'est pas grand-chose. Un petit homme un peu bouffi, caché derrière ses lunettes, son maquillage, ses cheveux. Qui essaie de présenter ses chansons en français et avoue coquettement : « Je ne suis plus les mots français, je crois que j'ai trop bu. »

Les gradins éclatent en acclamations, l'alcoolisme de Smith a pris les mêmes proportions épiques que la toxicomanie affichée de Keith Richards en d'autres temps. Et peut-être, après tout, n'est-ce qu'une vraie conquête. En presque trois heures de concert, sa voix ne faiblit pas, furieuse ou solennelle, celine ou méprisante, toujours un peu plaintive. Derrière lui, disposés dans un petit décor recouvert de housses qui ressemblent à une couche de poussière inamovible, Simon Gallup à la basse, Boris Williams à la batterie, Paul Thompson à la guitare et Roger O'Donnell aux claviers. Lui-même, le seul membre du groupe qui avait suivi Smith depuis les débuts, est parti juste avant la sortie de *Disintegration*, le dernier et brillant album. Cure est un groupe (tous les musiciens consacrent les titres de l'album), mais c'est le groupe d'un homme.

Les curistes (appellation contrôlée) se repèrent à merveille entre le romantisme des débuts, la violence des chansons de l'album *Pornography*, les tentations pop de *Kiss me, Kiss me*, *Kiss me* et le retour aux sources de *Disintegration*. Pourtant, une fois l'incendie, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et *Lullaby* (1989) paraît toute petite. Même l'angoisse et même plaisir de l'angoisse. La carrière discographique de Cure avait commencé par *Killing an Arab* (Tuer un Arabe), adaptation en trois minutes de l'évangile, vue de l'extérieur, la distance entre *Boys Don't Cry* (1981) et

Communication

En regroupant Avenir, HMR et United Communication

Havas internationalise son pôle de médias régionaux

L'afficheur Avenir, filiale d'Havas, avait déjà entamé son expansion européenne en échangeant des participations avec l'afficheur britannique Mills and Allen et en créant avec lui Europoster, société implantée en Espagne, en Belgique, au Portugal, et bientôt en Italie avec le rachat de 75 % de l'afficheur GIG.

Cette alliance va prendre une autre dimension avec la création d'Avenir-HMR. Cette société cotée à Paris, et sans doute à Londres ultérieurement, regroupera les actifs d'United Communication, la branche médias de MAI Pic, maison mère de Mills and Allen. Outre cette société d'affichage britannique, ces actifs comprennent David Allen, premier afficheur irlandais, Sky Sites et Pearl and Dean, sociétés qui gèrent de l'affichage (notamment dans les aéroports) et des journaux gratuits en Grande-Bretagne et en Extrême-Orient.

De son côté, Havas apporte à Avenir-HMR l'ensemble de ses participations dans les médias régionaux, c'est-à-dire 52 % de la Comareg, premier éditeur de gra-

tuils français. Havas Régies (qui contrôle 35 % du marché des régies de presse régionale en France) et son activité de presse hebdomadaire régionale.

Au terme de ces apports, et après une augmentation de capital qui n'entraînera aucune dilution du résultat d'Havas, ce dernier détendra la majorité d'Avenir-HMR, MAI en conservant 36 % et le public le reste.

Le nouvel ensemble, placé sous la direction de M. Philippe Santini, actuel PDG d'HMR et Avenir et directeur général d'Havas, aura un chiffre d'affaires d'environ 6 milliards de francs, pour un résultat de 250 millions et 7 000 employés. Avenir-HMR sera de loin le principal afficheur européen (plus de 2,3 milliards de francs), en étant premier dans sept pays (France, Grande-Bretagne, Belgique, Espagne, Portugal, Irlande et Italie). Le groupe sera aussi le premier éditeur européen de journaux gratuits, grâce à la Comareg (1,16 milliard de francs en 1988, avec des implantations en Espagne, en Italie et aux États-Unis).

En réalisant 42 % de ses résultats hors de France, Avenir-HMR contribuera à atteindre l'objectif d'Havas de 30 % du résultat à l'international en 1992. Le nouveau pôle compte renforcer sa présence en presse régionale, pour accompagner éventuellement les titres dont il a la régie, mais sans devenir opérateur de grands quotidiens. Après le CEP (édition), Canal Plus (audiovisuel), Eurocom (publicité et conseil), Havas disposera après cette opération d'un nouveau pôle coté en Bourse et international.

M.C.I.

France Télécom et TDF répondent à M. Jérôme Clément

France Télécom et TDF diffusion de France ont vivement réagi aux propos exprimés dans le Monde du 7 juillet par M. Jérôme Clément, président du directoire de la SEPT et mettant en cause le satellite TDF 1. C'est au contraire « grâce aux actions rapides » entreprises par elles « dès la mise en service du satellite que la SEPT dispose aujourd'hui de ses premiers télé-spectateurs », affirment, dans un communiqué commun, les deux sociétés.

« TDF et France Télécom ne peuvent être tenus pour responsables du faible nombre des équipements individuels de réception directe en D2Mac dont la fabrication et la distribution relèvent — comme les téléviseurs, les magnétoscopes ou les autoradios — des circuits commerciaux grand public. Pour ce qui est de la réception D2Mac sur le câble, poursuit le communiqué, France Télécom, dès la décision du CSA, a passé commande de sept cent soixante mille adaptateurs démodulateurs D2Mac, qui seront progressivement installés à partir du début 1990 sur ses réseaux ».

EN BREF

● Canal France International propose aux Canadiens une association en direction de l'Afrique. — Le président de Canal France International (CFI), M. Fouad Benhalil, a rencontré les 6 et 7 juillet à Montréal les responsables des entreprises audiovisuelles canadiennes pour leur proposer une forme de coopération ou d'association pour la transmission de programmes de télévision vers l'Afrique francophone. Il s'est également efforcé de rassurer ses interlocuteurs sur l'absence de concurrence entre CFI et TV5, la chaîne de la francophonie, qui espère être prochainement diffusée elle aussi vers l'Afrique. Filiale de la Sofrad, CFI est diffusée sur le satellite Intersat V et, depuis deux mois, le rôle de banque de programmes à destination des télévisions africaines.

● Une édition japonaise de Madam Figaro au printemps 1990. — Après avoir lancé en 1988 une édition portugaise vendue à 75 000 exemplaires, le Figaro va lancer en 1990 une version japonaise de son supplément hebdomadaire féminin. L'édition japonaise sera mensuelle. Elle sera conçue avec la société d'édition japonaise TBS Brivaria, une filiale du groupe agro-alimentaire Suntory avec lequel le Figaro s'est associé. Suntory a débuté dans l'édition en 1972 en créant la version japonaise de l'Encyclopédie Britannica, puis celle de l'hebdomadaire américain Newsweek. La Madam Figaro japonaise devra concurrencer sur le marché nippon une quarantaine de titres féminins (dont les versions japonaises de Elle et de Marie-Claire), un secteur de la presse où les investissements publicitaires ont augmenté annuellement de 12 % depuis 1984.

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4344

Après la décision du CSA sur les films interdits aux mineurs

Nombreuses réactions des professionnels

Les réactions des professionnels de l'audiovisuel se poursuivent, après la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de repousser au-delà de 22 h 30 sur le petit écran les films interdits aux moins de treize ans. « La France est désormais rejetée dans le camp des pays les plus répressifs », a estimé, vendredi 7 juillet, l'Union des producteurs de films. Pour celle-ci, il s'agit d'une « inéquitable atteinte à la liberté de choix des téléspectateurs ».

« Le CSA doit revoir sa position, estime-t-elle, il en va de la liberté et de la qualité de la création en France mais également de l'avenir d'une production indépendante et diverse ».

De son côté, la Société des réalisateurs de films estime que « la décision du CSA témoigne d'une profonde méconnaissance des pro-

blèmes de la télévision, du cinéma et de la censure ». En conséquence, elle « prie instamment le CSA de bien vouloir revenir sur cette décision très malvenue en cette année du Bicentenaire ».

Le discours de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) n'est pas très différent, qui dénonce « un acte de censure inapproprié », pris « sans aucune concertation avec les organisations professionnelles » et ayant « des conséquences tout à fait graves pour l'équilibre financier du cinéma français ». La SACD critique, en outre, le côté « totalement discriminatoire » de la mesure « à l'égard des téléfilms et des séries qui ne sont soumis à aucun contrôle interne des chaînes de télévision » lequel, selon elle, « risque forcément d'être moins rigoureux ».

M. Parretti veut faire de TMC Italie une chaîne européenne

M. Gian-Carlo Parretti dévoile, dans un entretien au quotidien romain la Repubblica, ses projets pour TMC-Italie, la chaîne de télévision italienne qu'il est sur le point de racheter avec son associé, Florio Florio (SASEA). « Je veux investir 400 à 500 millions de dollars, les deux prochaines années, déclare-t-il, avec l'objectif d'atteindre une audience de 8 à 10 % en Italie. Mais c'est seulement une partie de l'investissement : TMC deviendra aussi la première véritable télévision européenne avec un journal télévisé diffusé dans toute la Communauté avec quatre éditions quotidiennes directement depuis Bruxelles et en plusieurs langues sur le modèle de la chaîne CNN, de Ted Turner. Nous offrons aux téléspectateurs beaucoup de sport en direct et de spectacles

ainsi que les films des catalogues Pathé et Caméra ».

En attendant de reprendre TMC Italie — qui, pour le moment, atteint à peine 3 % de l'audience et perd 200 millions de francs par an, — M. Parretti doit se battre en France pour tenter de conserver Pathé. Mardi 11, le tribunal de commerce rendra son arrêt sur la requête du ministère des finances. Celui-ci veut obtenir le report pour quatre mois de l'assemblée générale de Max Théret Investissements (MTI), reprenneur de Pathé, afin d'empêcher M. Parretti de procéder à une augmentation de capital en confiant son pouvoir au groupe cinématographique. De son côté, le groupe Rivaud, ancien propriétaire de Pathé, a engagé une autre action contre MTI pour récupérer ses actions.

« Le Nouvel Observateur » condamné pour injures envers M. Jean Royer

TOURS de notre correspondant

Le 16 février dernier, en pleine campagne pour les élections municipales, le Nouvel Observateur avait réalisé une enquête nationale sur les pratiques des municipalités. L'hebdomadaire avait fait imprimer une série d'affiches personnalisées, une pour chaque ville ayant fait l'objet de l'enquête. Tours figurait au rang de celles-ci et les kiosques de la ville avaient été tapissés par des affiches indiquant : « Tours, votre maire est le corrompu ». Ce dont M. Royer, maire depuis 1959, s'était offensé, même si l'enquête répondait par la négative. Il avait donc poursuivi M. Claude Perdriel, directeur de la publication, pour injures.

Le tribunal de Tours avait évoqué l'affaire le 7 juin dernier. Il considère que le terme « corrompu » sans imputation d'aucun fait précis est

bien une injure. Qu'elle vise précisément le maire de Tours, bien qu'il n'ait pas été cité, l'indication de la fonction, le nom de la ville, le contexte de l'affichage en période électorale étaient de nature à permettre aisément l'identification de celui à qui elle s'adressait.

Le tribunal a d'autre part estimé que le fait d'employer une expression outrageante sur le mode interrogatif ne lui retirait pas son caractère dangereux et que le seul fait de s'interroger ou d'inviter à s'interroger sur la loyauté ou l'honneur de la personne publique suffit à porter atteinte à son honneur et à sa dignité.

M. Claude Perdriel a été condamné à 10 000 F d'amende, aux dépens et, solidairement avec la Société civile du Nouvel Observateur, à 1 franc de dommages et intérêts et à 2 000 F au titre des frais.

ALEXIS BODDAERT.

Télévision haute définition

La Corée du Sud pourrait adopter la norme européenne

Les Sud-Coréens sentiraient-ils le vent tourner ? À l'issue d'une visite officielle faite auprès de la Communauté européenne par le ministre des affaires étrangères de Séoul, M. Choi Ho-jong, l'ambassadeur de la Corée du Sud à Bruxelles, M. Yoo Chong-ha, a indiqué que son pays n'exclutait pas d'adopter la norme européenne de haute définition (TVHD) HD-MAC. Cette norme est en compétition avec le standard japonais MUSE.

Récemment, les autorités américaines, qui au départ s'étaient prononcées en faveur de MUSE, ont décidé de ne plus soutenir ce procédé de TVHD pour privilégier un système mis

au point aux États-Unis, qui aurait toutes les chances d'être compatible avec le standard européen. Rien n'est encore fait mais, manifestement, la balance commence à pencher légèrement du côté de HD-MAC.

La télévision haute définition, dont l'investissement est prévu dans les milieux des années 90, entraînera progressivement le renouvellement du parc mondial des téléviseurs. C'est un marché de quelque 100 milliards de dollars (640 milliards de francs), qui s'offre aux fabricants de matériels électroniques. Il attire bien des ambitions.

A.D.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5040 HORIZONTALEMENT

I. Tel qu'il ne vaut mieux pas y frotter son nez. Pousse à la consommation. — II. Ne mange pas à heures fixes. Se remplit la panse. Cache des choses. — III. Conjonction. Travail pour la forme. Retour à la discrétion. — IV. Souvent rencontrée. Se fait rejeter. — V. Sans effets. Ne tait pas à ce qu'on la tire du ruisseau. Suscite des envies. — VI. D'un auxiliaire. N'est pas à se plaindre. Peut être haut placé. — VII. Pas sage. Pour celui qui met le pied à l'étrier. — VIII. Aménagé à se méfier. Va à la mer. Est en boule. Offre de multiples occasions de faire le point. — IX. Sa force se fait sentir. Fais une formation sur le tas. — X. On connaît le jour de sa fin. Quelqu'un qui est d'attaque. — XI. Pas « out ». Est capable de nous en boucher un coin. Est responsable de nombreuses fuites. — XII. Accompagne ceux qui reviennent de loin. Telles qu'on n'y voit pas que du bleu. — XIII. Ce n'est pas la peine qu'il coupe en deux. Pas sorti. — XIV. Privés d'un peu d'elles-mêmes. Nous aide à être bien vus. — XV. Fait perdre le sens des réalités. Variétés de mondes.

Solution du problème n° 5039

Horizontalement
I. Perdants. — II. Epoux. — III. Ure. Train. — IV. Rosée. Nô. — V. Sutures. — VI. Viso. Art. — VII. Se. Tian. — VIII. Rédiger. — IX. Reines. On. — X. Dot. Elle. — XI. Bannière. Et.

Verticalement
1. Pour. Série. — 2. Eprouvé. Elle. — 3. Rosti. Rion. — 4. Dû. Satisfait. — 5. Astéroïde. — 6. Nérée. Aïe. — 7. Tui. Sang. — 8. Erin. Eole. — 9. Nocturne.

GUY BROUTY.

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

LE TITRE DU JOUR
Suivez les événements
heure par heure

ACTUALITÉ

36.15 LEMONDE

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans le Monde. Les programmes de la semaine du 9 juillet sont : P. Séoul dans « Le Monde radio-télévision ». Q. Film à évaluer. On peut voir. R. Ne pas manquer. S. Chef d'œuvre en cinémas.

Samedi 8 juillet

TF 1

20.35 Variétés : Michel Leeb à l'Olympia. 22.15 Série : Dans la chaleur de la nuit. 23.05 Magazine : Forum Sport. 0.05 Journal et Météo. 0.25 Série : Drôles d'histoires. 1.15 Série : Météo.

A 2

20.40 Jeux sans frontières. 22.00 Documentaire : Les grandes tentes du monde. 2. La bataille d'Alger. 23.05 Journal et Météo. 23.25 Football : Retour au château. 1.00 Séries secondaires. 1.05 Le Journal du Tour de France (rediff.).

FR 3

20.35 Samedi 8 juillet. 21.30 Journal et Météo. 22.15 Magazine : Le dimanche.

22.35 Documentaire : La grande aventure d'Alain-Provence. 23.30 Magazine : Sports 3.

CANAL PLUS

20.30 Série : Un jour à Rome. 21.45 Flash d'informations. 21.50 Sport : Boxe. 0.00 Cinéma : Le mutant. 1.15 Cinéma : L'irlandais. 2.55 Cinéma : Les phobes de l'indépendance. 4.05 Cinéma : Frenzy. 5.35 Cinéma : La vie est belle. 6.

LA 5

20.30 Téléfilm : Le paradis des hommes. 22.15 Série : La belle et le bête. 23.30 Sport : Tennis. 0.00 Journal et Météo. 0.05 Série : Arabesque.

1.05 Les brigades du Tigre (rediff.). 2.00 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.30 Bonheur et compagnie (rediff.). 2.45 Journal de la nuit. 2.50 Série : Peau de lion. 3.35 Voltaire, volonte (rediff.). 5.35 Bonheur et compagnie (rediff.). 5.50 Magazine : Actes de révol.

M 6

20.30 Téléfilm : Sortie de secours. 22.55 Téléfilm : La bombe. 23.00 Six minutes d'informations. 23.05 Magazine : Chances. 0.15 Variétés : You can dance. 2.00 Chances (rediff.). 2.30 Documentaire : Le monde sauvage. 3.00 Documentaire : Les îles du monde. 3.50 Documentaire : Le tour d'Irlande. 4.20 Téléfilm : Le tour d'Irlande.

Dimanche 9 juillet

TF 1

6.30 Météo. 6.35 Série : Drôles d'histoires. 7.00 Bonheur et compagnie. 7.05 Bonheur et compagnie. 7.10 Bonheur et compagnie. 7.15 Bonheur et compagnie. 7.20 Bonheur et compagnie. 7.25 Bonheur et compagnie. 7.30 Bonheur et compagnie. 7.35 Bonheur et compagnie. 7.40 Bonheur et compagnie. 7.45 Bonheur et compagnie. 7.50 Bonheur et compagnie. 7.55 Bonheur et compagnie. 8.00 Bonheur et compagnie. 8.05 Bonheur et compagnie. 8.10 Bonheur et compagnie. 8.15 Bonheur et compagnie. 8.20 Bonheur et compagnie. 8.25 Bonheur et compagnie. 8.30 Bonheur et compagnie. 8.35 Bonheur et compagnie. 8.40 Bonheur et compagnie. 8.45 Bonheur et compagnie. 8.50 Bonheur et compagnie. 8.55 Bonheur et compagnie. 9.00 Bonheur et compagnie. 9.05 Bonheur et compagnie. 9.10 Bonheur et compagnie. 9.15 Bonheur et compagnie. 9.20 Bonheur et compagnie. 9.25 Bonheur et compagnie. 9.30 Bonheur et compagnie. 9.35 Bonheur et compagnie. 9.40 Bonheur et compagnie. 9.45 Bonheur et compagnie. 9.50 Bonheur et compagnie. 9.55 Bonheur et compagnie. 10.00 Bonheur et compagnie. 10.05 Bonheur et compagnie. 10.10 Bonheur et compagnie. 10.15 Bonheur et compagnie. 10.20 Bonheur et compagnie. 10.25 Bonheur et compagnie. 10.30 Bonheur et compagnie. 10.35 Bonheur et compagnie. 10.40 Bonheur et compagnie. 10.45 Bonheur et compagnie. 10.50 Bonheur et compagnie. 10.55 Bonheur et compagnie. 11.00 Bonheur et compagnie. 11.05 Bonheur et compagnie. 11.10 Bonheur et compagnie. 11.15 Bonheur et compagnie. 11.20 Bonheur et compagnie. 11.25 Bonheur et compagnie. 11.30 Bonheur et compagnie. 11.35 Bonheur et compagnie. 11.40 Bonheur et compagnie. 11.45 Bonheur et compagnie. 11.50 Bonheur et compagnie. 11.55 Bonheur et compagnie. 12.00 Bonheur et compagnie. 12.05 Bonheur et compagnie. 12.10 Bonheur et compagnie. 12.15 Bonheur et compagnie. 12.20 Bonheur et compagnie. 12.25 Bonheur et compagnie. 12.30 Bonheur et compagnie. 12.35 Bonheur et compagnie. 12.40 Bonheur et compagnie. 12.45 Bonheur et compagnie. 12.50 Bonheur et compagnie. 12.55 Bonheur et compagnie. 13.00 Bonheur et compagnie. 13.05 Bonheur et compagnie. 13.10 Bonheur et compagnie. 13.15 Bonheur et compagnie. 13.20 Bonheur et compagnie. 13.25 Bonheur et compagnie. 13.30 Bonheur et compagnie. 13.35 Bonheur et compagnie. 13.40 Bonheur et compagnie. 13.45 Bonheur et compagnie. 13.50 Bonheur et compagnie. 13.55 Bonheur et compagnie. 14.00 Bonheur et compagnie. 14.05 Bonheur et compagnie. 14.10 Bonheur et compagnie. 14.15 Bonheur et compagnie. 14.20 Bonheur et compagnie. 14.25 Bonheur et compagnie. 14.30 Bonheur et compagnie. 14.35 Bonheur et compagnie. 14.40 Bonheur et compagnie. 14.45 Bonheur et compagnie. 14.50 Bonheur et compagnie. 14.55 Bonheur et compagnie. 15.00 Bonheur et compagnie. 15.05 Bonheur et compagnie. 15.10 Bonheur et compagnie. 15.15 Bonheur et compagnie. 15.20 Bonheur et compagnie. 15.25 Bonheur et compagnie. 15.30 Bonheur et compagnie. 15.35 Bonheur et compagnie. 15.40 Bonheur et compagnie. 15.45 Bonheur et compagnie. 15.50 Bonheur et compagnie. 15.55 Bonheur et compagnie. 16.00 Bonheur et compagnie. 16.05 Bonheur et compagnie. 16.10 Bonheur et compagnie. 16.15 Bonheur et compagnie. 16.20 Bonheur et compagnie. 16.25 Bonheur et compagnie. 16.30 Bonheur et compagnie. 16.35 Bonheur et compagnie. 16.40 Bonheur et compagnie. 16.45 Bonheur et compagnie. 16.50 Bonheur et compagnie. 16.55 Bonheur et compagnie. 17.00 Bonheur et compagnie. 17.05 Bonheur et compagnie. 17.10 Bonheur et compagnie. 17.15 Bonheur et compagnie. 17.20 Bonheur et compagnie. 17.25 Bonheur et compagnie. 17.30 Bonheur et compagnie. 17.35 Bonheur et compagnie. 17.40 Bonheur et compagnie. 17.45 Bonheur et compagnie. 17.50 Bonheur et compagnie. 17.55 Bonheur et compagnie. 18.00 Bonheur et compagnie. 18.05 Bonheur et compagnie. 18.10 Bonheur et compagnie. 18.15 Bonheur et compagnie. 18.20 Bonheur et compagnie. 18.25 Bonheur et compagnie. 18.30 Bonheur et compagnie. 18.35 Bonheur et compagnie. 18.40 Bonheur et compagnie. 18.45 Bonheur et compagnie. 18.50 Bonheur et compagnie. 18.55 Bonheur et compagnie. 19.00 Bonheur et compagnie. 19.05 Bonheur et compagnie. 19.10 Bonheur et compagnie. 19.15 Bonheur et compagnie. 19.20 Bonheur et compagnie. 19.25 Bonheur et compagnie. 19.30 Bonheur et compagnie. 19.35 Bonheur et compagnie. 19.40 Bonheur et compagnie. 19.45 Bonheur et compagnie. 19.50 Bonheur et compagnie. 19.55 Bonheur et compagnie. 20.00 Bonheur et compagnie. 20.05 Bonheur et compagnie. 20.10 Bonheur et compagnie. 20.15 Bonheur et compagnie. 20.20 Bonheur et compagnie. 20.25 Bonheur et compagnie. 20.30 Bonheur et compagnie. 20.35 Bonheur et compagnie. 20.40 Bonheur et compagnie. 20.45 Bonheur et compagnie. 20.50 Bonheur et compagnie. 20.55 Bonheur et compagnie. 21.00 Bonheur et compagnie. 21.05 Bonheur et compagnie. 21.10 Bonheur et compagnie. 21.15 Bonheur et compagnie. 21.20 Bonheur et compagnie. 21.25 Bonheur et compagnie. 21.30 Bonheur et compagnie. 21.35 Bonheur et compagnie. 21.40 Bonheur et compagnie. 21.45 Bonheur et compagnie. 21.50 Bonheur et compagnie. 21.55 Bonheur et compagnie. 22.00 Bonheur et compagnie. 22.05 Bonheur et compagnie. 22.10 Bonheur et compagnie. 22.15 Bonheur et compagnie. 22.20 Bonheur et compagnie. 22.25 Bonheur et compagnie. 22.30 Bonheur et compagnie. 22.35 Bonheur et compagnie. 22.40 Bonheur et compagnie. 22.45 Bonheur et compagnie. 22.50 Bonheur et compagnie. 22.55 Bonheur et compagnie. 23.00 Bonheur et compagnie. 23.05 Bonheur et compagnie. 23.10 Bonheur et compagnie. 23.15 Bonheur et compagnie. 23.20 Bonheur et compagnie. 23.25 Bonheur et compagnie. 23.30 Bonheur et compagnie. 23.35 Bonheur et compagnie. 23.40 Bonheur et compagnie. 23.45 Bonheur et compagnie. 23.50 Bonheur et compagnie. 23.55 Bonheur et compagnie. 24.00 Bonheur et compagnie.

TF 1

11.30 RFO hebdo. 12.00 Magazine : Musicales (rediff.). 12.57 Flash d'informations. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Forum RMC-FR3. 14.30 Magazine : Sports hebdo. 17.00 Cinéma : Les quatre cavaliers. 17.05 Magazine : Montagne. 17.30 Anne 3. 19.05 Série : La loi selon MacGraw. 19.55 Flash d'informations. 20.02 Série : Benny Hill. 20.30 Documentaire : Optique. 21.30 Magazine : Océaniques. 22.05 Journal et Météo. 22.30 Cinéma : La lettre de Jeanne. 22.35 Cinéma : La lettre de Jeanne. 22.40 Cinéma : La lettre de Jeanne. 22.45 Cinéma : La lettre de Jeanne. 22.50 Cinéma : La lettre de Jeanne. 22.55 Cinéma : La lettre de Jeanne. 23.00 Cinéma : La lettre de Jeanne. 23.05 Cinéma : La lettre de Jeanne. 23.10 Cinéma : La lettre de Jeanne. 23.15 Cinéma : La lettre de Jeanne. 23.20 Cinéma : La lettre de Jeanne. 23.25 Cinéma : La lettre de Jeanne. 23.30 Cinéma : La lettre de Jeanne. 23.35 Cinéma : La lettre de Jeanne. 23.40 Cinéma : La lettre de Jeanne. 23.45 Cinéma : La lettre de Jeanne. 23.50 Cinéma : La lettre de Jeanne. 23.55 Cinéma : La lettre de Jeanne. 24.00 Cinéma : La lettre de Jeanne.

CANAL PLUS

7.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 8.55 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 10.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 11.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 12.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 13.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 14.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 15.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 16.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 17.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 18.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 19.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 20.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 21.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 22.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 23.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963). 24.00 Cinéma : Faut-il rester en France ? Film français de Jean Girault (1963).

des révol. 8.30 Météo. 8.35 Météo. 9.20 Sunday Jeunesse. 9.45 Fantôme. 10.10 Vitesse et le maginif des révol. 10.35 Révol sans finale (rediff.). 11.00 Série : Wonder Woman. 12.00 Série : Chasseurs d'ombres. 13.00 Journal. 13.25 Série : La belle et le bête (rediff.). 15.00 Sport : Tennis. 19.00 Série : La fièvre d'Hawaii. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Liberté, égalité, danger. 21.30 Cinéma : Liberté, égalité, danger. 22.00 Cinéma : Liberté, égalité, danger. 22.30 Cinéma : Liberté, égalité, danger. 23.00 Cinéma : Liberté, égalité, danger. 23.30 Cinéma : Liberté, égalité, danger. 24.00 Cinéma : Liberté, égalité, danger.

M 6

6.00 Dessin animé : La licorne d'Ambrun. 6.20 Variétés : Météo (rediff.). 7.30 Top 10 (rediff.). 7.40 Magazine : Bonheur des clips. 9.00 Jeu : Chiffres. 11.00 Dessin animé : Gadgifs. 11.30 Hit, hit, hit, hit. 11.55 Informations. 12.00 Informations : M 6 express. 12.05 Dessin animé : Gadgifs. 12.30 Série : Les routes du paradis. 13.20 Série : Madame est servie (rediff.). 13.45 Téléfilm : Au nom de la loi. 15.00 Cinéma : Liberté, égalité, danger. 17.00 Hit, hit, hit, hit. 17.10 Série : Vegas. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Clair de lune. 19.00 Série : Devine laquelle. 19.40 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Téléfilm : Echec aux héros-lol. 21.50 Six minutes d'informations. 22.05 Cinéma (rediff.). 22.00 Téléfilm : Le tour d'Irlande. 23.40 Magazine : Chances (rediff.). 0.10 Musique : Bonheur des clips. 1.50 Les minutes des documents de l'histoire de l'Europe. 1983. 4.00 Le tour d'Irlande (rediff.). 5.00 Chances (rediff.). 4.10 Série : Météo. Les jokers. 6.00 Série : Doctor Carné.

LA 5

6.30 Le Journal permanent. De 7.30 à 11.00 Dessin animé. 7.30 Les Schtroumpfs. 8.05 Vitesse et le maginif.

هكزان الالهي

حکومت الوطن

Économie

• Le Monde • Dimanche 9-Lundi 10 juillet 1989 15

La nomination des PDG des sociétés nationalisées

Il n'y a plus de « chasse aux sorcières »

(Suite de la première page.)

Les changements, très politiques, n'ont pas été les signes avant-coureurs d'une hécatombe. Au contraire.

Pratiquement tous les patrons des grands groupes publics ont conservé leur siège : MM. Alain Gomez (Thomson SA), Jean-René Fourton (Rhône-Poulenc), Jean Gandois (Pechiney), René Thomas (BNP), Michel Albert (AGF) et François Heilbronn (GAN) restent PDG. Parmi les grands du secteur public, seuls deux établissements changent de patron : Elf-Aquitaine, où M. Luc Le Floch-Prigent remplace M. Michel Pecqueur, et la Compagnie financière du CIC, où M. Carle succède à M. Saint-Geours.

Une promotion pluraliste

Incontestablement, l'appartenance à un parti politique n'apparaît plus comme la clé d'un poste de responsabilité dans le secteur public. La promotion 1989 des PDG est pluraliste... sauf qu'elle ne compte aucune femme. A côté des « sapeurs », on y retrouve des hommes qui se situent plutôt à droite sur l'échiquier politique, et nommés par le gouvernement Chirac : M. Heilbronn (GAN), ancien conseiller économique de M. Jacques Chirac à Matignon en 1986 ; M. Fourton (Rhône-Poulenc), ami personnel de M. Giscard d'Estaing ; M. Albert (AGF), considéré comme proche des barrières, etc. Les proches du Parti socialiste sont néanmoins les plus nombreux, avec notamment MM. Le Floch-Prigent (Elf-Aquitaine), Gérard Colé (France-Loto), Louis Gallois (SNECMA), Henri Guillaume (Anvar), Jean-Pierre Aubert (CIC-Paris), Patrick Carrel (Banque Paribas)...

Cette diversité politique traduit une certaine décapitation dans le domaine économique. Pour les membres actuels du gouvernement, il n'y a pas une gestion de droite et une gestion de gauche des entreprises. « Le gouvernement doit choisir les meilleurs, sans a priori politique, ni doctrinal », avait déclaré Pierre Bérégovoy, le ministre de l'Économie (le *Nouvel Observateur*, daté 18-24 mai). Sur quels critères a-t-il choisi « les meilleurs » et éliminé les autres ? Les ministres en ont affichés plusieurs successivement.

Aucun cependant n'explique tous les choix du président de la République. Des inévitables subsistent : ils ont sans doute pour nom l'amitié, la revanche, les petites jalousies...

M. Bérégovoy avait annoncé qu'il « veut mieux mettre à la tête des entreprises publiques les personnes qui ont fait preuve de laudateurs des privatisations » (le *Nouvel Observateur*). Ce critère ne semble pas avoir été retenu. Pour n'en citer que quelques-uns, MM. Heilbronn (GAN), Fourton (Rhône-Poulenc), Lamotte (Scalbert-Dupont) étaient du moins entre 1986 et 1988 des partisans — sinon des militants — des privatisations. Ils n'en ont pas moins été reconduits dans leur fonction. Ils sont certes plus discrets sur ce thème depuis que les Français se sont déclarés en faveur du « ni nationalisation, ni privatisation ».

Le degré de soumission à leurs autorités de tutelle a-t-il été un critère dans les nominations de cet été 1989 ? Certains financiers estiment, par exemple, que M. Heilbronn doit son maintien à la présidence du GAN au soutien qu'il a apporté l'hiver dernier à M. Bérégovoy dans la bataille sur le capital de la banque récomposée privatisée, la Société générale. Le ministre d'État rejette catégoriquement l'affirmation. Il est vrai que MM. Peyrelevade et Albert ont été, eux aussi, reconduits alors qu'ils avaient refusé de soutenir le ministre des finances dans la même affaire.

En fait, ce qui a été décisif, explique notamment M. Bérégovoy, ce sont « l'efficacité, la compétence et le sens de l'intérêt général ». La stratégie mise en œuvre comme les résultats financiers affichés ont été appréciés par l'actionnaire, l'État. Si de nombreux PDG ont été reconduits, c'est aussi parce qu'ils ont, pour la plupart, annoncé des profits élevés au cours des derniers exercices et en particulier en 1988.

Certains, comme M. Gomez chez Thomson, ont aussi été maintenus afin d'achever l'œuvre qu'ils ont commencée à accomplir. Le critère de « compétence et de professionnalisme » n'explique pas cependant pourquoi des hommes comme M. Pecqueur (Elf) ou M. Saint-Geours (CIC) ou M. Tessier (France-Loto) ont été écartés de leurs responsabilités.

Le « cru 89 » a aussi révélé un phénomène nouveau dans le secteur public : engagés dans une stratégie d'entreprise, les patrons se préoccupent aussi de leur succession. L'État leur donne raison. M. Jacques Stern, président des Machines Bull a ainsi mis le pied à l'étrier M. Francis Lorentz, son directeur général. Le président de la République a donné son accord : M. Lorentz succède à

M. Stern dans de bonnes conditions pour la société. A peine reconduits, plusieurs grands patrons (notamment M. Raymond Lévy, de Renault) ont ainsi fait savoir qu'ils avaient l'intention de préparer sereinement, et dès maintenant, leur succession.

« Commissaires politiques »

En cet été du Bicentenaire, les têtes ne sont donc pas tombées. Du moins pour des raisons politiques. Selon certaines informations, le gouvernement envisagerait pourtant de nommer auprès de quelques PDG (notamment au Crédit lyonnais, chez Thomson ou à Rhône-Poulenc) des directeurs généraux. « De futurs commissaires politiques », s'appelleraient-ils.

Si le processus de désignation des patrons d'entreprises publiques a été mené, cette fois, avec une grande sérénité, il n'a, en revanche, pas été l'occasion de soulever une question pourtant jugée essentielle par les milieux industriels et financiers : la

durée des mandats des PDG. « Nous sommes pour la continuité, mais un actionnaire responsable ne peut pas s'interdire des changements », avait expliqué M. Fauroux (le *Monde* du 6 juin). Il ajoutait : « Ce qu'il faut, c'est banaliser le système : ni mandats éternels, ni secousses intempestives... »

Afin d'assurer cette continuité et de permettre aux dirigeants des sociétés publiques de mettre en œuvre et de récolter les fruits de leur stratégie, le ministre de l'Industrie plaiderait en faveur d'un allongement de trois à cinq ans de la durée des mandats. D'autres, au contraire, auraient suggéré de soumettre les PDG des sociétés nationales au même régime que celui des patrons de nombreuses firmes privées : qu'ils soient en conséquence jugés chaque année par leurs actionnaires. Le débat n'a pas eu lieu. La *Lettre* était muette sur ce sujet, tandis qu'il s'en tenait, jusqu'à la fin de la législature, à ce mandat de trois ans, avec tous les inconvénients qu'il comporte, pour le bon fonctionnement des entreprises concernées.

ERIK IZRALEWICZ

EDF envisage l'arrêt de ses commandes nucléaires

(Suite de la première page.)

Mais c'est le dernier atterrissage possible. Au-delà de 1991, il faudra en effet fermer le chantier de Civaux, où les travaux de génie civil, déjà engagés depuis quatre ans, devront être achevés pour de bon. Un coût non négligeable... mais non chiffré par l'établissement.

EDF n'a aucun besoin de nouveau réacteur, avant plusieurs années. Bien au contraire ! Compte tenu de l'évolution prévisible de la consommation et des programmes déjà lancés — huit centrales sont encore en cours de construction, « le suréquipement persistera au moins jusqu'en 1993. Et cela, quelle que soit l'hypothèse de croissance retenue. Au rythme actuel de consommation, le besoin de nouvelle centrale ne se fera sentir qu'en 1996 ; avec une croissance de la consommation accélérée, il n'apparaît qu'en 1993, et avec un rythme ralenti pas avant l'an 2000... »

Un choix politique

Anticiper sur ces besoins en commandant, comme prévu jusqu'ici, une nouvelle centrale à la fin de 1990 coûterait 2 milliards de francs. Mais prolonger le « gel » jusqu'en 1993 revient à arrêter le programme sans possibilité de camoufler plus longtemps la décision. En effet, dans cette hypothèse, une fois achevées les centrales commandées avant 1987 — toujours en cours de construction, — EDF et son fournisseur Framatome resteraient en

1993-1994 un an au moins sans aucun chantier, alors que, jusqu'ici, le « lissage » des commandes permet de maintenir un plan de charge minimum, mais ininterrompu.

Hésitant à trancher sur le fond, la direction d'EDF a décidé de proposer aux pouvoirs publics une solution médiane qui consiste à prolonger d'un an le gel des commandes, repoussant à la fin de 1991 — au lieu de fin 1990 comme prévu — l'engagement ferme du réacteur de Civaux. Une anticipation sur les besoins qui coûterait quand même 1,2 milliard — au lieu de 2 prévus, — mais ne compromettrait pas la filière et ne remettrait pas en cause le projet de Civaux. Le programme, après un gel de cinq ans, pourrait ensuite repartir au rythme d'une commande tous les deux ans et demi.

Les pouvoirs publics sont donc pour la première fois depuis six ans placés dans l'obligation de se prononcer sur le fond. La décision est politique. Doit-on poursuivre l'équipement nucléaire du pays, pour sauvegarder l'industrie, et satisfaire la CGT et les élus concernés — M^{me} Edith Cresson, maire de Châtelleraud, a toujours soutenu le projet de Civaux. Ou arrêter les frais, pour soulager les comptes d'EDF et — plaire aux écologistes ? Le fait même qu'EDF laisse la question ouverte et chiffre le coût de la poursuite du programme, sans chiffrer celui de l'abandon, montre assez où vont ses vœux.

VÉRONIQUE MAURUS.

EN BREF

● SANOFI et INTERAGRA en URSS. — Sanofi (groupe Elf-Aquitaine) et Interagra (le groupe qu'avait créé Jean-Baptiste Doumeng) viennent de constituer, avec un partenaire soviétique, une société spécialisée dans la production de semences de tournesol. Sovfrance Hybrides. Créée avec l'aide du consortium CAIUS (Coopération agro-industrielle avec l'Union soviétique), la nouvelle société bénéficiera du savoir-faire technologique en génie génétique de Sanofi (30 % du capital), et de l'expérience commerciale d'Interagra (10 %). Le reste du capital, de 70 millions de francs, sera détenu par l'Institut soviétique des cultures oléagineuses d'Ukraine. L'objectif est d'ensemencer 200 000 hectares de terres, pour la production de 500 000 tonnes de tournesol, destiné au marché intérieur soviétique.

● Promouvende rachetée par ses salariés. — La société Promouvende, de Villers-Bocage (Calvados) a été rachetée par ses salariés, dans le cadre d'une procédure RES (Reprise d'entreprise par les salariés). « Sur 1 030 souscripteurs potentiels, auxquels nous demandions une mise de 15 000 F, 889 ont choisi de devenir actionnaires », a déclaré M. Jean-Pierre Boizard, directeur de la société. Les salariés détiennent désormais 48 % des parts de la société, et 58 % des droits de vote. Promouvende, qui prévoit de réaliser en 1989 un chiffre d'affaires de 1,9 milliard de francs, compte en outre deux partenaires financiers, le groupe Indosuez et l'Institut de développement des industries agro-alimentaires, et deux partenaires stratégiques, la coopérative Coop-Can et le groupe Optoro.

● Grève des dockers britanniques à partir du 10 juillet. — Les dockers britanniques ont voté à une très forte majorité en faveur d'une grève illimitée à compter du lundi 10 juillet, s'il n'est pas accordé le 7 juillet de sources proches des syndicats. Les 5 400 dockers protestent contre l'annulation par le gouvernement d'un statut qui, depuis 1947, leur garantissait l'emploi à vie. Plusieurs des principaux ports britanniques sur la quarantaine dans lequel le monopole d'embauche était en vigueur, tels Liverpool et Southampton, devaient être paralysés par le mouvement. — (Reuters, AFP.)

● Pêche : accord franco-espagnol dans le golfe de Gascogne. — Un accord a été signé, le 7 juillet, entre professionnels de la pêche française et espagnole instituant un « code de bonne conduite » dans le golfe de Gascogne. Depuis de nombreuses années, en effet, et surtout depuis que l'Espagne (qui a une flotte de pêche très puissante) est entrée dans la CEE, des conflits, parfois graves, éclataient périodiquement entre pêcheurs des deux pays qui travaillent dans la même zone. Les Espagnols pratiquent le métier de la palangre (c'est-à-dire avec de longues lignes tendues sur 20 à 30 kilomètres), les Français opérant surtout avec des chalutiers ou en posant des filets. L'accord vise à améliorer la communication entre les navires par la constitution d'un lexique et la mise au point d'une réservation de fréquence radio, à assurer une meilleure signalisation des différents navires et de leurs appareils de pêche, et à organiser de nouvelles règles de navigation.

Nouvelles mesures de refroidissement de l'économie en Espagne

Malgré deux plans de refroidissement depuis le début de l'année les dirigeants de Madrid s'inquiètent toujours de la surchauffe de l'économie. Estimant que le rythme actuel de croissance en Espagne est toujours voisin de 6 %, et surtout que la demande intérieure progresse de 7 % par an, le ministre des finances M. Carlos Solchaga a annoncé, le vendredi 7 juillet, un ensemble de mesures restrictives en matière monétaire et fiscale. Elles devraient permettre de drainer 500 milliards de pesetas (25 milliards de francs environ) hors du circuit bancaire et d'épargne.

Tout d'abord, le prélevement à la source sur les dividendes boursiers et sur les intérêts des titres du Trésor est relevé de 20 % à 25 %. De plus, le gouvernement espagnol met fin à la pratique des banques visant

à encourager leurs clients à transférer leurs dépôts sur les comptes de l'un de leurs partenaires, afin que ces dépôts échappent à l'impôt et que les banques puissent calculer le montant de leurs réserves obligatoires sur une base d'actifs réduite. Parallèlement, le niveau des réserves obligatoires auprès de la banque centrale est relevé de 18 % à 19 %. M. Solchaga a également décidé de mettre fin à l'existence de certains produits d'assurance-vie que les Espagnols déclaraient comme de simples dépôts à vue, échappant ainsi à l'impôt.

Quelques jours avant l'annonce du plan de M. Solchaga, la Banque d'Espagne avait annoncé le relèvement de près d'un point du taux d'intérêt interbancaire, qui s'établissait désormais à 14,5 %.

REPÈRES

Commerce extérieur

Signature d'une convention pour l'exportation en RFA

Dans le cadre du plan pour l'exportation adopté en début d'année par le premier ministre, une convention pour l'exportation en RFA a été signée le jeudi 6 juillet par le ministre du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, et les présidents de la COFACE, du Centre français du commerce extérieur (CFCE), les responsables des services commerciaux en région et à l'étranger et des organismes professionnels tels que le CNPF et la chambre de commerce et d'industrie de Paris. La RFA est, avec l'Espagne et le Royaume-Uni, un pays test de l'application du plan export, qui vise à promouvoir une meilleure coordination des organismes participant à l'accompagnement à l'exportation et à l'implantation des entreprises à l'étranger.

Chômage

Hausse marginale aux Etats-Unis...

Le chômage a très modestement augmenté en juin pour toucher 5,3 %

Signature

de la population active américaine en juin contre 5,2 % en mai, annonce, vendredi 7 juillet, le département du travail. Cette quasi-stabilisation, attendue par les analystes, recouvre un tassement du nombre des créations d'emplois qui atteint 180 000 contre 207 000 en mai.

La lente remontée du chômage qui était retombé à 5 % en mars dernier — son plus bas niveau depuis quinze ans — tend à confirmer le ralentissement de la conjoncture américaine et plaide en faveur de ceux qui attendent de la Réserve fédérale un assouplissement de sa politique de crédit pour éviter une chute trop rapide de la croissance.

...diminution sensible au Canada

Le taux de chômage a nettement diminué au Canada au mois de juin, tombant à son plus bas niveau depuis le mois d'août 1981, avec 7,3 % de la population active en données corrigées des variations saisonnières. Cette importante diminution mensuelle (le taux de chômage atteignait 7,7 % en mai) a permis au nombre de demandeurs d'emploi de descendre sous la barre d'un million, s'établissant à 987 000. Dans l'Ontario, la province dont l'activité est la plus soutenue, le taux de chômage est tombé à 4,7 % en juin, alors qu'il atteignait 5,3 % au Québec.

(Publié)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Il est porté à la connaissance du public que le secrétariat technique du comité ad hoc et le liquidateur de l'entreprise socialiste Mamisoa lancent un avis d'appel d'offres relatif à cette société en liquidation par arrêté numéro 2813/88 du 9 juin 1988.

L'offre est ouverte à toutes propositions nationales ou internationales : achat, location, location gérance ou toute autre forme de transaction à définir.

L'ensemble est divisé en deux (02) lots :

LOT NUMÉRO 1 :

Le volet industriel de Mamisoa, sis à Antsirabe, consistait en une usine d'extraction d'huile alimentaire à partir de graines de soja et éventuellement d'autres graines oléagineuses (coton, arachide, etc.) d'une capacité nominale de 90 000 tonnes de graines de soja par an et d'une raffinerie d'une capacité de 18 000 tonnes d'huile raffinée par an, ainsi que les installations annexes (stockages, services).

LOT NUMÉRO 2 :

Volet agricole consistant en 3 000 ha de terres aménagées en courbes de niveau avec matériel. Ateliers, magasins et habitations sis à Ankazomiriotra et Mandoto dans le Fivondronana de Betafo.

Le cahier des charges peut être retiré à partir du 15 mai 1989, soit au bureau de la société Mamisoa, 11, rue Rainizanabololona, Antananarivo 101, Madagascar, ou être adressé directement aux soumissionnaires qui en feront la demande, soit auprès de l'ambassade de la RDM à Port-Louis soit auprès des consulats moyennant la somme de cinq cent mille francs (500 000 FMG).

LA DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES EST FIXÉE AU 1^{er} AOÛT 1989 A 12 H

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Havas Média Régions, filiale à 100 % d'Havas SA et Mai pic, groupe britannique diversifié coté à la Bourse de Londres, ont décidé de réunir dans Avenir Média Régions, société cotée à Paris, l'ensemble de leurs activités médias, non seulement en France et Grande-Bretagne, mais aussi sur un ensemble de pays couvrant l'Europe, les USA et l'Extrême-Orient.

Rappelons que ce rapprochement a été précédé, il y a un an, par la constitution d'Europostar, société commune créée par Avenir et Mills et Allen Ltd, filiale de Mai pic spécialisée dans l'affichage. A l'occasion de la création d'Europostar, société destinée à développer l'activité d'affichage sur les marchés européens, Avenir et Mills et Allen avaient procédé à un échange d'actions à hauteur de 21 % de leur capital respectif.

Le nouvel accord, conclu entre Havas Média Régions et Mai pic donne naissance au premier groupe européen d'affichage de journaux gratuits et de régies de presse. Le nouveau groupe emploiera 7 000 collaborateurs permanents et représentants, dans sa nouvelle configuration, un CA de l'ordre de 6 milliards de francs et un résultat après impôt d'environ 250 MF pour 1989.

Cet accord prévoit que : — Havas Média Régions apporte à Avenir les participations qu'elle détient dans Havas Régions (première société française de régies de presse quotidienne régionale) et dans la Comareg (première société européenne de journaux gratuits), ainsi que son activité de presse hebdomadaire régionale.

Mai pic apporte à Avenir l'ensemble de sa branche médias United Communication, qui comporte : Mills and Allen Ltd (première société d'affichage au Royaume-Uni), David Allen (première société d'affichage en Irlande), Skyways (concessionnaire d'affichage d'aéroports britanniques), Pearl and Dean UK and Asia (édition de guides et publicité dans les transports en Angleterre et en Extrême-Orient) et 50 % d'Europostar.

Avenir détient ainsi 100 % d'Europostar, qui regroupe : — 100 % de Berniers, première société d'affichage en Belgique. — 58 % d'Avenir Espagne, première société d'affichage en Espagne. — 40 % d'Avenir Red, première société d'affichage au Portugal.

Europostar est actuellement en train d'acquiescer 75 % du capital de la première société d'affichage italienne, la GIG.

A l'issue des apports effectués par Havas Média Régions et Mai pic, le capital du nouvel ensemble, qui prendra le nom d'Avenir-HMR et qui sera présidé par Philippe Santini, devrait être composé de 3 031 888 actions contre 1 333 333 actuelles.

Avenir-HMR procédera ensuite à une augmentation de capital en numéraire qui permettra d'accroître ses capacités financières et d'augmenter le nombre de titres répartis dans le public. A l'issue de cette opération financière, Havas, qui aura toujours conservé la majorité pendant toute la durée des opérations, détient environ 51 % du capital d'Avenir-HMR, Mai pic environ 36 %.

L'intention des deux principaux actionnaires de la société est de développer le marché du titre Avenir-HMR dans la perspective d'un transfert au marché à règlement mensuel dans les prochains mois.

Ces opérations n'entraîneront pas de dilution du résultat par action d'Avenir-HMR. L'ensemble de ces opérations, qui a été approuvé par les conseils d'administration d'Havas Média Régions et d'Avenir, réunis sous la présidence de Philippe Santini, le 6 juillet 1989, reste soumis à l'approbation des actionnaires d'Avenir qui seront prochainement réunis en assemblée générale extraordinaire.

La banque Paribas conseille Avenir et Havas Média Régions, dans le montage et la réalisation de cette opération, Mai pic étant, de son côté, conseillé par Hambro Bank.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Argentine : les combats et les échecs de M. Alfonsín. 4 Un entretien avec le président du Mexique. 5 URSS : l'évolution du pouvoir sur la question arménienne. - La sommet des pays de l'Est à Bucarest.	6 Les débats au sein du Parti socialiste. - « Livres politiques », par André Laurens.	9 La tempête dans le Sud-Ouest. - Sports : le Tour de France cycliste, les internationaux de Wimbledon. 10 L'arrêt sida à la cour d'appel de Paris. - La déclaration de M. Joxe sur la prévention de la délinquance.	12 Cinéma : le premier film de fiction en Cinéma à la Gode : le 17 ^e Festival de La Rochelle. - Rock : The Cure à Bercy. 7-8 Bicentenaire : un entretien avec l'historien Maurice Agulhon. 14 Communication.	15 Mesures de refroidissement en Espagne. 16 Revue des valeurs. 17 Crédits, changes et grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 10 Météorologie : poursuite de la grève. Mots croisés 14 Radio-Télévision 14 Spectacles 13	Les corrigés du bac 3615 tazes LMBAC Les grandes écoles 3615 tazes LEMONDE

Les aléas du Bicentenaire

Préavis de grève à la RATP pour le 14 juillet

La CGT a annoncé, le 7 juillet, le dépôt d'un préavis de grève de deux heures en fin de service pour le 14 juillet, à la RATP. Elle entend ainsi protester contre des « moyens complètement inadéquats » alors que dix millions de voyageurs supplémentaires sont attendus ce jour-là et que cinq lignes de métro seront ouvertes toute la nuit. La direction de la RATP, qui confirme ce préavis, estime que cette grève ne devrait pas donner lieu à des perturbations.

Elle précise que les lignes de métro qui seront ouvertes la nuit du 14 au 15 juillet avec des agents volontaires sont les suivantes : lignes n° 1 (Vincennes-Neuilly), n° 2 (Nation-Dauphine par Barbès), n° 6 (Nation-Etoile par Denfert-Rochereau), n° 9 (Pont-de-Sèvres-Montreuil) et n° 12 (Mairie-d'Issy-Porte de la Chapelle).

Les mêmes modalités sont prévues pour le RER. La ligne A sera ouverte de Rueil à Torcy et jusqu'à La Varenne dans la direction Boissy-Saint-Léger. La ligne B sera ouverte entre Châtelet et Massy-Palaiseau.

Pas de courrier le 15 juillet
Protestations de la presse

Le gouvernement ayant décidé de donner congé aux agents de la fonction publique le samedi 15 juillet, la direction de la Poste a fait savoir qu'il n'y aurait pas de distribution de courrier et que ses guichets seraient fermés ce jour-là. Seul un « service des dimanches » sera assuré : les boîtes aux lettres seront relevées tandis que des équipes réduites de tri travailleront. Les Français resteront donc trois jours sans courrier : le vendredi 14, jour férié, le samedi 15 et évidemment le dimanche 16.

Le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) a, en conséquence, demandé, le 7 juillet, au premier ministre, « de faire assurer, au profit de la presse, l'organisation d'un service minimum de distribution postale le 15 juillet ». Dans une lettre à M. Michel Rocard, le SPQR exprime « sa vive émotion » et estime que « si elle ne bénéficie pas de dérogation pour la distribution de la presse, celle-ci subirait un préjudice très important, directement lié à une décision administrative, et surtout, de ce fait, droit à indemnisation de la part de l'Etat ». A Matignon, après réception de la lettre du SPQR, on se déclarait « sensible au problème soulevé » et on ajoutait que la question était à l'étude.

Avant le sommet de Paris

Le Mexique et les banques seraient sur le point de signer un accord

Engagées depuis le mois d'avril, les négociations entre le Mexique et ses banques créancières portant sur l'allègement d'une fraction de la dette mexicaine semblaient, finalement, sur le point d'aboutir, vendredi 7 juillet. La volonté politique de parvenir à un accord avec le pays-test d'application du « plan Brady » (qui prévoit la réduction des créances bancaires) semble avoir joué un rôle déterminant dans l'avancée des négociations.

Face au Mexique, qui demandait une réduction de sa dette de 55 %, ramenée ensuite à 40 %, et aux banques, qui souhaitaient se limiter à 20 % ou 30 %, la situation paraissait bloquée. Or, il semblerait qu'un accord préliminaire intervenu aux États-Unis entre le Trésor et les banques du pays ait finalement débarrassé la situation. Les institutions bancaires américaines auraient, en effet, décidé d'accorder au Mexique une réduction moyenne de sa dette bancaire de 35 %. Ce qui équivaut à une réduction de 2 milliards de dollars (15 milliards de francs environ) par an sur trois ans sur le service de la dette mexicaine bancaire à moyen et long terme, évaluée à 54 milliards de dollars.

Le Mexique réclamait au départ que sa dette soit amputée de 4 milliards au moins. Côté français, la Société générale, seule participante parmi les banques de l'Hexagone au

comité formé de quinze banques représentatives des quelque cinquante créanciers bancaires du Mexique, avait affirmé son opposition à une réduction supérieure à 30 %. Il semblerait cependant qu'au terme d'une réunion avec la direction du Trésor, jeudi 6 juillet, elle ait accepté d'assouplir sa position.

Si l'accord est signé, les banques auront le choix entre trois options : échanger leurs créances contre des obligations à valeur faciale diminuée ; les échanger contre des obligations à valeur nominale identique, mais dont le taux d'intérêt serait réduit d'environ 50 % par rapport au taux de marché, ou ne pas procéder à une conversion, mais financer une partie des intérêts versés annuellement par le Mexique, ce qui équivaut à un prêt d'urgence.

Pour sa part, le Mexique aurait été pressé par l'administration américaine d'accepter un tel accord. Sa signature représenterait en tout cas une belle victoire pour le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, qui sera à Paris du 14 au 16 juillet. Il servira sans doute de base de négociations pour les autres pays candidats à des réductions de dette, dont les Philippines, le Venezuela et le Maroc.

F. L.
(Lire page 4 l'entretien avec M. Salinas de Gortari.)

Echanges et Projet relance l'idée des fonds salariaux et de la semaine de 32 heures

L'association Echanges et Projet, présidée par M. Pierre Vanlerberghe, vient de présenter de nouvelles propositions sur l'emploi et les salaires. Sa première idée est de « partager l'emploi de demain » en partant du principe que « en terme de création d'emplois, la réduction de la durée du travail n'est efficace que si elle est importante ». Le projet, élaboré par M. Patrice Pelissier, viserait à mettre en place « des dispositifs incitant les entreprises à créer et les individus à accepter des emplois pour lesquels la durée du travail serait sensiblement inférieure à la norme actuelle, par exemple trente-deux heures ».

Cette durée plus courte ne concernerait que les emplois nouveaux - à l'exception du personnel d'encadrement - à l'occasion d'une création d'entreprise, d'une implantation ou d'une extension d'unité. Le système imaginé repose sur des incitations : exonérations des cotisations aux Assédic et chèque-formation pour les salariés ; contribution au financement d'études éventuelles et crédit annuel d'impôt sur les sociétés (sur une base de 1 000 F par heure et par salarié), voire allègement de charges sociales pour les entreprises. Une « mission légère » auprès du premier ministre aiderait à la mise en œuvre de ce projet, les entreprises concluant des

conventions, basées sur des engagements réciproques précis, avec l'Etat.

L'autre idée d'Echanges et Projet est d'utiliser dans la fonction publique les mécanismes des fonds salariaux (report dans le temps d'une augmentation salariale) de l'intéressement et du plan d'épargne entreprise. Si, par exemple, explique M. Vanlerberghe, l'Etat a pour objectif d'augmenter les salaires de 3 % l'année X, « il peut convenir d'attribuer en sus 1 % d'augmentation salariale différée qui ne serait versée que l'année suivante » X+1. Le versement de la totalité ou d'une partie de cette somme serait « subordonné aux résultats économiques de la nation (déplacement d'un certain taux de croissance du PIB). Cette augmentation serait donc gérée sur une rente supplémentaire d'impôt ».

Autre innovation (bien délicate à mettre en œuvre) : au titre de l'intéressement, un pourcentage de la masse salariale serait attribué aux fonctionnaires sous forme de prime annuelle seulement si « un certain niveau de réduction du déficit global de l'Etat » était atteint... Les réactions des syndicats à un tel projet ne manqueraient sûrement pas de savoir...

M. N.

M. Antoine Veil démissionne des Wagons-Lits

La situation de crise qui régnait dans le groupe Wagons-Lits depuis quelques mois a franchi une nouvelle étape, le 7 juillet, lorsque M. Antoine Veil, administrateur délégué, a, au cours d'une réunion du conseil d'administration, remis sa démission. Il reste toutefois en fonctions jusqu'au 31 juillet. A partir de cette date, le conseil a nommé M. Pierre Belon, PDG de Sodexho (important actionnaire de Wagons-Lits) et M. François Boyaux comme administrateurs délégués.

Par ailleurs, le conseil d'administration, dans un communiqué, a réaffirmé « le rôle éminent du comité permanent présidé par M. Gilbert Anquetin (représentant de la Caisse des dépôts, le plus important actionnaire) dans la définition de la stratégie du groupe ».

[C'est à la fin de 1988 que Sodexho (restauration collective) avait pris 17,5 % de capital de Wagons-Lits, à côté de la Caisse des dépôts et d'actionnaires belges (Brussels-Lambert) notamment. Mais, très vite, des divergences étaient apparues sur la stratégie à mener entre MM. Belon et Veil.]

D'autre part, dans le cadre participatif de Wagons-Lits, qui prendra une participation (29 %) dans Sodexho.]

M. Alain Grenier nommé ambassadeur à Tunis

M. Alain Grenier a été nommé ambassadeur en Tunisie, en remplacement de M. Jean Bressat, a annoncé vendredi 7 juillet le ministère des affaires étrangères.

[Né en 1930, ancien élève de l'École nationale d'administration, M. Alain Grenier a été en poste à Rio (1958-1960), Athènes (1960-1963), Damas (1964-1968), Rome (1968-1969), puis à l'administration centrale (1971-1972). Il a été ensuite conseiller technique au cabinet du ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères (1972-1973), puis conseiller général à Brest (1974-1978), directeur adjoint des affaires africaines et malgaches à l'administration centrale (1978-1980) et ministre conseiller à Londres (1980-1985). Il était ambassadeur à Damas depuis janvier 1986.]

Après les incidents rue de Bièvre

La CGT dénonce « la provocation » de la police

La CGT a protesté, le vendredi 7 juillet, dans un communiqué, contre « la présentation outrancière et mensongère » de la manifestation du 6 juillet organisée par les « dix » de Renault devant le domicile de M. François Mitterrand, rue de Bièvre, en estimant qu'elle « a été faite dans le but de « dénaturer et de dégrader un peu trop facilement la responsabilité du gouvernement ».

« Bien qu'informés de l'intention des manifestants de se rendre place de l'Hôtel-de-Ville pour la dislocation, poursuit la centrale, les dirigeants de la police ont alors recherché la provocation, évitée pour l'essentiel par les manifestants ».

La CGT a également indiqué que M. Michel Rocard a « affirmé son refus » de recevoir M. Louis Vianet, le numéro deux de la CGT, qui lui avait adressé une demande d'audience. Elle a confirmé son intention d'organiser, le mercredi 12 à 17 heures, une manifestation « de masse » qui partira de la place de la République à Paris pour aller « au plus près de l'Elysée ».

Le premier ministre avait demandé, jeudi 6 juillet, au Conseil constitutionnel de statuer en urgence, c'est-à-dire dans un délai de huit jours au lieu d'un mois, sur les recours déposés contre la loi d'amnistie dont un article, ajouté en cours de discussion parlementaire, permettrait la réintégration des « dix » de Renault. Une telle disposition avait déjà été annulée (en juillet 1988) par le Conseil constitutionnel, qui doit se prononcer de nouveau avant le 13 juillet.

● M. Charles Selzmann quitte l'Elysée. — M. Charles Selzmann vient de quitter ses fonctions de conseiller technique à la présidence de la République où il s'occupait, depuis 1981, des questions de communication, et notamment de sondages et d'informations. M. Selzmann a été nommé, la semaine dernière, membre du conseil d'administration d'Air France au titre des « personnalités qualifiées ».

A Nice

M. Charasse chahuté par des agents des impôts en grève

M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, a été chahuté par des délégués syndicaux dans la soirée du 7 juillet à Nice en sortant de l'hôtel des impôts où il venait d'avoir une longue entrevue avec trois fonctionnaires en grève de la faim depuis le 5 juillet. Des délégués l'ont interpellé. Devant le refus de M. Charasse d'entamer sur-le-champ des négociations, l'un des syndicalistes a tenté de se jeter sous la voiture à bord de laquelle avait pris place le ministre et le préfet. La police est intervenue pour permettre à la voiture de démarquer.

Selon le SNADGI-CGT, M. Bédégouy a été « interpellé en plein déjeuner, jeudi 6 juillet, dans son restaurant habituel », par des agents des impôts. Le ministre a indiqué que le 11 juillet, ni la CGT ni le Syndicat national unifié des impôts (SNUI) ne seraient reçus au ministère, où seules sont convoquées les fédérations des finances CFDT, FO, CFTC et CGC, et qu'il ne leverait pas les sanctions tant qu'il y aura des actions. La fédération des finances CFDT et le syndicat FO-impôts ont décidé de ne pas se rendre au ministère le 11 juillet. Ce même jour, le SNUI, la CGT, la CFDT et le syndicat FO des impôts ont appelé à manifester à Paris.

● Pneu roumain retiré du marché. — M^{me} Véronique Nollet, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, a décidé le retrait du marché français des pneus pour voitures particulières fabriqués à Carcal en Roumanie, « en raison des risques d'écroulement » qu'ils présentent à grande vitesse. Il s'agit des pneus de type 145, 155 ou 165 SR 13, de marque Danubiana ou Victoria. Seuls sont concernés ceux qui sont vendus avec la mention Carcal, gravée en petits caractères sur le flanc du pneu, en dessous de la mention « Radial ».

● Attaque d'un fourgon blindé à Castres : un convoyeur tué, un autre blessé. — Un convoyeur de fonds a été tué et un autre blessé, samedi 8 juillet, lors d'une attaque à main armée commise par des malfaiteurs contre un fourgon blindé de transport de fonds, devant une agence du Crédit agricole à Castres (Tarn).

Un des convoyeurs a été tué alors qu'il descendait du véhicule pour procéder au transfert des fonds entre les bâtiments de la banque et le fourgon. Au cours d'une seconde fusillade, un autre convoyeur a été blessé. Les malfaiteurs ont pris la fuite sans rien emporter.

La Cour de Strasbourg opposée à l'extradition d'un jeune Allemand vers les États-Unis
Détenu en Angleterre, Jens Soering risque la peine de mort en Virginie

LONDRES
de notre correspondant

Le gouvernement britannique va probablement accepter un jugement, embarrassant pour lui, de la Cour européenne des droits de l'homme, qui lui interdit d'extrader vers les États-Unis un ressortissant ouest-allemand condamné à mort pour meurtre dans ce pays. Les dix-huit juges, y compris un Britannique, qui composent ce tribunal ont en effet décidé à l'unanimité, vendredi 7 juillet, que le sort qui attendait le jeune Jens Soering, âgé de vingt-deux ans, s'il était extradé et emprisonné en Virginie, un État américain où les condamnés restent en moyenne six à huit ans dans leur cellule avant de passer sur la chaise électrique, était un de ces « traitements inhumains et dégradants » que proscriit l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Soering, fils d'un diplomate ouest-allemand, a, en mars 1985, tué à coups de couteau un couple de riches industriels de Virginie, M. et

M^{me} Hayson, avec la complicité de la fille des victimes, Elisabeth, qui était alors sa petite amie. Les jeunes gens s'étaient enfuis en Grande-Bretagne et avaient été arrêtés à Londres en 1986 pour trafic de chèques volés. Elisabeth Hayson a été déjà renvoyée aux États-Unis où elle a été condamnée à quatre-vingt-dix années de détention.

Les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, un organisme mal connu du grand public, qui siège à Strasbourg, n'ont pas la même force contraignante que ceux de la Cour européenne de justice, basée à Luxembourg. Mais il apparaît probable que Londres cherchera à éviter de défier ce jugement. Une solution de rechange pourrait consister à extraditer Jens Soering en RFA où il pourrait être jugé pour le double meurtre perpétré en Virginie, la législation de RFA permettant ce genre de procès pour des actes commis à l'étranger par des ressortissants allemands.

L'affaire gêne considérablement les Britanniques qui s'efforcent, pas toujours avec succès, d'obtenir l'extradition de militants de l'IRA auteurs de violences en Irlande du Nord et réfugiés aux États-Unis. L'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme risque, au-delà, de faire jurisprudence : il sera désormais difficile d'extrader des suspects vers les pays qui ont encore recours à la peine de mort. Le jugement de vendredi est fondé sur le caractère inhumain de l'attente, pendant des années, de l'exécution, mais il peut aussi être étendu à la peine de mort elle-même.

Lors du procès, en Virginie, l'accusation avait produit des témoignages selon lesquels les deux jeunes gens se seraient livrés à une sorte de messe noire après le double meurtre. Les murs étaient couverts d'inscriptions étranges faites avec le sang des victimes.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

Scandale en Argentine

Plus de cinq cents morts « douteuses » dans une clinique de Buenos-Aires

Cinq cent quarante et un décès qualifiés de « douteux », des médicaments systématiquement périmés et des transfusions de sang avarié... C'est un scandale sans précédent, révélé par le quotidien argentin *Cronica*, qui vient d'éclater dans une clinique privée de Buenos-Aires spécialisée dans les soins aux personnes âgées.

Alertée par la famille d'un patient mort dans des conditions étranges, la justice argentine a demandé l'autopsie de tous les vieillards décédés en 1988 à la clinique Rafael Calzada. La liste d'inspection a constaté que les patients étaient traités avec des échantillons médicaux périmés, distribués gratuitement par les laboratoires mais facturés aux familles. Par ailleurs, plusieurs échantillons de sang retrouvés à la clinique et destinés aux transfusions provenaient de donneurs atteints de la maladie de Chagas, une parasitose souvent fatale aux personnes affaiblies et aux vieillards.

Le directeur de la clinique et sept médecins ont été arrêtés. — (AFP.)

● Deux touristes français assassinés au Kenya. Deux jeunes touristes français, Bernard Legave et Patrick Coffrignac, originaires d'Auray (Morbihan), ont été découverts assassinés, le corps criblé de balles, jeudi 6 juillet, dans un parc national kényan, qu'ils visitaient depuis le 1^{er} juillet. Selon les autorités du Kenya, les deux jeunes gens auraient été victimes de braconniers qui, dotés d'armes automatiques, chassent l'éléphant dans cette réserve pour se livrer au trafic de l'ivoire. Le couple aurait pu surprendre ces trafiquants depuis plusieurs mois par les « rangers » kényans, qui ont abattu une vingtaine de ces braconniers depuis le 1^{er} janvier.

Le numéro du « Monde » daté 6 juillet 1989 a été tiré à 513 708 exemplaires

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

QUE FAIRE AVEC
OU SANS LE BAC ?

Tout sur les 25 000 formations et les 3 000 établissements de l'enseignement supérieur.

36.15
LETDIANT

A C D E F G H

مكتبة الأنجلو

AVEC
BAC?

NT

TELEVISION
17 heures
18 heures
19 heures
20 heures
21 heures
22 heures
23 heures
24 heures

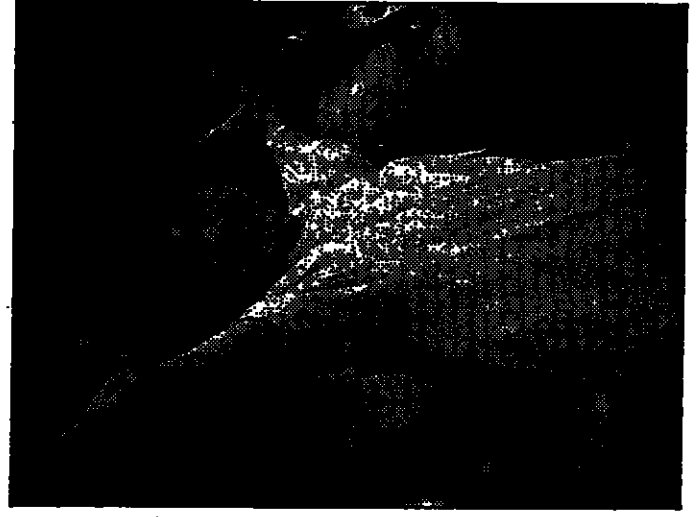
Le Monde

RADIO TELEVISION


Semaine du 10 au 16 juillet

COMMUNICATION

Océaniques :
*La Madone
des Philippines*

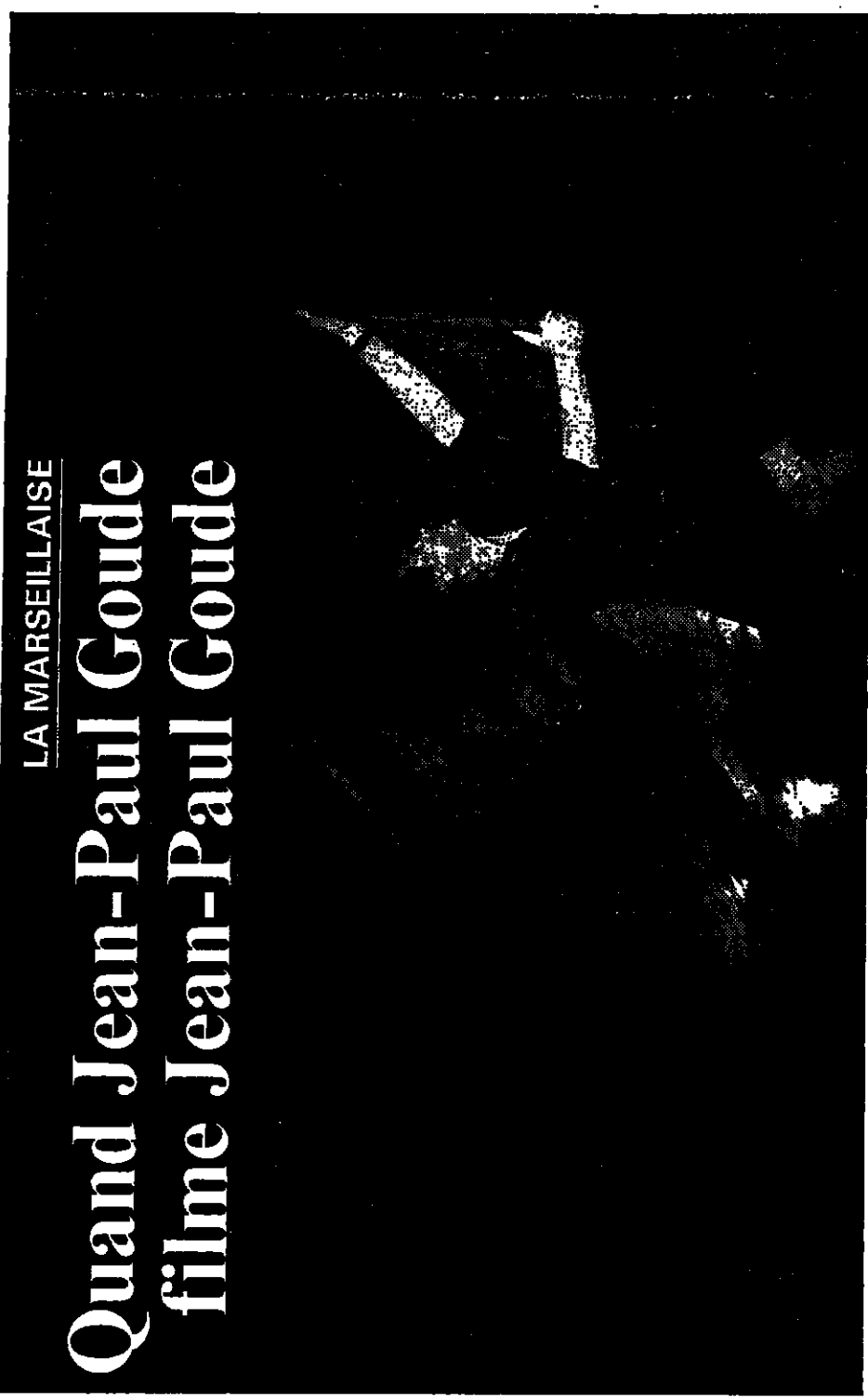


Optique :
*L'esprit
de l'Eglise orthodoxe*



LA MARSEILLAISE

Quand Jean-Paul Goude filme Jean-Paul Goude



Supplément au n° 13824. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 9 — Lundi 10 juillet 1989.

Le Monde

de la
**Révolution
française**

au sommaire du n° 7

**L'ALMANACH DE 1789 :
LES CLÉS
DE LA BASTILLE**

Deux siècles après, la « folle journée » du 14 juillet 1789 demeure une inconnue de l'histoire. Dans un dossier spécial de 20 pages, *Le Monde de la Révolution française* livre les clés de la Bastille : Necker, la cause de la crise de juillet. La dernière visite de la Bastille avant l'assaut. La violence des rues. Les artisans de la victoire. Le rôle mystérieux joué par Sade. La démolition de la prison, symbole de la fin de l'Ancien Régime.

**LE JOURNAL DES
DROITS
DE L'HOMME :
LE DROIT
A L'INSURRECTION**

Le « droit à l'insurrection », une garantie de protection des individus contre la tyrannie des pouvoirs. De la prise de la Bastille au 10 août en passant par les coups d'Etat d'activistes, *Le Monde de la Révolution française* retrace les violences des journées révolutionnaires.

Portrait : Saint-Just ou la haine du privilège. Tribune : le procès de Louis XVI relaté par le comte de Paris. Et les commentaires exclusifs de François Furet sur les événements de Chine, de Pologne et de Hongrie.

JUILLET 1989

30 F - Mensuel

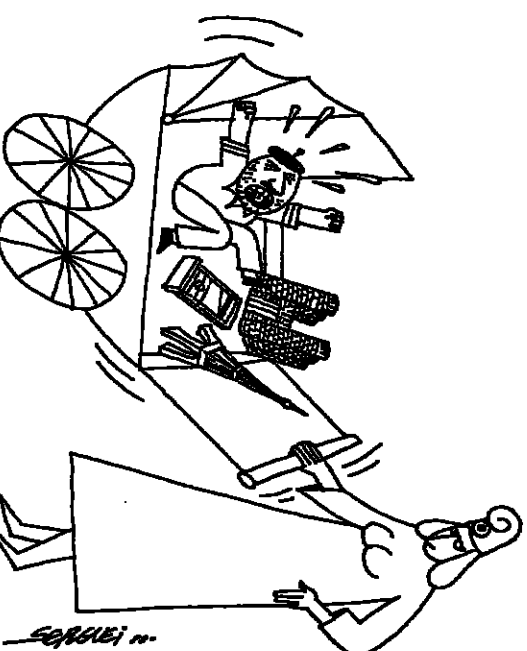
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI
	10 juillet	11 juillet	12 juillet	13 juillet
TF	20 h 35 FEUILLETON La comtesse de Chamy Intrigue à la cour. 22 h 10 MAGAZINE Super easy	20 h 35 CINÉMA Angélique et le roy Digne d'un roman-photo. 22 h 25 DOCUMENTAIRE Histoires naturelles Dans les Landes.	20 h 40 FEUILLETON La vengeance aux deux villages Un soap-opéra australien. 22 h 15 DOCUMENTAIRE Hasan II une destinée royale 23 h 15 MAGAZINE Ex libris	20 h 30 FEUILLETON Orgues d'été Avec Annie Girardot. 22 h 15 SÉRIE L'ami Massipassant Une fille à marier.
1	20 h 35 THÉÂTRE Les scènes de Lola De et avec Marie Perle 22 h 15 MAGAZINE Bonjour la télé	20 h 35 CINÉMA La mort d'un homme du 1922 Un vendredi soir dans le bon style Zola. 22 h 15 SÉRIE Profession comique La nouvelle génération d'imitateurs.	20 h 35 VARIÉTÉS Comiques nocturnes 22 h DIVERTISSEMENT La caméra cachée 22 h 45 DOCUMENTAIRE Vivre la France I Premier numéro d'une série sur l'état du pays à l'horizon 1992.	20 h 35 CONCERT La nuit d'avant le jour Inauguration de l'Opéra Bastille. 21 h 40 CINÉMA Liberty La révolution dans le cinéma. Un admirable film de montage.
2	20 h 35 CINÉMA La dame dans l'auto avec des lunettes et un fusil Excellent thriller, d'après Sébastien Japrisot. 22 h 40 MAGAZINE Océaniques La première dame des Philippines.	20 h 35 FEUILLETON L'Aéropostale Un avion entre la France et l'Amérique, à la fin de la guerre 14-18. Avec Bernard Freson.	20 h 35 TÉLÉFILM La passe-muraille Un jeu dangereux. 21 h 35 MAGAZINE Archipel sonore 22 h 30 MAGAZINE Océaniques Cory Aquino, 2 parties.	20 h 35 CINÉMA L'homme de Rio La mythe Belmondo. 23 h MAGAZINE Océaniques Une fête dans les Abruzzes.
3	20 h 35 CINÉMA Le tueur de Micromania Film d'aventure pour enfants. 22 h 10 TAUBOMACHIE Contes Enregistrés à Munich en avril.	20 h 30 CINÉMA Mao Arthur, le général rebelle Biographie très officielle. Avec Gregory Peck. 22 h 40 CINÉMA La sorcière Étrange.	21 h CINÉMA Une nuit à l'Assemblée nationale Satire politique de très mauvais goût. 22 h 30 CINÉMA Peggy Sue s'est mariée Comédie sentimentale et nostalgique.	20 h 30 TÉLÉFILM Pouvez-vous nous prêter votre mari ? Un couple de jeunes mariés sur la Riviera. 22 h 15 CINÉMA Contraintes par corps La mort d'un homme, film à travers les tentatives masculines.
CANAL	20 h 30 CINÉMA Les voix de la nuit Messiaen rose. 22 h 20 SÉRIE Deux filles à Miami	20 h 30 CINÉMA Les épreuves de la planète des éléphants Le troisième film de la série. 22 h 15 SÉRIE Deux filles à Miami	20 h 30 TÉLÉFILM Opération commando Dans l'enfer du Vietnam. 22 h 25 SÉRIE Deux filles à Miami	20 h 30 TÉLÉFILM La maison de tous les plaisirs Une journaliste chez les œil-gifs. 22 h 20 SÉRIE Deux filles à Miami
5	20 h 30 TÉLÉFILM Qui a tué le top model ? Une détective de charme mène l'enquête. 21 h 45 SÉRIE Messieurs les jurés.	20 h 30 FEUILLETON La clinique de la Forêt-Noire Diffusé une première fois en septembre 1987. 22 h 10 MAGAZINE Chô 6	20 h 30 TÉLÉFILM Les frères Forrester La rencontre de deux adolescents. 22 h 10 FEUILLETON Le comte de Monte-Cristo Le célèbre roman de Dumas adapté par Denys de La Patellière.	20 h 30 TÉLÉFILM Copacabana Amour, musique et danse. 22 h 05 THÉÂTRE Les sacs fabuleux Une satire d'Edouard Bourdet.
6				

Orages dans l'air

PAR BRUNO FRAPPAT



C'EST une histoire qu'on raconte, paraît-il, à Moscou, ces temps-ci. Un professeur d'histoire littéraire est allé pour un examen à l'école - sur 5, comme on le fait là-bas - les réponses :

« *Charles-Louis de Secondat* »
« *Un criminel !* »
« *Bien, sur 5, Bachelard ?* »
« *Un bandit !* »
« *Un fou !* »
« *... sur 5, Pour l'instant...* »

On n'est jamais trop prudent avec le futur, et il vaut mieux en parler quand il s'est produit, c'est plus confortable, moins risqué. On ne fera pas à Mikhail Gorbachev l'honneur de le comparer à Deng Xiaoping, non ! ce que l'on peut rapprocher, c'est l'éblouissement qu'il nous inspire et la divine surprise que nous ressentons. Il y a une dizaine d'années face à l'homme des « quatre modernisations ». Nous pensions aux changements entrepris en Chine et en déduction, avec une grande foi dans l'avenir, ceux qui ne manqueraient pas de suivre. Puis il y eut l'effacement... Tuerie pour les manifestants, douche glacée pour les démocrates du monde entier qui regardaient depuis leurs balcons méditatifs. Cela forçait la réflexion sur les dérives de l'autoritarisme, le vieillissement, les éparcements excessifs, au moins à court terme.

Avec Gorbachev, on n'en est pas encore à se gâcher le plaisir. Son bilan nous paraît, oh combien ! globalement positif, nettement plus équilibré que ceux de ses prédécesseurs, même si « notés » par le Parti communiste français, dans une formule restée fameuse et qui le méritait. Mais il s'est passé cette semaine quelque chose de fâcheux. Le président soviétique, héritier de la planche de la persécution, est venu chez nous fouler la terre du Bicentenaire, et après son départ nous sommes plus douaniers qu'avant son court séjour. Nous voilà tout déçus de son socialisme...

Ne tournons pas autour du pot : le « blé » ne fut pas total, mais ce fut un petit râteau. Il y a mis du sien. A peine descendait-il, sous nos yeux étonnés, la passerelle de l'avion l'emmenant de Moscou que nous ressentions les premières atteintes du vague à l'âme qui allait caractériser la suite. Il avait le visage fermé, soucieux, non pas rancœur, mais on le savait capable de mieux faire. Et puis nous étions été alertés sur les difficultés incombables sentées sur la route de ses réformes de bilan. Il portait sur son front les rides de mille dossiers poutis, monstrueux, colossaux.

Du coup, on interprète tout. On se fixe sur le moindre indice. Sur TF 1, Ulysse Gosset nous avait expliqué : « On dit que Gorbachev est *alégre* et qu'il aurait perdu plusieurs kilos ». Et puis on remarqua que l'illustre tache de vin qui décorait le sommet de son crâne avait gagné en ampleur, qu'elle avait, impétueuse, agrandi son territoire. On dit moins on se l'imagine. Alors, n'était-elle pas

la représentation même de l'extension des menaces planant, précisément, sur lui ? Ne figurait-elle pas la matérialisation, imagée, indéchiffrable, des soucis du cerveau qu'elle surmonte ? Il n'était nul besoin de vérifier, ni de se livrer à quelque ardue recherche iconographique pour valider cette impression. Il suffisait de le ressentir. Elle géchait tout le reste.

A la Sorbonne il se fit discret, à la Bastille inaccessible, sur Arles 2 plus souriant mais regardant sa montre et pressé de partir. A Strasbourg déjà loin des embarras de Paris. Il en fut, au total, de cette visite comme d'un rendez-vous amoureux, trop écourté et à contretemps. On s'espère, on s'attend, on s'illusionne et puis, devant la tasse de chocolat.

On se décline sur la ceinture de sécurité, on s'excuse sur la longueur des cheveux, l'école, le prison, l'Opéra-Bastille, le bon-deux ou le bouillotte, les orages, Napoléon, Rousseau ou Voltaire, les colonies perdues, la lune de cigarette... Tout est sujet à guerre civile, et vous voudriez que, sur la Révolution fondatrice, on trouve un accord, une raison de se réjouir d'être « ensemble », comme le disait justement Jean-Noël Jeanneney, l'autre vendredi chez Bernard Pivot ? Dans ce pays, c'est d'abord être contre. L'hémionie, loin d'être un but, est un repoussoir. Quand mille personnes font la file, mille autres se révoltent ; et si les gric-richeurs se transforment soudain en fards d'autres réjouissances, les mille du début deviennent l'uribonds.

Imaginons un instant que de Gaulle soit encore là, siégeant à l'Élysée, et qu'il ait en sa charge la célébration du Bicentenaire. Croit-on qu'il l'aurait fait à la sauve, convoquant trois champs dans un obscur palais, tous deux ételés, autour de cinq cents grammes de petits fours rassis ? Et croit-on qu'il ferait que l'Élysée lui-même serait somptueusement grande ?

Il n'aurait pas opposé rien de moins, cortège ? Douceux, marionnettes, logiques ? Comme c'est la gauche qui est au commandement, il faut donc un dans le rôle du rétro, juste au droite s'en charge, et fort bien, juste au droite, intensément, personnellement, par Philippe de Villiers qui pousse des cris d'écœurement et dont on dirait que la populace le menace encore de ses piques. Déjà résumés dans ce gros livre du *Quotidien de Paris*, vendredi matin : « Bicentenaire, Paris occupé ».

Occupé ? On sont les chars des armées nazi, où est le Kommandantur de von Robespierre, où sont les fusils du Mont-Volant ? L'armée des ombres rase-elle les murs rue du Faubourg-Saint-Honoré ? Pour quel cette peur ? A cause des embouteillages. Prendre le métro ? Puisse le maquis ! Libérez les parkings ! « Paris humilie ! Paris occupé ! Paris libéré ! », s'exclament de Gaulle à un moment où l'histoire était tragique. Aujourd'hui, ce serait plutôt : « Paris limité ! Paris bouillotte ! Paris grossier ! ».

Il suffit de jeter un regard au-delà des frontières - mais qu'il y consente dans cet Hexagone autistique ? - pour comprendre et voir que le Bicentenaire de notre Révolution est un symbole très fort pour beaucoup de pays où l'on aimerait avoir atteint au stade qui nous permet ces débats d'enfants gâtés. Il y a deux semaines, à Rio-de-Janeiro, au pied d'une reconstruction de la tour Eiffel de 60 mètres de haut, plus de quatre-vingt mille personnes ont participé à une célébration du Bicentenaire. La circulation a été coupée pendant plusieurs heures. Personne n'a protesté. Il est vrai qu'au Brésil on sait faire la fête.

Les magazines TV au Canada

En 1986-1987, les cent trente-quatre stations de télévision canadiennes ont proposé deux cent cinquante-sept types de magazines, traitant de toutes sortes de sujets, depuis l'économie mondiale jusqu'à la construction de pids d'acier. Les magazines occupent 15 % du temps d'antenne. Le secteur privé en produit 68 % mais les diffuseurs retiennent aux heures de grande écoute, tout ce qui se peut, les places d'avantage (mais pas majoritaires) en prime-time. Ce sont les résultats d'une enquête menée par une équipe animée par Jean-Pierre Desautels, que ce professeur à l'université du Québec à Montréal a donné au cours d'une intervention au colloque sur le documentaire à Montréal (voir page 28). Présentes généralement sous forme d'entrevues et de reportages, ces émissions représentent environ 210 heures par semaine, ce qui est considérable, a fait remarquer ce spécialiste de la communication.

Palmarès des jeunes danseurs

A tout concours son valiseur : la Française Agnès Létour, dix-huit ans, a reçu le grand prix du jury du Tournoi européen des jeunes danseurs retransmis par dix-sept chaînes de télévision dont FR 3, qui s'est tenu à Paris le 28 juin dernier. Dans la catégorie « Dames continentales », les juges ont également doté d'un « prix spécial » les Espagnoles Igor Yebra et María Giménez et coté classique, la Suissesse Christina Mac Dermott. Le « grand prix spécial » est allé à Tetsuya Kumaki, un Japonais dansant sous les couleurs britanniques.

Les vidéocassettes de l'été

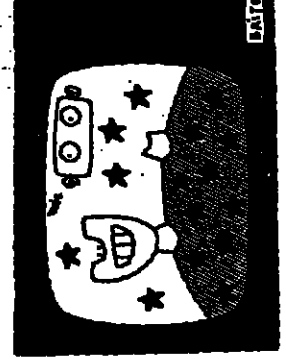
Le feuilleton de Jacques Rivaud, *Maria Vandamme*, qu'incarnait la jolie Corinne Duda, vient d'être édité en cassettes VHS (deux fois 160 minutes) par TF 1 Vidéo. Elles sont vendues par maillet : 36-15 code TF 1, rubrique 1986 shop.

L'Institut national de l'audiovisuel (INA) sort de son côté pour l'été seize vidéocassettes dans la collection « Les grandes heures de la télévision » (codifiées avec Euro-magasin Euro-magasin) : quatre documentaires (Maurice, et la Ville noire, de Georges Sand, le Drame aux cannelles, d'André Duhamel, *Pont de sang*, d'Henri de Balzac), trois épisodes de *Michel Sirois*, de Jules Verne; la trilogie *Sang d'été*; huit documentaires (*Ille de Piques*, *Expédition polaire*, réalisés par Jacques Rivaud; *Islande et le Pérou*, Sri Lanka, la Louisiane, les *Parcs nationaux américains* et les *Îles Philippines*).

Les amateurs de Fernand Raynaud seront contents. Ses sketches les plus connus (*Allô touton, pourquoi tu tousses ?* le *Permis de conduire*,...) sont réunis sur une vidéocassette d'une heure, codifiée par l'INA et Prosopée.

Un spot pour les droits de l'homme

« J'erts pour seler des barreaux avec mon stylo ». Ce slogan, prononcé bénévolement par sept personnalités françaises du sport, du cinéma, de la chanson et de la littérature pour le compte d'Amnesty International, et diffusé depuis le début de l'année 1986 sur les ondes radio, vient d'obtenir la médaille d'or de l'« International Radio Festival of New York ». La société Intermarco, à l'origine de cette campagne sans budget, a également obtenu le passage d'un spot télévisé invitant tous les défenseurs des droits de l'homme à assister au courriel des responsables politiques qui les boîtent. Sur Canal + les 18 (18 h 45), 20 (12 h 30), 24 (18 h 45) et 27 juillet (19 h 10), et les 2 (13 h 30), 4 (19 h 30) et 8 août (13 h 30) prochains.



Le retour des frères Bogdanoff

Après deux ans d'absence, Igor et Grigori Bogdanoff, qui avaient animé de 1978 à 1987, le magazine de science-fiction, « Temps X », sont de retour sur TF 1 pour l'été. Les deux frères présenteront tous les mardis soirs (vers 22 h 45) à partir du 18 juillet, « Futur's », une émission scientifique de vingt-cinq minutes destinée au grand public et découpée en trois chapitres : « les actualités » (qui feront le point sur les grandes découvertes ou innovations scientifiques mondiales), « les documents » (un ou deux qui traitent d'un événement particulièrement important) et « le grand dossier », qui s'attachera à développer un thème particulier. Il y a vingt ans, le premier homme posait le pied sur la Lune, alors tout naturellement le premier dossier de « Futur's » s'intéressera à « la face cachée de la Lune ».

On joue sur Canal J

Depuis le 10 juillet et jusqu'à la fin du mois d'août, Canal J, la chaîne câblée destinée aux enfants, diffuse *Charlotte, Fifi et Benjamin*, un dessin animé primé au dernier Festival du film d'animation d'Annecy. A cette occasion, des questions sont posées aux jeunes téléspectateurs. En échange de bonnes réponses, ils reçoivent des cassettes vidéo.

RFI sur TDF 1

Depuis le 12 juin, Radio-France International diffuse ses programmes en langue française sur le satellite TDF 1 (Canal 17).

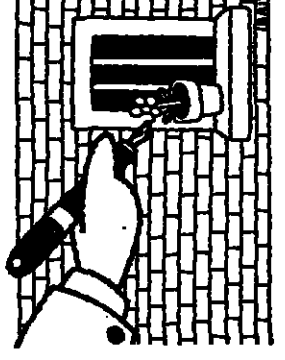
Informations rassemblées par Nadine Avallone, Ariane Chénier, Laurence Follé et Catherine Humbert.

Publicitaires inquisiteurs

Si le boîtier à « bouton-poussoir » permet désormais de contrôler la présence du téléspectateur devant son petit écran, on ne sait rien de son comportement réel — et en particulier des « fuites physiques et mentales » que déclenche le générique « pub ». Pour affiner encore ses attachés, l'Institut de sondage Demoscopia, à caractériser les différents types de téléspectateurs.

Parmi eux, deux familles paraissent particulièrement sensibles : les « multi-occupés » (17 % de la population), des mères de famille qui « piochent » des images qu'on leur impose, et les « mobiles » (12 % de la population), des jeunes adultes urbains qui jouent, télécommande en main, attirés sur leur écran, les « aventuriers des ondes ».

Ces deux groupes de téléspectateurs sont aussi les seuls qui ne consultent pas de programmes télévisés. Les autres — les « bouillottes » (15 %), les « sélectifs » (18 %), les « passifs » (23 %), soit deux tiers des téléspectateurs — argumentent leurs sorties avec un jargon très technique que les « habituels » (15 %) font leur choix dans un quotidien régional.



du soir

VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
14 juillet	15 juillet	16 juillet
20 h 30 VARIÉTÉS Saint Thierry En hommage à La Luron. 21 h 40 SPECTACLE La Marcelline La symphonie parodie de Jean-Paul Goude.	20 h 35 JEUX Intervilles 22 h 35 SÉRIE Dans le chaleur de la nuit Une poésie vaudrait.	20 h 35 CINÉMA Max et les ferrailleurs Policier psychologique signé Sautet. 22 h 30 CINÉMA Extérieur nuit Sous-titré de mai 86.
20 h 35 VARIÉTÉS Un air de liberté 21 h 40 SPECTACLE La Marcelline Difficile d'y échapper !	20 h 40 JEUX Jeux sans frontières 22 h DOCUMENTAIRE Les grandes batailles La guerre de l'Atlantique. 23 h 15 FEUILLETON Retour au château	20 h 35 TÉLÉFILM Duel Un commissaire privé de preuves. 22 h 15 MAGAZINE Étoiles Les souverains Baudouin et Fabrice.
20 h 35 MAGAZINE Thèses Les confidences des derniers cap-horniers. 21 h 30 SÉRIE Le Masque 22 h 50 DOCUMENTAIRE Il était une fois des légionnaires	20 h 35 DESSINS ANIMÉS Sandhya 22 h 20 SPECTACLE La Marcelline Retransmission en direct des moments du défilé.	20 h 35 DOCUMENTAIRE Optique La cathédrale. Un film soviétique, prix Italia 1986. 21 h 40 SPECTACLE Les voiles de la liberté Les vingt plus beaux voiliers du monde à Rouen.
20 h 30 DOCUMENTAIRE Blanc, blanc, Goude Les dessous du fameux défilé. 21 h 30 SÉRIE Jack Kilian l'homme au micro	20 h 30 SÉRIE Tegart Une nouvelle enquête du fils écossais. 22 h DOCUMENTAIRE La censure au cinéma.	20 h 30 CINÉMA La dernière valise La dernière concert du groupe The Band. 22 h 30 CINÉMA Le tatoué Comédie un peu burlesque. Gabin et de Funès en font des tonnes.
20 h 30 TÉLÉFILM Recherche mercenaire Une femme prête à tout pour récupérer son enfant. 22 h 05 TÉLÉFILM Le crime dans le sang Avec Robert Mitchum.	20 h 30 TÉLÉFILM Spécial K 2000 : la revanche 22 h 20 SÉRIE La belle et la bête 23 h 20 SÉRIE Kojak	20 h 30 TÉLÉFILM La proie du désert Une femme au secours des langoustes. 22 h 30 CINÉMA Les guerriers du Bronx n° 2 Un succédané minable de New-York 1997, de John Carpenter.
20 h 30 TÉLÉFILM Le témoin attentif Seule affaire de famille. 22 h 05 SÉRIE La malédiction du loup-garou	20 h 30 TÉLÉFILM Belle nuit pour une pendaison Mi-western - mi-policier. 22 h 05 TÉLÉFILM Le procureur et l'assassin On recherche le coupable d'un double meurtre.	20 h 30 TÉLÉFILM Apollo 13 ne répond plus Pénible et cursive à la NASA. 21 h 05 TÉLÉFILM Le juge et son bourreau Le vieux commissaire même l'enquête.

PHOTOS DE COUVERTURE : MAGNUM;
ERIC BOUTEVILLE; GUY LAWRENCE;
BRIAN GRANT/STYLMAN

Sommaire 3

ÉVÉNEMENT	
La Marcelline : Jean-Paul Goude filme Jean-Paul Goude	16
Les films de la semaine	4
Lundi	7
Océaniques : La Madone des Philippines	9
Mardi	11
Le coraire noir : Vol à voiles	13
Mercredi	18
Le passe-muraille : L'art de la métamorphose	19
Jeudi	21
Orages d'été : Jean Sagols à la campagne	22
Vendredi	26
La malédiction du loup-garou : Homo homini lupus	28
Samedi	30
La censure au cinéma : Les cleaux et les bombes	31
Dimanche	
Optique : L'esprit de l'Eglise orthodoxe	
RADIO	
France-Musique	
Journées du répertoire : Un règne sans partage	
France-Culture	
Un entretien avec Jean-Marie Borzeix, directeur de France-Culture : A contre-courant	
Les autres radios	
ACTUALITÉ	
Canada, le 50 ^e anniversaire de l'Office national du film : Derrière la fête, des questions	
Tournage : L'Orestie : Du sang sur la neige	
Echos	
Chronique Orages dans l'air par Bruno Freppat	

هكذا من النمل

①

7.00	Le pays d'Ici, Avignon.	7.02	Culture mesh.
7.50	Poésies sur parole, Sade.	8.16	Les chemins de la connaissance.
7.80	Feuilletton. Souvenirs un peu si	8.30	Les enjeux internationaux.
8.00	décoré de Nansou, de Marjorie	8.30	Simone Weil ou les métaphores du syncrétisme.
8.45	Samedi 4 épisode.	8.30	Le prétexte de la victime sacrificielle.
8.45	Mélie, avec Philippe Bion pour	8.30	Prétextes. L'induction de
8.50	la parole.	8.30	la culture.
8.50	Les perspectives scientifiques, Bi-	8.30	La culture mesh.
8.90	ologie et médecine. L'architecture	8.30	Les enjeux internationaux.
9.00	hospitalière : La royauté et la ré-	8.30	Simone Weil ou les métaphores du syncrétisme.
9.00	musique : Le rythme et la danse.	8.30	Le prétexte de la victime sacrificielle.
9.00	son. Le rumba. 4. La rumba d'	8.30	Prétextes. L'induction de
9.30	Dramatique. La condition d'	8.30	la culture.
9.30	homme, de Madeleine L'Engle.	8.30	La culture mesh.
9.30	Nouveaux paradigmes. Des abnè-	8.30	Les enjeux internationaux.
9.30	des à dévotion.	8.30	Simone Weil ou les métaphores du syncrétisme.
9.30	Du jour au lendemain.	8.30	Le prétexte de la victime sacrificielle.
9.30	Musique : Costa, Pierre Barou-	8.30	Prétextes. L'induction de
9.30	et Sarrewh.	8.30	la culture.

ques de la Revolution. 6. La révolutionnaire.

Stéphane, époux de Jeanne, à 16 h 10, A. chez des nouvelles de M. d'Alger.	7.00
Le pays d'Alger, Al. Podèle sur parole. Scde.	7.80
Fénelon, Souvenir un peu e descripteur de Nanteuil, de Maubert Sarrat (ex-épiscopat).	8.02
Mise au point.	8.48
Agorre, avec Jean Meyer pour Histoire du sucre.	9.00
C'est là qu'il a pris la Bastille. L. cristal de la Bastille reconnue car cristal de la Bastille reconnue car	9.30

253

0.30 Radio-archives. Cinq estampes révolutionnaires, recueil de chansons.

1.1.15 Musique : Célébration orphéonique. Milla musiciens au palais de Fontainebleau.

2.40 Nuits magnétiques. Des arbres à défaire.

19

உறுதி செய்து கொடுக்கப்படுகிறது.

[illegible]

✿

Jou di 13 juillet

CANAL +

7.00 **Cinéma :**
Les grandes vacances. □
Film : *Les grandes vacances* de Jean Girault.
Réalisateur : Jean Girault.
Avec : Yves Remy, Jean Louis de France, Claude Genta.

8.40 **Cinéma :**
Contes de la nuit. □
Piller, l'homme à la machine à vapeur.
(1987). Avec : Martinus, Jean-Pierre
Villeneuve, Mazonnagou, Catherine
Williams.

10.16 **Cinéma :**
Chien de l'Alaska, le retour. ■ ■ ■
Film : *Chien de l'Alaska, le retour* de Jean
(1986). Avec : Sébastien Wener, Jean
Carné, Jean, Michel, Béatrice.

12.30 **En direct jusqu'à 13.30.**
12.30 **Flash d'informations.**
Magazine : Exploite.
Les sujets les plus : Centre de culture
à savoir : Construction d'une maison
rue, fait en mode-à la Paillasse
rue tout : Supplément et les autres
la semaine.

13.00 **Série :**
Série : *190 show.*

13.26 **Flash d'informations.**
Dessins animés :
Décade pas Bunny.

14.56 **Téléfilm :**
Un roman
pour Madame Simpson.
De Charles Jarry, Jean-Jacques
mour, Anthony Andrews.
Entre l'amour et le couvent le monde
de l'homme.

16.30 **Sport : C'est international.**
Le meilleur de Paris : Magali.
Debutant - Espoir Vivant.

17.30 **Série :**
Le retour d'Anthony.
Le retour d'Anthony.
Chien : *Le chien.* ■
(1987). Réalisé de Claude Zid.
Avec : Jean-Pierre, Jean-Pierre,
Régis Webb, Charles Girard.

18.30 **En direct jusqu'à 19.30.**
18.36 **Flash d'informations.**
Les supérieurs du catholicisme.
Cinéma :
Le dernier yule. ■ ■ ■
Film : *Le dernier yule* de Martin Scorsese
(1978). Avec : Bob Dylan, John Mellisham,
Neil Young, Neil Diamond.

M6

[illegible]

L'esprit de l'Église orthodoxe

Plus qu'un film politique, ou historique, le documentaire soviétique de Vladimir Diakonov est à la fois un état des lieux et une réhabilitation de cette Eglise que l'Etat marxiste a tout fait pour anéantir et reconnaître maintenant.



façonné pendant des siècles l'innocence. « Il n'est pas d'éternement d'histoire qui ne soit lié à son agilité orthodoxe, est-il dit dans le film. Il n'est pas de culture en Russie qui ne soit imprégnée de cette tradition chrétienne orientale... »

Vladimir Diskovov a filmé quelque-uns de ces monastères, éminentes, couverts qui ont échappé à la répression terrible et qui ont pu trouver à l'est du Moscou comme à Leningrad, en particulier sur une île au milieu d'un lac. Il a rencontré des prêtres, il les a suivis, conté des anecdotes, pendant des soirs, allumant la chandelle, les hommes, les doctes, les chagrins, le sentiment, l'humour, le belain, le priant. Prêtre du passé et du présent, de leur foi. Visages saints comme à la flamme des bougies qui illuminent ces films d'ombre et de lumière. Il y a un merveilleux patriarche, aux cheveux fous et blancs comme sa barbe, un sage plein de sagesse qui ponctue chaque fois ces phrases d'un petit « *da* » (oui) rétif. Il se sert du tel et on propose au jeune réalisateur « *Da, bryat, ne vous gênez pas!* ». Ses phrases sont comme des molasses qui voignent on marche tandis qu'il raconte une vie marquée par la guerre et la prière. « *Moi, ça est peut-être comme un autre travailleur...* ». Nos pêcheurs sont les travailleurs, toujours au labour, et comme hier, ils sanglotaient temples et châteaux mûris sous les livres... La guerre, ils sont les jeunes et engouffrés la vie, l'homme et la pas résistait à voir « *à l'ère dans la vie...* »

tant vie et vite en mouvement, comme si elle se déplaçait sur un socle qui serait éternel, tandis qu'il serait éternellement assis sur lui. Avec un esprit peut-être plus critique — sur l'Église ou le sanctuaire.

La Cathédrale, (ou *Temple*), film classique dans sa forme (et sa construction), superbe dans ses images, a été réalisé par les studios du film documentaire de Leningrad et montre la révolution soviétique il y a tout juste un an. Les studios de Leningrad sont à leur tour en plein mouvement qui prit nous en compte *perevostiki*, avant que celle-ci ne soit officiellement décrétée; leurs réalisateurs ont été les premiers à vouloir faire renaitre l'esprit de Derges Versov et à dire la vérité sur les sujets les plus difficiles, armés, religieux, y compris, etc. La *Cathédrale*, c'est le premier documentaire diffusé à la télévision dédié à l'histoire des Églises orthodoxes et à sa situation actuelle. C'est une sorte d'état des lieux au même moment où la destruction des édifices et de la révolution images qui se mêlent à celles d'un journal. Aux témoignages des vieux prêtres, partisans de la terre brûlée, juxtaposées à la belle brimade, jeunes popes habillés de noir. Au quotidien des secrets dans les couvents.

Le document de Vladimir Diakonoff commence sur un chant. Voix basse, incroyablement basses, voix d'homme, chant religieux sublime qui s'élève face à la nuit, face à la lune. Il y a mille ans que l'Église orthodoxe existe, et les chants qui accompagnent sans cesse ce film et le soutient — voir, graves des hommes, voix hautes des femmes, — chants liturgiques qui étaient jadis dans une langue au milieu des icônes et des cierges, là dans un paysage désolé en plein froid, toute sans fin qui balance les douleurs sans les apaiser vraiment, ces chants venus du fond des âges, *profonds, puissants,* témoignage d'une Église qui a

C.H.

C.H.

[illegible]

